U d'/of OTTAWA
39003002171337

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/lesmmoiresdebism02busc

Bibliothèque
de Mémoires, Souvenirs et Correspondances

LES MÉMOIRES
DE
BISMARCK

RECUEILLIS PAR

MAURICE BUSCH

TOME SECOND

ENTRETIENS ET SOUVENIRS

PARIS
LIBRAIRIE CHARPENTIER ET FASQUELLE
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, rue de Grenelle, 11

1899
Tous droits réservés.

1299 482
#304

DD
218
.B984
1898
V. 2

LES MÉMOIRES DE BISMARCK

CHAPITRE PREMIER

LA MAISON DU CHANCELIER A BERLIN

Avant de reprendre le récit des faits dont j'ai été le témoin, avant de continuer à reproduire les paroles que j'ai pu recueillir de la bouche de M. de Bismarck, je demande la permission de tracer une rapide esquisse de la maison dans laquelle le chancelier a vécu et de décrire en quelques mots la vie dont cette maison était le centre.

Le n° 76 de la Wilhelmstrasse est, on peut le dire, une maison historique. C'est sous son toit, c'est dans ses pièces que s'est faite l'histoire de

l'Allemagne et même l'histoire du monde. Elle a été le théâtre de grands événements; elle a été le véritable ministère des affaires étrangères de l'Europe continentale dans ces trente dernières années.

C'est une maison d'apparence assez modeste, de moyennes dimensions, bâtie en stuc gris, avec porte cochère. Le premier étage compte treize fenêtres. Au-dessus du second, quatre pilastres en bas-relief supportent une toiture d'ardoises et encadrent une fenêtre de milieu. Il n'y a d'ornementation nulle part.

Lorsqu'on franchit la porte d'entrée, on se trouve dans un petit vestibule éclairé par une croisée qui donne sur le jardin. On monte ensuite un escalier de pierre dont le dallage est formé de petits carreaux rouges et blancs affectant la forme d'un échiquier. Au bout de quelques marches, on arrive devant une porte vitrée, masquée par un paravant jaune, entre deux colonnes doriques. A droite et à gauche de l'escalier, un sphinx est accroupi, muet et immobile. Son attitude rappelle au visiteur qu'il pénètre dans une région mystérieuse, inaccessible aux simples mortels.

Derrière la porte vitrée apparaît généralement un homme qui vous dévisage et vous demande

avec soin ce que vous désirez. C'est M. Linstedt, le portier de la maison.

Il faut répondre à ses multiples questions avant d'être autorisé à continuer son chemin, et l'on raconte que le prince Napoléon, lors de sa première visite à M. de Bismarck, a dû parlementer avec lui pendant plus d'un quart d'heure avant de pouvoir passer.

Lorsqu'on a satisfait à l'examen de ce cerbère, on monte encore quelques marches et on arrive non pas au bureau du chancelier, qui se trouve plus haut, mais aux bureaux des affaires étrangères. Ces bureaux comportent une suite de petites pièces, dans lesquelles se trouvent les employés du chiffre, les secrétaires particuliers, les directeurs du ministère, etc. D'étroits couloirs joignent entre elles les diverses salles; ils ne reçoivent aucun jour, et, même à midi, on est obligé d'y allumer des lampes. Tout cela est, d'ailleurs, triste, sombre, resserré, d'une atmosphère lourde. Lorsqu'on a le malheur de le visiter le soir, il se dégage une odeur d'huile de lampe, d'encre d'imprimerie, de vieux papiers, de renfermé qui fait que l'on ne peut comprendre comment les mèches arrivent à brûler dans une pareille ambiance. Les employés sont entassés les uns sur les autres, séparés, la plupart du temps, par une simple

feuille de papier. Les meubles sont de toutes les époques, de tous les styles et de tous les pays. Il y a du prunier jaune, de l'acajou brun, du bois blanc, du Japon, des canapés Renaissance, des tables à écrire modernes ; c'est un assemblage hybride de l'antiquité, du moyen âge et de la période actuelle.

Telle est la physionomie des lieux occupés ; il nous reste maintenant à tracer l'esquisse de leurs occupants.

Le conseiller Roland, chef du bureau, est un homme déjà âgé, qui est entré au ministère à une époque où il était presque exclusivement occupé par des membres de la colonie française et où tous les documents étaient écrits, expédiés et enregistrés en français. Il a lui-même l'aspect d'un registre. C'est un calculateur de premier ordre et l'homme le mieux versé dans l'étiquette épistolaire : il connaît dans la perfection les diverses formules dont on doit se servir. Il n'a jamais écrit au ministre sans signer « Votre très humble et très obéissant serviteur » ; à un secrétaire d'Etat « Votre obéissant », tout court ; à un ambassadeur « Votre très dévoué » ; à un envoyé « Votre très respectueux. »

Dans la pièce qui se trouve à côté de la sienne,

et qui est généralement encombrée d'épreuves, de coupures de journaux, de manuscrits, se trouve le secrétaire particulier Lothar Bücher. Dans l'histoire secrète de l'ère bismarckienne, le nom de ce petit homme, modeste et sans prétention, mérite d'occuper une place prépondérante. C'est le premier des collaborateurs du chancelier; c'est le mieux doué et le mieux informé; c'est celui qui a le plus d'énergie de caractère, de conscience et de loyauté. Il s'entend à merveille aux affaires politiques ; il a une puissance de travail inconnue; en un mot, et selon l'expression de M. de Bismarck, c'est une « véritable perle ». Physiquement, avec ses cheveux blonds et son attitude imperturbablement froide, il rappelle les portraits de Saint-Just. Et, de fait, cet homme a été un démolisseur terrible de toutes les institutions existantes, des classes et de la propriété. Il a été convaincu que le monde ne pouvait être sauvé que par une destruction soudaine et violente de l'état social actuel, et, dans sa jeunesse, membre de l'Assemblée nationale, il était toujours à la tête de la fraction la plus turbulente et la plus audacieuse. Il écrivait, en qualité d'avocat, dans la presse et y développait ses idées et ses plans de réforme. C'est ainsi que M. de Bismarck fit sa connaissance. Il lut, un jour, dans la *Gazette nationale*, un projet de Bücher qui

le frappa. Il fit venir l'auteur, causa avec lui et lui offrit une place aux affaires étrangères, que le journaliste démocrate accepta après quelques hésitations. Là, dans ce nouveau milieu, dans cette atmosphère renouvelée, Bücher changea, non d'idées, mais de manières. Il rendit, d'ailleurs, en sa qualité de juriste et d'écrivain, des services exceptionnels à la nouvelle diplomatie allemande. Pendant la guerre de 1870, ce fut lui qui travailla constamment avec le chancelier depuis les premiers pourparlers de Jules Favre jusqu'à la conclusion définitive du traité de Francfort. Ce fut lui qui, en 1878, rédigea les procès-verbaux du congrès de Berlin. Ce fut lui enfin qui écrivit la plupart des dépêches importantes que le chancelier signait presque toujours sans y apporter de modifications.

Immédiatement après Bücher, et en suivant la hiérarchie, vient le nom d'Abeken, que nous avons déjà maintes fois rencontré dans les récits de la guerre de 1870. C'est le type du fonctionnaire de la vieille école. Il appartient à cette ère, moitié littéraire, moitié esthétique, où les affaires politiques étaient reléguées au second plan et où la poésie, la philosophie, la science primaient tout. Cet homme singulier, même aux heures les plus critiques où se jouaient les destinées de son

pays, restait absorbé par les questions esthétiques. Tandis que les autres attendaient anxieusement la solution de quelque crise politique, lui faisait des fouilles pour retrouver des vers de quelque ancien poème. J'ai dit que le chancelier avait qualifié Bücher de « perle véritable ». Je dois ajouter qu'il laissait volontiers entendre qu'Abeken était un « chercheur de petite bête ».

A ces courtes ébauches, il convient d'ajouter celle de Thile, homme aimable et intelligent, chargé de recevoir les diplomates auxquels le chancelier ne pouvait donner audience, et celle de Bismarck-Bohlen, cousin du ministre, à la fois lieutenant de dragons et conseiller d'ambassade. Ce dernier est l'intermédiaire habituel entre la chancellerie, le bureau de la presse et celui de la police. Il aime les bons mots, en fait quelquefois et cherche surtout à se décharger le plus possible de sa besogne sur le dos des autres secrétaires.

Tout ce monde, avec ses défauts et ses qualités, est d'un entrain admirable pour le travail. La discipline la plus parfaite ne cesse de régner du haut en bas de l'échelle hiérarchique; chacun obéit sans protestations ni murmures, quelle que soit son opinion; chacun se soumet à la volonté supérieure qui réside en haut, et c'est cette

volonté qui, avec un ensemble parfait, avec une précision admirable, met en mouvement tous les rouages de la machine.

— Mes ambassadeurs, devait dire un jour M. de Bismark au comte d'Arnim qui s'en offusqua, sont des roues qui doivent tourner, sur un signe de moi, comme un simple sergent exécute un mouvement, sans savoir pourquoi, sur l'ordre qui lui en est donné par le général en chef.

Et maintenant que nous avons traversé ces appartements du premier étage et que nous avons fait connaissance avec ceux qui les occupent, passons à l'appartement privé du chancelier.

Après avoir monté un étage et traversé une antichambre dans laquelle des domestiques en livrée se tiennent en permanence, nous pénétrons dans un grand salon ovale qui occupe tout l'espace en profondeur de la maison. Ce salon ouvre sur un autre salon plus petit qui donne sur la Wilhelmstrasse. Il est élégant sans être somptueux. Aucune peinture ne vient rompre l'harmonie blanche des murailles. C'est là que le chancelier reçoit habituellement. C'est là aussi que, parfois, il dîne en famille.

Je me rappelle avoir eu l'honneur de m'y asseoir à table le 6 avril 1878 et je me souviendrai tou-

jours d'une anecdote qui se rattache à ce dîner. M. de Bismarck, au cours de la conversation, ayant parlé de lui-même comme d'un homme déjà vieux, la princesse de Bismarck l'interrompit :

— Comment, un homme vieux? Mais vous n'avez pas soixante-trois ans!...

— C'est vrai, répliqua le chancelier, mais j'ai toujours *payé à guichets ouverts*.

Puis, se tournant vers moi, il ajouta, en guise d'explication :

— *Payer à guichets ouverts*, cela veut dire que j'ai toujours mis tout mon cœur dans mon travail. J'ai dépensé tout ce que j'avais de force et de santé dans chacune des choses que j'ai accomplies...

Après ce salon vient un autre salon, qualifié de salon chinois, puis la salle à manger, le billard et, enfin, le cabinet de travail du chancelier. Cette dernière pièce peut avoir environ huit mètres sur dix. Elle ne manquait alors ni de peintures ni de portraits. Du haut en bas, les murs en étaient recouverts; dominant tous les autres, un dessin au crayon de l'empereur, en civil; puis deux photographies, toujours de l'empereur, mais cette fois, en militaire. Il y avait un portrait du roi de Bavière; un autre, du roi d'Italie, etc... Une petite table en acajou, recouverte de livres avec un pot à tabac, un canapé en drap rouge, une armoire

surmontée d'une glace, un pupitre sur lequel s'étalaient des cartes, et quelques chaises formaient tout l'ameublement de ce cabinet. La table à écrire se trouvait au milieu de la chambre. Au-dessus et à portée de main pendait un grand cordon de sonnette rouge qui communiquait avec les étages inférieurs. Cette sonnette, que nous entendions à chaque instant de la journée, nous faisait accourir instantanément. Nous arrivions essoufflés devant le chancelier, nous nous arrêtions à quelques pas de lui et, tout yeux tout oreilles, nous attendions ses ordres.

— J'ai toujours une peur terrible, disait Son Excellence von Thile, lorsque j'entends sa sonnette et qu'il me faut monter.

Peut-être cette table de travail aura-t-elle un jour sa place dans quelque musée historique. Que de choses ne raconterait-elle pas si elle pouvait parler! Que de secrets, que de luttes, que de discours, que de prières n'a-t-elle pas entendus!

Immédiatement après le cabinet de travail vient la chambre à coucher, tapissée de papier blanc. Elle n'a qu'une fenêtre avec deux rideaux. Un paravent cache le lit. C'est la dernière des pièces donnant sur la Wilhelmstrasse.

Sur le derrière de la maison, et donnant sur le jardin, se trouvent les appartements particuliers

de la princesse de Bismarck. Dans le petit salon particulier où se tient habituellement la princesse se trouve une petite table d'acajou sur le bord de laquelle est une plaque de métal gravée. On y lit :

LE TRAITÉ PRÉLIMINAIRE DE PAIX
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE A ÉTÉ SIGNÉ
SUR CETTE TABLE
LE 26 FÉVRIER 1871, 14, RUE DE PROVENCE, A VERSAILLES

La vie de chaque jour est réglée avec une précision d'horloge. Le matin, vers dix heures, quelquefois après, rarement avant, un des huissiers entre dans les bureaux et annonce :

— Le chancelier est dans la salle à manger!

C'est le réveil, c'est le signal de l'entrée en action de la petite armée des secrétaires. Chacun prend en main les dépêches et les lettres reçues par le courrier. Quelques minutes après, une seconde annonce retentit :

— Le chancelier est dans son cabinet de travail!

Les fonctionnaires qui ont leur rapport à adresser au chef se précipitent alors, leur papier à la main; les autres se tiennent prêts à être appelés d'un instant à l'autre.

Enfin, le soir, parfois tard dans la nuit, on sonne la retraite :

— Le chancelier est dans le petit salon pour le thé!

Chacun prend alors son chapeau et s'en va. On ferme les persiennes, on éteint les lampes.

C'est fini... jusqu'au lendemain matin.

CHAPITRE II

LA COMMUNE ET LE TRAITÉ DE FRANCFORT

C'est, on s'en souvient, le 9 mars 1871 que nous fûmes de retour à Berlin. Après quelques jours de repos bien gagné, le travail reprit comme par le passé.

Voici les notes que je trouve au jour le jour sur mon carnet :

29 *mars* 1871. — D'après des nouvelles reçues de Paris, il paraîtrait que les choses se gâtent dans la capitale. Un nouveau drame est en train de s'y

jouer; les révolutionnaires y tiennent les principaux rôles. Le 12 mars, l'Assemblée nationale a été élue par le suffrage universel, et un gouvernement a été établi. Mais, le 18, six jours après, on a déployé le drapeau rouge dans les rues de Paris, et la formation d'une Commune a été décidée.

10 *avril.* — De nombreux détails viennent de nous arriver sur la Commune de Paris. Les insurgés disposent de cent vingt mille hommes. On peut y ajouter dix ou douze mille républicains plus ou moins convaincus qui sont accourus de toutes parts, de Belgique, de Pologne, d'Angleterre, et à peu près autant de criminels et de malfaiteurs de tous les pays. Une grande partie des gardes nationaux ne servent, paraît-il, que contraints et forcés, et, le moment venu, s'empresseront de déposer les armes. La plupart des communards paraissent être des ouvriers qui, au lieu de moisir dans un atelier, préfèrent faire du tapage dans les rues, donner la chasse à leurs anciens sergents de ville et, par-dessus le marché, toucher la solde quotidienne de la Commune.

Le chancelier m'a fait appeler et m'a donné l'ordre d'écrire une série d'articles sur ce sujet.

— Vous ferez surtout ressortir, m'a-t-il dit, le

nombre extraordinaire d'étrangers de toute sorte que les Parisiens ont appelés à leur aide pour lutter contre le gouvernement légal. Il n'y a pas une autre population au monde qui consentirait à prendre ainsi ses héros au dehors. Ces Parisiens, qui se proclament volontiers la crème de la civilisation, acceptent pour chefs des énergumènes dont les intérêts sont, la plupart du temps, opposés aux leurs. Quelle triste dégénérescence!..

20 *avril.* — En considération des embarras causés au gouvernement de M. Thiers par le mouvement communard, nous n'avons élevé aucune objection à ce que le gouvernement de Versailles rassemble quarante mille hommes aux portes de Paris.

30 *avril.* — J'ai eu, ces jours derniers, entre les mains un grand nombre de documents intéressants. Ils ont trait aux négociations que M. Cluseret, le général actuel de la Commune, a entamées avec nous.

Dans une dépêche télégraphique qui porte la date du 10 courant, notre agent à Paris, le général saxon Fabrice, a reçu l'ordre de dire au

général Cluseret qu'il était prêt à accueillir les ouvertures que la Commune avait exprimé le désir de nous faire et qu'il porterait ces ouvertures à la connaissance du chancelier. M. de Bismarck donnait en même temps l'ordre à notre agent de se renseigner sur le point de savoir de combien d'argent disposait la Commune.

A cela, le 21 avril, Fabrice a répondu que la Commune n'avait presque pas d'argent à sa disposition et que, pour s'en procurer, elle avait déjà saisi les caisses de sociétés privées et de particuliers.

Le 23 avril, le chancelier conseille alors à Fabrice de sonder les chefs de la Commune pour savoir s'ils seraient disposés à nous livrer Paris. Il lui recommande, en outre, de s'informer des ressources qu'il peut y avoir dans la ville.

Le 27, Fabrice rapporte que lui et Holstein ont eu une entrevue avec Cluseret et que la Commune de Paris consent à payer à l'Allemagne une somme de 500 millions de francs, dont 300 millions en obligations de la Ville et le reste sous forme de taxes d'octroi. Le général Cluseret demande en échange que les Allemands prennent l'engagement de n'arrêter aucun convoi de vivres et de ne pas rendre aux Versaillais les forts qu'ils occupent autour de Paris. Il a, en outre, exprimé

le désir que l'Allemagne tâche d'obtenir un *modus vivendi* entre les troupes fédérées et l'armée de Versailles.

Ce *modus vivendi*, selon le général Cluseret, pourrait se conclure sur un double principe : 1° La capitale serait désarmée, mais elle ne serait pas occupée par les troupes versaillaises et elle aurait droit à une administration communale qui la protégerait contre le retour des budgets de Haussmann et de Pietri. 2° L'Assemblée nationale actuelle, dont le mandat est expiré, serait dissoute, et un nouvel appel serait fait à la France, auquel se soumettrait Paris. Cluseret a ajouté qu'il ne fallait point s'inquiéter des socialistes et des quelques excès qui pouvaient avoir été commis.

— C'est une simple phase, a-t-il dit, *du drôle de mouvement* que nous sommes en train d'accomplir !...

Il a affirmé que le siège de la capitale était matériellement impossible, mais il a demandé, néanmoins, que, dans le cas où, contre toute probabilité, les Versaillais seraient victorieux, nous ne leur permettions pas de détruire Paris. Ce n'était d'ailleurs là qu'un simple désir qu'il exprimait et non pas une des conditions du paiement des 500 millions.

Le général Cluseret a dit encore qu'il ne fallait

point nous étonner des négociations qu'il entamait avec nous : ces négociations le faisaient moins soupçonner et attaquer à Paris que des pourparlers qu'il aurait entamés avec le gouvernement de Versailles. Il a pris l'engagement formel de mettre en liberté tous les prisonniers allemands qui pouvaient être détenus à Paris, aussitôt qu'il saurait où ils se trouvaient; il a promis, en outre, de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour qu'on relâche l'archevêque. Il a insisté surtout sur ce que la Commune désirait avoir notre neutralité, car, a-t-il déclaré, « au point de vue militaire, les gens de Versailles ne nous causent aucune anxiété ».

Le jour même où cette dépêche de Fabrice nous parvient, c'est-à-dire le 27 avril, M. de Bismarck répond que nous observerons l'attitude que le général Cluseret nous demande, que nous conserverons la neutralité la plus absolue et que nos troupes ne prendront pas part au nouvel investissement de Paris. En même temps et dans la même dépêche, le chef enjoint à Fabrice de se renseigner auprès de Jules Favre pour savoir ce qu'il penserait d'une médiation entre les Versaillais et les insurgés.

Enfin, avant-hier, 28 avril, le chancelier expédie un nouveau télégramme à Fabrice lui ordon-

nant de garder les relations qu'il a établies avec Cluseret.

« Vous vous informerez auprès du général Cluseret, ajoute M. de Bismarck, si, dans le cas où la capitale serait désarmée et non occupée par les troupes de Versailles, nos soldats pourraient y tenir garnison. Dans le cas où la réponse de Cluseret serait favorable, vous porterez tous vos efforts sur le gouvernement de Versailles. Vous ferez valoir auprès de lui que l'indépendance communale, tirée des anciens règlements prussiens, n'est pas, après tout, une demande si déraisonnable. Vous devez bien comprendre que si nous arrivons jamais à occuper Paris avec l'approbation des deux partis, en garantissant l'indépendance de la Commune de Paris jusqu'à ce que les Français parviennent à s'entendre entre eux, nous améliorerons notre situation personnelle et nous nous garantirons contre la mauvaise foi possible du gouvernement de Versailles. C'est pourquoi vous devez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour ne pas vous mettre à dos les Parisiens ».

Mais, tandis que la Commune entame des négociations avec nous, le gouvernement de Versailles, de son côté, ne reste pas inactif et nous

adresse des dépêches, dans un but différent, il est vrai. Jules Favre demande que les troupes françaises soient autorisées à traverser nos lignes afin de forcer l'entrée de la capitale. Il demande en outre que les autorités militaires allemandes enjoignent aux insurgés, conformément à la convention du 28 janvier, de désarmer l'enceinte fortifiée. Le chancelier montre moins d'empressement à accueillir les ouvertures du gouvernement de Versailles que celles de la Commune. Dans une dépêche datée du 27 avril et également adressée à Fabrice se trouve le passage suivant :

« Le gouvernement français nous demande de laisser passer ses troupes à travers les lignes allemandes, par Saint-Ouen. Il oublie que c'est là une zone neutre, où la présence des deux armées est interdite par la convention du 28 janvier. Pour que nous lui accordions cela, il faudrait que nous soyons convaincus que l'arrangement que nous pourrions faire avec lui sera scrupuleusement observé de son côté. Or, nous ne pouvons avoir cette conviction, car il a mis trop de lenteur à remplir ses obligations antérieures et il a montré trop de tendance à interpréter arbitrairement certaines stipulations aujourd'hui encore en vigueur. Il ne nous a point encore payé les termes

échus, il n'a point encore relâché nos prisonniers de guerre, il n'a point envoyé des instructions claires et péremptoires aux gouverneurs des colonies et aux commandants des stations navales en Extrême-Orient pour la cessation des hostilités. »

Dans la même dépêche, le chancelier, abordant un autre sujet, se plaint que Thiers et Jules Favre interprètent faussement la convention du 28 janvier et il dit ceci :

« Il a toujours été entendu que la conclusion définitive de la paix interviendrait avant aucun paiement. La preuve en est que M. Thiers m'a dit qu'il ne comptait pas commencer ses opérations financières avant deux ou trois mois, tandis qu'il espérait voir le traité définitif conclu avant cinq ou six semaines. Lorsque, donc, j'ai fixé une évacuation partielle après chaque paiement, il était sous-entendu que cette évacuation n'aurait lieu qu'après la conclusion définitive du traité de paix. Il ne saurait y avoir d'autre interprétation de la convention, et, si le gouvernement de Versailles avait quelque doute à cet égard, vous pourriez dire à M. Favre que je préférerais donner à Sa Majesté le conseil de recommencer immédiatement les hostilités plutôt que de voir ainsi faus-

ser l'esprit de la convention que nous avons conclue. »

1er *mai.* — D'après une communication de Fabrice en date d'hier, le colonel de la Haye lui aurait dit que nous recevrions incessamment un mémoire de Thiers. Fabrice a, d'ailleurs, été également reçu par Jules Favre.

Jules Favre a été très étonné des reproches de M. de Bismarck.

— Nous remplissons nos obligations, a-t-il dit, et nous continuerons à les remplir. Nous ne demandons qu'à conclure la paix et nous n'avons signé les préliminaires que dans cette intention.

Il a demandé, en échange, l'autorisation d'attaquer Paris par Épinay et de traverser Saint-Denis et il a réclamé l'interdiction pour la Commune de fortifier l'enceinte, comme il avait été convenu dans la capitulation de Paris.

Jules Favre a ajouté que, si nous refusions d'accéder à sa demande, le gouvernement français serait en droit de dire à la face de l'Europe qu'il avait fait son devoir dans la mesure de ses moyens, mais que l'Allemagne l'avait empêché d'opposer une résistance effective à l'insurrection.

— Il faut en finir! se serait écrié Jules Favre avec une énergie qu'on ne lui soupçonnait pas. Nous sommes à bout de ressources. Il est temps que nous sachions si la Prusse a l'intention de favoriser le gouvernement de la Commune!...

Fabrice, en réponse, s'est contenté de donner le conseil à Jules Favre de hâter l'envoi du mémoire de Thiers et il lui a dit qu'il ne se rendait pas compte des graves conséquences que sa demande entraînait lorsqu'il désirait que nous sommions la Commune de désarmer l'enceinte fortifiée.

Ce sont tous ces faits que Fabrice rapporte au long dans sa dépêche.

A cela, M. de Bismarck a immédiatement répondu qu'il n'existait aucune convention ni aucun traité qui nous obligeât à venir en aide au gouvernement de Versailles; que nous n'avions aucun intérêt à anéantir l'opposition faite au gouvernement actuel tant que ce gouvernement ne remplirait pas les stipulations du traité préliminaire, mais chercherait, au contraire, à en fausser l'esprit à notre détriment. Le chancelier a terminé sa dépêche en disant qu'il voulait bien, d'ailleurs, admettre qu'il ait pu y avoir un malentendu. Il a proposé, en conséquence, pour s'entendre définitivement tant sur les garanties

que la France pourrait nous accorder que sur les époques de paiement des 5 milliards, de se rencontrer avec Jules Favre, soit à Francfort, soit à Mayence, le jour qui lui conviendrait le mieux.

Jules Favre vient de télégraphier qu'il serait vendredi à Francfort.

Le chef, lui, n'y sera que samedi, parce qu'il a peur que le vendredi ne lui porte malheur.

3 *mai*. — Reçu de nouvelles pièces fort importantes.

Fabrice télégraphie de Soissy que, le 30 avril, un attaché à l'ambassade suisse, M. Cahn, sur les instances du général Cluseret, a parcouru toutes les prisons de Paris afin de voir s'il y trouverait encore des soldats allemands. Si oui, ces soldats seront immédiatement remis en liberté. Cluseret a également annoncé qu'il avait réclamé l'élargissement de l'archevêque. Une fraction de la commission exécutive de la Commune est opposée à cette mesure, mais la vie de Sa Grandeur n'en est pas moins absolument sauve.

Cluseret avait convenu d'une nouvelle entrevue avec Cahn pour le jour suivant, 1er mai, mais, dans les vingt-quatre heures, il a été ren-

versé et remplacé comme ministre de la guerre de la Commune par le capitaine Rossel.

Nous avons immédiatement donné des instructions à M. Cahn pour qu'il voie le nouveau ministre et pour qu'il maintienne avec la Commune les relations que nous avons commencées.

Autre dépêche importante. Elle vient, celle-là, de Saint-Pétersbourg et porte la date du 26 avril. Le marquis de Gabriac, ambassadeur de France, s'est plaint de nous au prince Gortchakoff et lui a demandé d'intervenir entre la France et l'Allemagne. Le prince a décliné cette proposition. Il a dit à l'ambassadeur qu'il ne pouvait que donner le conseil à la France de s'acquitter strictement des obligations qu'elle avait contractées dans le traité de paix et que ce serait là le meilleur moyen de s'assurer la bonne volonté de la Russie.

A un grand bal de la cour, l'empereur Alexandre s'est aproché du marquis de Gabriac, et lui a confirmé la réponse de son ministre. Sa Majesté a dit textuellement a l'ambassadeur de France :

— Remplissez d'abord loyalement vos engagements, et, après, si vous avez des raisons de vous plaindre, je serai votre avocat. Mais, aujourd'hui, ces raisons, je ne les vois pas.

4 mai. — C'est demain que vont commencer, à Francfort, les conférences qui doivent aboutir à la conclusion définitive du traité de paix. Le chancelier compte partir à huit heures du matin, accompagné des conseillers d'ambassade Bücher, Hatzfeldt et Wartensleben. Jules Favre, lui, est déjà arrivé à Francfort.

Avant de partir, le chancelier m'a fait appeler et m'a donné l'ordre d'écrire un article où j'exposerai le but de son voyage et de la conférence.

— Il est nécessaire, m'a-t-il dit, que nous arrivions à la conclusion d'une paix définitive. Il faut que la France cesse de se figurer qu'elle va nous tenir encore longtemps suspendus dans le vide. Assez de subterfuges et de roueries !... Vous direz dans votre article que le principal but de la conférence de Francfort sera de discuter de quelle manière l'indemnité de 5 milliards sera payée, de fixer l'époque où les navires marchands allemands qui n'ont pas été déclarés de bonne prise par les tribunaux maritimes nous seront rendus, de fixer la situation de la Compagnie de l'Est et, enfin, de rectifier la frontière. Il faut espérer que les nouvelles et dernières négociations qui vont s'engager dessilleront une fois pour toutes les yeux des membres du gouverne-

ment français, qui ne se sont pas encore rendu un compte exact de la position de leur pays ; il faut espérer que la légitimité de nos droits sera enfin reconnue : c'est un besoin pour nous et une nécessité pour la France.

14 *mai.* — Le prince de Bismarck est de retour à Berlin. Les négociations de Francfort sont presque terminées. Il ne manque plus que la ratification de l'empereur et du gouvernement français.

Le chancelier nous a raconté quelques détails intéressants au sujet de la conférence. Il paraît qu'après sa première entrevue avec les envoyés français, Jules Favre et Pouyer-Quertier, il était fort ennuyé parce qu'il n'était pas parvenu à vaincre la résistance des deux plénipotentiaires. Il eut alors une idée de génie et trouva un allié contre ces deux adversaires.

— Je proposai à Jules Favre, nous a raconté le chancelier, d'amener à la conférence M. de Goulard, en sa qualité de membre de l'Assemblée nationale. Jules Favre se montra, d'abord, surpris de cette proposition, mais je lui fis observer que c'était dans son propre intérêt. M. de Goulard ne pouvait, en effet, que se montrer flatté et

reconnaissant, et c'était un allié que Jules Favre se ménageait pour plus tard dans l'Assemblée nationale. Il finit par consentir, et c'est tout ce que je voulais... Le nouveau venu ne se montra pas, en effet, seulement reconnaissant envers Jules Favre, mais aussi envers moi, qui l'avais fait admettre aux pourparlers, et, lorsque les deux autres refusaient de m'accorder ce que je demandais, lui était toujours de mon avis et leur disait : « Mais cédez donc. J'en prends la responsabilité... Je vous assure que ce sera accepté... » Et, lorsque nous nous sommes séparés, Jules Favre, par-dessus le marché, m'a remercié de lui avoir donné le conseil d'amener Goulard.

17 *mai.* — Nous venons d'expédier un télégramme au maréchal de Moltke, pour l'informer qu'on pouvait considérer le traité de Francfort comme conclu.

Il doit, en conséquence, prendre ses dispositions pour aider le gouvernement de Versailles dans sa lutte contre l'insurrection. Les troupes françaises auront le droit de traverser nos lignes; les fédérés devront évacuer l'enceinte ; nous devrons arrêter les convois de vivres qui leur sont destinés; nous devrons, en outre, remettre en

liberté 20,000 prisonniers de guerre destinés à tenir garnison en Algérie et dans le Midi de la France. Nous ne devrons pas, toutefois intervenir d'une manière plus effective, les généraux français ayant déclaré qu'ils n'avaient point besoin de notre aide pour réduire les insurgés. Il serait bon, néanmoins, que nos troupes soient massées près de Paris, afin de peser au besoin sur les décisions de l'Assemblée nationale lorsqu'elle discutera la ratification du traité de paix.

18 *mai*. — Une conférence a eu lieu, à Soissy, entre le général de Schlotheim et le général Borel, chef d'état-major du maréchal de Mac-Mahon. Il paraît qu'une attaque générale va avoir lieu incessamment. L'effort des troupes versaillaises portera principalement sur le bois de Boulogne, Billancourt et le Point-du-Jour. En même temps, l'armée de Versailles attaquera le nord de la ville et tâchera de s'emparer des buttes Chaumont, d'où elle dominera la capitale.

Mais, pour que l'opération réussisse, il faut que le cordon autour de Paris se resserre davantage encore, et c'est pourquoi le gouvernement français demande que les troupes allemandes concourent à l'investissement, afin qu'aucun des

individus qui ont participé à la criminelle entreprise de la Commune ne puisse échapper à la justice.

Lorsque cette demande est parvenue au chancelier, il a, en réponse, immédiatement télégraphié à Versailles que, d'après les stipulations du traité de Francfort, nous devions contribuer à l'isolement de la capitale, nous devions autoriser les troupes régulières à traverser nos lignes et nous devions sommer la Commune d'évacuer l'enceinte fortifiée. Mais c'est tout ce que nous devions faire, et nous n'avons jamais dû prêter le concours de nos armes.

20 *mai*. — Reçu une intéressante dépêche de Londres. Le duc de Gramont s'est fait remarquer là-bas par son manque de tact. Comme on disait devant lui que les socialistes actuellement à Paris étaient, pour la plupart, venus de Belgique, Gramont s'est mis à prédire le prochain retour de Napoléon III en France et s'est écrié :

— N'ayez pas peur : on va bientôt mettre fin à cette ridicule chose qu'on appelle la Belgique!...

30 *mai*. — Les opérations que le général Borel

avait récemment annoncées au général de Schlotheim ont eu lieu et ont parfaitement réussi. Les troupes de Versailles sont entrées, le 24, par le Point-du-Jour, et la Commune semble écrasée.

19 *juin.* — Reçu d'importantes dépêches du comte de Waldersee. Il a vu Jules Favre, qui lui a déclaré que Pouyer-Quertier ne serait pas en état de payer le premier demi-milliard avant le 15 juillet, attendu que le ministère des finances a été détruit par la Commune. D'ailleurs, le rétablissement de l'ordre, mentionné à l'article 7 du traité, ne serait pas complet, selon Jules Favre.

Le chancelier, en réponse, s'est contenté d'envoyer un télégramme à Waldersee où il lui a dit que les observations de Jules Favre étaient *impudentes* et que si, le 1er juillet, l'argent n'était pas versé, la France serait considérée comme n'ayant pas tenu ses engagements.

20 *juin.* — Nouvelle dépêche de Waldersee. Il a présenté ses lettres de créance à Jules Favre et a été reçu par Thiers.

Les deux hommes d'État se sont montrés particulièrement polis et aimables avec lui. Ils lui

ont annoncé qu'un emprunt de 2 milliards, à 6 °/₀ allait être lancé sur le marché le 26 du courant. Avec l'argent que cet emprunt donnerait et quelques autres fonds à la disposition du gouvernement, un paiement de 375 millions de francs serait fait incessamment. Mais M. Thiers a affirmé à Waldersee qu'avec la meilleure volonté du monde il ne pourrait pas compléter le paiement du demi-milliard avant le 10 juillet parce que personne ne pouvait prévoir le résultat de la souscription.

Waldersee a insisté pour que le paiement complet ait lieu le 1er, en disant que c'était une question de bonne volonté de la part de la France et que, d'ailleurs, l'Allemagne avait absolument besoin d'argent à cette date, à cause des arrangements financiers qu'elle avait contractés. Thiers a répliqué qu'il désirait et espérait pouvoir commencer le paiement le 1er, mais qu'il lui était matériellement impossible de rassembler tout l'argent avant le 10.

Le chancelier vient d'envoyer à Waldersee le télégramme suivant :

« Veuillez dire à M. Thiers que sa proposition est incompatible avec l'article 7 du traité de Francfort et que nous ne pouvons l'accepter sans

compensation. Si le gouvernement ne paie pas, le 1er juillet, la somme prévue par l'article 7, nous sommes en droit de considérer cela comme un manquement absolu à ses engagements. Veuillez ne laisser aucun doute à cet égard à M. Thiers. »

2 *juillet.* — Le chef m'a fait appeler ce matin. Il était de mauvaise humeur.

— Vous n'avez donc pas donné d'instructions au rédacteur en chef de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* pour qu'il cesse toute espèce d'attaque contre le gouvernement français?...

— Je vous demande pardon, Votre Excellence, ai-je répondu. Je lui en ai donné plusieurs fois l'ordre verbalement et par écrit...

— Et il ne cesse pas?... Il faut qu'il ait été payé par Napoléon III. Il n'y a pas d'autre explication... Asseyez-vous là et écrivez.

Et le chancelier me dicta rapidement l'article suivant :

« On a beaucoup discuté la question de savoir si l'indemnité de guerre imposée par l'Allemagne à la France n'était pas trop élevée et s'il ne serait pas impossible à la France de supporter le fardeau

écrasant de 5 milliards. Les uns disent que oui, les autres disent que non, d'autres n'en savent rien. Nous pouvons, nous, considérer l'affaire comme tranchée à la suite du projet de budget que M. Thiers vient de soumettre à l'Assemblée nationale. Sans doute, la France va être obligée de se montrer encore plus économe que par le passé; sans doute, elle va être contrainte d'apporter les plus grands soins au développement et à l'administration de ses ressources. Mais cela lui sera aisé, surtout si M. Thiers a l'heureuse inspiration de réduire le budget de la guerre et celui de la marine.

« Malheureusement, cette inspiration ne paraît pas lui venir, et ces deux budgets s'élèvent même à des chiffres inconnus jusqu'ici. Il paraît que M. Thiers nourrit le projet de renforcer l'armée par une réserve de 900.000 hommes. Cela prouve que la France n'a pas encore renoncé à son projet de vouloir dominer le monde entier; aujourd'hui comme autrefois, elle se cramponne à la phrase superbe que M. Thiers, dans son tour d'Europe, a promenée avec lui : « *L'Europe ne veut pas changer de maître!* » Quoi qu'il en soit, nous sommes en droit de dire que, puisque la France, à l'heure actuelle, est en état de supporter de pareils budgets militaires, l'indemnité que nous lui récla-

mons est plutôt trop faible que trop forte. Les armements formidables qu'elle est en train de préparer constituent un danger et une menace pour ses voisins : ceux-ci seraient bien naïfs s'ils croyaient devoir montrer une indulgence quelconque dans le paiement de l'indemnité. »

CHAPITRE III

QUELQUES DOCUMENTS HISTORIQUES

LA FRANCE ET LA RUSSIE EN 1871 ET 1872

L'article que j'ai reproduit en terminant le précédent chapitre est le dernier que le chancelier devait de longtemps me dicter. A cette époque, mes fonctions de conseiller de la presse furent, en effet, transférées à un autre, et, si je ne donnai pas ma démission, c'est d'abord que le chancelier avait exprimé le désir de me voir rester au ministère des affaires étrangères à titre d'ami, et c'est ensuite que je croyais avoir encore beaucoup à apprendre et à observer.

Comme par le passé, les rapports et les dépêches

diplomatiques continuèrent, pendant les quinze mois qui suivirent, à me passer par les mains.

La plupart, même quand ils ne portent pas la signature de M. de Bismarck, sont de véritables pages d'histoire contemporaine, et c'est à ce titre que je les reproduis ici :

30 *août* 1871. — Le chancelier vient de dicter à Abeken un résumé de la conversation qui a eu lieu entre l'empereur Guillaume Ier et l'empereur François-Joseph lors de leur voyage à Ischl. C'est l'empereur Guillaume lui-même qui en a fait le récit au chancelier.

Voici ce résumé :

« Lorsque Leurs Majestés se furent assises dans le wagon, l'empereur d'Autriche prit le premier la parole et exprima la satisfaction avec laquelle il avait suivi les glorieux faits d'armes des troupes de Sa Majesté l'empereur et roi. La conversation roula ensuite sur l'état intérieur de la France et sur le danger qui pouvait résulter pour tous les gouvernements de l'Europe du mouvement socialiste et communard qui venait de se dessiner. L'empereur d'Allemagne fit une allusion au dernier rapport qu'il avait reçu à ce sujet du gouver-

nement français et qui portait la date du 16 juillet. L'empereur d'Autriche laissa entendre qu'il avait eu également connaissance de ce rapport. Sa Majesté le roi de Prusse dit alors que, à côté de quelques belles phrases, ce document contenait une proposition pratique, à savoir, que les diverses puissances devraient réunir une conférence et arriver à une entente afin de conjurer le danger révolutionnaire menaçant. L'empereur François-Joseph répondit que c'était là une excellente idée et qu'il fallait la mettre en pratique. Il fit allusion aux difficultés intérieures auxquelles il était en butte, mais il exprima l'espoir d'arriver à une entente avec les Tchèques. Tout était prêt pour cela, et une proclamation qui devait leur donner satisfaction à eux et à la Bohême devait être lancée le 18 août, jour de sa naissance.

« L'empereur François-Joseph crut devoir se plaindre des exigences des Allemands de son empire et dit que c'était là pour lui une cause de grande inquiétude. L'empereur Guillaume répondit que, si jamais Sa Majesté parvenait à leur accorder leurs légitimes demandes, les pensées de ses sujets allemands ne se détourneraient certainement pas de l'Autriche pour se reporter vers l'Allemagne. C'était, d'ailleurs, là une remarque que le roi de Prusse avait faite également, peu de

temps auparavant, à l'empereur de Russie en ce qui concernait les provinces baltiques. L'empereur d'Autriche demanda à Sa Majesté si Elle avait quelque lieu de ne pas être satisfaite du Reichstag dans les derniers temps ; à quoi Sa Majesté répondit qu'Elle n'avait pas à se plaindre, quoiqu'il y eût eu parfois quelques divergences de vues.

« Il a été incidemment question de l'Eglise romaine entre les deux souverains. L'empereur François-Joseph déclara qu'il était regrettable que le pape eût cru devoir poser la question d'infaillibilité devant le concile. A quoi l'empereur Guillaume répondit que, si c'était là l'opinion d'un monarque catholique, il n'éprouverait, quant à lui, aucune difficulté à se ranger à cette opinion. L'empereur d'Autriche n'a, d'ailleurs, pas annoncé ce que son gouvernement avait l'intention de faire à cet égard. »

13 *novembre*. — Un rapport diplomatique de Saint-Pétersbourg adressé à S. M. l'empereur Guillaume en date du 8 du courant et confié à des mains sûres est arrivé ici hier et a été remis à Sa Majesté.

Voici ce rapport :

« Sa Majesté le tsar a bien voulu me donner à lire un mémoire que la grande-duchesse Marie venait de Lui remettre, et qui avait trait aux négociations qu'elle avait entamées avec un représentant du parti bonapartiste, le général comte Fleury. Ce mémoire, qui doit être l'œuvre de M. Duvernois, ancien ministre de Napoléon III, et qui a été remis à la grande-duchesse par Fleury, n'a pas paru faire grande impression sur l'empereur de Russie. On l'y conjurait d'intervenir auprès de l'empereur d'Allemagne pour lui insinuer que son indemnité de cinq milliards était en danger tant que la République se maintiendrait en France et pour que, en conséquence, il prît l'initiative d'un plébiscite.

« — Fleury, a observé le tsar, parle constam-
« ment d'un gouvernement fort, qu'on ne saurait
« obtenir que sous l'Empire. Mais qui peut nous
« garantir qu'avec le retour de l'Empire coïnci-
« dera le rétablissement de ce gouvernement
« fort? Si les Français veulent faire d'autres élec-
« tions générales pour décider de la forme défini-
« tive de leur gouvernement, qu'ils le fassent!
« Mais c'est là leur affaire et ce n'est pas celle
« des puissances étrangères, qui n'ont rien à y
« voir!... »

« C'est dans ce sens que Sa Majesté l'empereur

de Russie a répondu aux ouvertures du comte Fleury, et je crois savoir que Sa Majesté est décidée à ne prêter aucune attention à ces ouvertures. Les efforts de son illustre sœur pour l'intéresser à une restauration bonapartiste, son jeu favori, peuvent être considérés d'ores et déjà comme ne devant pas aboutir. »

9 *décembre*. — Un rapport secret adressé au chancelier, de Paris, à la date du 7 décembre, contient le passage suivant, qui semblerait indiquer que l'idée de la revanche fait des progrès en France :

« J'ai rencontré, hier, disait l'auteur du rapport, M. le vicomte de Calonne, qui servait autrefois, quoique sans succès, les intérêts de l'Allemagne. C'est un homme généralement bien informé. Il m'a affirmé que M. Thiers, dans sa politique, n'était dirigé que par un but : *la revanche*. C'est chez le président une idée fixe. Il a inauguré une campagne de presse qui est destinée à développer cette idée. Il est vrai que M. Thiers et M. Casimir-Perier se sont toujours exprimés avec une correction qui ne saurait faire douter de leur loyauté, mais les journaux officiels et officieux prennent

volontiers des airs offensés, et ils ont récemment représenté le discours du ministre allemand Delbrück comme une provocation de guerre de l'Allemagne. A cet égard, la communication de M. de Calonne est en harmonie parfaite avec mes propres observations. Mais M. de Calonne a diminué quelque peu la valeur de son information en se présentant à moi comme un agent du parti légitimiste. Il a exprimé le désir que nous apportions à ce parti notre appui moral et a fait valoir que, sans une restauration, on ne pourrait jamais compter avoir en France la paix ou l'ordre. Je me suis contenté de faire remarquer à M. de Calonne que, après les journaux bonapartistes, la presse légitimiste était la plus violente dans ses attaques contre l'Allemagne et que, d'ailleurs, une restauration était une affaire d'ordre intérieur, qui concernait exclusivement la France. Pour nous, Allemands, nous n'avions qu'un intérêt dans l'affaire : c'était de tirer le mieux possible notre épingle du jeu. M. de Calonne n'a pas paru satisfait de cette réponse. Il s'est écrié que nous étions à la veille d'une grande crise, que la France allait s'en aller en morceaux et que Thiers, par sa politique, conduisait à une guerre révolutionnaire si un gouvernement définitif, la monarchie traditionnelle, n'était pas promptement rétabli. »

26 *décembre*. — Lu un curieux rapport de Saint-Pétersbourg.

On y raconte que, le jour d'un grand dîner de gala à l'occasion de la fête de saint Georges, l'empereur Alexandre s'est mis à parler à haute voix de son amitié pour la Prusse et a exprimé le désir que les générations futures perpétuent cette amitié.

Le tsarevitch, en entendant ce discours, s'est contenté de murmurer à l'oreille de son voisin de table :

— Dieu veuille que cela se fasse !

Cette déclaration de l'empereur Alexandre paraît avoir causé une certaine émotion à Saint-Pétersbourg. L'auteur du rapport raconte qu'il a vu à ce sujet le prince Gortschakoff.

L'empereur, aurait déclaré le chancelier russe, n'avait mis personne dans la confidence de cette petite allocution.

Le prince Gortschakoff aurait ajouté qu'en général il n'aimait pas beaucoup que l'empereur se mêle de politique à l'improviste et sans le consulter, mais que, dans le cas présent, il ne pouvait qu'exprimer sa satisfaction des paroles impériales.

21 *janvier* 1872. — Werther vient d'adresser la plainte suivante à l'empereur :

Il avait été chargé de remettre au roi de Bavière le collier de l'ordre de l'Aigle noir. Il se rendit, en conséquence, le 16, à Hegnenberg, afin d'avoir une audience, mais il ne put l'obtenir. Il alla alors immédiatement trouver le ministre bavarois Eisenhart et lui expliqua l'importance que l'empereur d'Allemagne attachait à la remise du collier le 18 janvier, jour anniversaire de deux importants événements dans l'histoire de sa maison. Il le pria, en conséquence, de vouloir bien lui faire connaître la réponse du roi de Bavière avant une heure de l'après-midi. N'ayant rien reçu à trois heures, il se rendit de nouveau auprès de Eisenhart et apprit que ce dernier n'avait pas encore pu en référer à son souverain. Il renouvela sa demande et insista sur le déplaisir qu'éprouverait Sa Majesté Impériale à ne pas voir s'accomplir ses instructions au jour fixé. Ce n'est qu'à huit heures du soir que Werther a reçu une lettre dans laquelle on lui disait que la remise du collier était pour le roi de Bavière une source de surprise et de joie et qu'il aurait été heureux de recevoir sur-le-champ la lettre de l'empereur et les insignes s'il n'avait pas été fatigué par un important travail de nuit.

Le rapport ci-dessus a été mis sous les yeux du chancelier. Il a souligné d'un large trait le pas-

sage où il était dit que Werther avait dû retourner une seconde fois auprès de Eisenhart et il a mis en marge, avec son crayon bleu, un large point d'exclamation.

20 *février.* — Une lettre de Paris, en date du 9 courant, rapporte que le général Fleury a eu une entrevue avec le prince Orloff et lui a répété mot pour mot ce qui était écrit dans le fameux mémoire remis à la grande-duchesse Marie. Il a insisté auprès de l'ambassadeur russe pour qu'on sommât M. Thiers de procéder à un plébiscite, l'Europe étant intéressée à voir rétablir en France le système monarchique. Il a profité de l'occasion pour exprimer à l'ambassadeur combien Napoléon III avait été peiné de voir la Russie accréditer un ambassadeur auprès du gouvernement de la République. Cela équivalait à regarder M. Thiers comme un président définitif et à lui donner la consécration du gouvernement impérial russe.

Le prince Orloff s'est contenté de répondre au général Fleury que la Russie considérait chaque gouvernement en France comme définitif aussi longtemps qu'il existait. Cette réponse a jeté le général Fleury dans la consternation, et, en prenant congé du prince, il avait l'air désappointé, pour ne pas dire froissé.

24 *février*. — Une fruitière de Versailles vient d'adresser une lettre à l'impératrice Augusta dans laquelle elle lui dit que la marquise de la Torre, pendant l'occupation de la ville par les Prussiens, venait fréquemment lui commander des fruits pour le *kronprinz*.

— C'est pour le prince Fritz, disait-elle invariablement.

Or, les fruits n'ont jamais été payés, et la marchande s'adresse à l'impératrice pour lui demander de vouloir bien régler les petits comptes de son fils. La facture, qui était jointe à la lettre, s'élevait à 75 francs.

29 *février*. — Et entre les mains un nouveau rapport confidentiel de Saint-Pétersbourg où je lis :

« M. Thiers a informé le prince Orloff que M. Casimir-Perier allait soumettre à l'Assemblée nationale un amendement qui consacrerait la forme républicaine du gouvernement, et lui, le président, soutiendrait l'amendement ou tomberait avec son ministre. Le général Fleury est encore allé trouver le prince Orloff. Il lui a ressassé les termes du mémoire de la grande-

duchesse Marie sur les chances des bonapartistes et lui a de nouveau demandé de faire une démarche auprès de M. Thiers, au nom de la Russie, pour l'amener à organiser un plébiscite. Le prince Orloff a, pour la seconde fois, éconduit l'envoyé bonapartiste. Il lui a dit que ses instructions lui interdisaient de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France et lui ordonnaient d'entretenir les meilleurs rapports avec le gouvernement existant. Fleury a remarqué d'un ton piqué qu'alors « on avait plus de scrupules à Saint-Pétersbourg qu'à Berlin ».

Il voulait sans doute faire allusion par là à l'intervention du comte d'Arnim.

3 *avril*. — Le chancelier vient de dicter l'article suivant pour le faire paraître dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord :*

« Il y a, naturellement, un grand nombre de personnes en Alsace-Lorraine qui désirent conserver la nationalité française et refusent de devenir allemandes. Nous l'avions prévu, mais nous étions obligés de prendre cette bande de terre pour nous couvrir contre les incursions de

flibustiers que, depuis deux siècles, les Français avaient dirigées contre nous. Il va de soi que nous ne saurions autoriser ceux qui optent pour la nationalité française à rester en Alsace-Lorraine, parce qu'alors tout le monde opterait pour la France. Quant à la menace qu'on nous fait d'expulser tous les Allemands qui se trouvent encore en France, elle ne peut nous produire aucun effet ; tous ceux de nos compatriotes que leur commerce ou leur industrie ne retiennent pas d'une façon absolue en France ont déjà quitté ce pays. La vie y est si désagréable que, à moins qu'on ne puisse faire autrement, on ne tient pas à y rester. »

15 *avril.* — Lu un rapport confidentiel de Saint-Pétersbourg en date du 11 du courant. En voici le texte :

« Le prince Gortschakoff vient de me raconter que, il y a quelques jours, le général Le Flô, ambassadeur de France, lui a montré une lettre confidentielle de M. Thiers qui avait rapport à l'occupation allemande. Le chancelier russe a répondu que, si le président de la République française avait à lui communiquer un projet financier qui

assurât le paiement des cinq milliards, le gouvernement russe étudierait ce projet et le transmettrait avec avis favorable à Berlin. Mais, en dehors de là, il ne pouvait prendre aucun engagement.

« Quelques jours après, l'ambassadeur de France a, de nouveau, abordé le même sujet et a demandé si le gouvernement impérial russe ne voudrait pas user de son influence à Berlin pour hâter l'évacuation des troupes allemandes. Le prince Gortschakoff a répondu qu'il ne voulait pas ennuyer le général Le Flô avec des redites, mais que, s'il le lui permettait, il lui raconterait une petite anecdote personnelle. Un soir, au cercle, après une partie de jeu, un joueur malheureux se leva de table et se mit à se lamenter sur sa mauvaise chance, sans se soucier de ses partenaires, qui attendaient qu'on réglât. Un d'eux finit par perdre patience et lui dit : « Payez d'abord et vous « vous lamenterez après!... »

« L'ambassadeur de France a écouté sans mot dire cette histoire et n'est plus jamais revenu sur le même sujet. »

10 *mai.* — Notre ambassade de Paris vient de nous adresser le rapport suivant :

« Comme je vous l'ai déjà dit une fois, nous ne devrions pas repousser *a priori* les ouvertures que nous fait le parti bonapartiste, d'autant qu'il n'a pas l'intention, pour le moment, d'intriguer contre le gouvernement actuel et qu'il est le seul parti qui recherche ouvertement notre appui et qui mette la réconciliation avec l'Allemagne en tête de son programme. Tous les autres partis inscrivent la revanche sur leurs bannières. La candidature du duc d'Aumale serait pour nous, par exemple, un danger aussi grand que celle de Gambetta. C'est pourquoi, selon moi, nous devrions, tout en tâchant d'obtenir du gouvernement actuel un prompt payement des trois milliards qui nous restent dus, hâter autant que possible un changement de système. »

18 *août*. — On annonce la prochaine visite à Berlin des empereurs Alexandre et François-Joseph. M. de Bismarck avait écrit au prince Reuss afin de savoir auquel des deux souverains il devrait accorder le droit de préséance. Le prince Reuss vient, en réponse, de lui adresser la dépêche suivante :

« Comme Votre Excellence le sait peut-être

déjà, l'empereur Alexandre avait fixé au 6 septembre la date de son arrivée à Berlin, mais il vient de me dire que, si cela pouvait être agréable à S. M. le roi de Prusse, il arriverait volontiers le 5. Le comte Schouvaloff m'a expliqué que le tsar serait, en effet, désireux d'arriver avant l'empereur François-Joseph, afin d'avoir le pas sur lui. A Stuttgard, il en avait été ainsi : l'empereur Alexandre était arrivé avant l'empereur Napoléon et avait eu, par suite, le droit de préséance. Le tsar attache, d'ailleurs, une autre importance à arriver le premier; cela signifiera qu'il est le plus ancien ami. Je ne crois pas, d'ailleurs, qu'il insiste pour avoir le pas sur l'empereur d'Autriche pendant tout le temps de sa visite. »

27 *août*. — Je viens de lire la réponse que l'empereur Alexandre a faite, en français, à l'invitation de l'empereur d'Allemagne. Elle n'a pas été communiquée aux journaux. En voici le texte :

MON CHER ONCLE,

Votre lettre si amicale du 16/28 juillet, pour laquelle je Vous ai déjà remercié par télégramme, m'a fait un plaisir véritable. J'avais effectivement l'intention d'employer la fin du mois d'août à des courses d'inspection

dans le midi de la Russie mais, ayant appris par le prince Reuss, que ma présence à Berlin, simultanée avec celle de l'empereur d'Autriche était désirée par Vous, je me suis empressé de m'arranger de façon à pouvoir me rendre à Votre aimable invitation.

Je pense, comme Vous, mon cher oncle, que notre entrevue à trois pourra avoir une importance fort grave pour l'intérêt du bien-être de nos Etats et de la paix du monde. Que Dieu nous vienne en aide!

Quant à la joie immense de Vous revoir, je crois n'avoir besoin de vous en parler, car l'affection que je Vous porte n'est pas chose nouvelle pour Vous.

Je me fais aussi une véritable fête de revoir Votre brave et belle garde, à laquelle je suis fier d'appartenir, grâce à Votre constante amitié dont Vous m'avez donné une si belle preuve, sous les murs mêmes de Paris.

Je Vous demande la permission d'amener avec moi mes fils Alexandre et Vladimir, car je tiens, comme Vous le savez, à ce que les sentiments qui nous unissent, et que nous avons hérités de Nos Parents puissent se conserver et se perpétuer aussi dans la nouvelle génération.

Le prince Reuss ayant communiqué Votre gracieuse invitation à mon frère Nicolas, il en a été très heureux et me précédera à Berlin de quelques jours, si Vous le permettez.

La présence de Vos officiers distingués à nos occupations, en camp de Krasnoïé-Sélo, fut une grande satisfaction pour moi, et j'espère qu'ils en auront emporté un aussi bon souvenir que celui qu'ils ont laissé parmi nous.

Oh! que je me réjouis de la perspective de Vous répéter de vive voix l'assurance de l'amitié sincère avec laquelle je suis, mon cher Oncle, Votre tout dévoué neveu et ami.

ALEXANDRE.

15 *février* 1873. — Dans un document confidentiel que j'ai sous les yeux et qui est un télégramme adressé par le comte d'Arnim au chancelier, l'ambassadeur se défend de l'accusation du prince de Bismarck, qui lui reproche d'exprimer dans ses dépêches des opinions contraires aux principes fondamentaux de la politique allemande. Le comte d'Arnim soutient qu'aucune divergence de vues n'existe entre le chef et lui. Le prince a établi en principe que le premier effort de l'Allemagne en ce qui concerne la France doit être d'empêcher celle-ci de prendre une position qui lui permette de se faire des alliances, et « lui-même », dit le comte d'Arnim, « n'a cessé d'avoir en vue cet objectif fondamental ». Ce n'est que sur l'application des moyens dont il faut se servir pour atteindre ce but que le comte d'Arnim a exprimé une opinion qui diffère de celle de son chef (lequel considère le maintien de la République sous le gouvernement de M. Thiers comme le meilleur moyen d'isoler notre adversaire).

Mais il serait facile de prouver, en consultant ses dépêches antérieures, que cette prétention du comte d'Arnim est mal fondée, puisque, peu de temps auparavant, il a affirmé qu' « à son retour de Paris, il avait trouvé la position de M. Thiers plus solide que cela n'était désirable dans l'intérêt de l'Allemagne ».

En réponse à cette affirmation, voici les passages que Bucher lui oppose : « Il est douteux, même à cette heure, que Thiers, qui croit avoir acquis l'appui de l'agitateur (Gambetta), soit encore de taille à lutter contre lui et la continuation du régime actuel ne peut profiter qu'aux radicaux extrêmes, dont le programme comprend à la fois la revanche, la lutte contre le principe monarchique et contre le système social de l'Europe tout entière » (dépêche du 13 novembre).

Finalement, dans la défense qu'il oppose aujourd'hui aux reproches du chancelier, Arnim essaie de montrer qu' « il a observé antérieurement, non sans déplaisir, que les combinaisons de Thiers tendent surtout à s'assurer le pouvoir pour un certain nombre d'années ».

Le chef a fait observer à son tour qu'il lui semblait difficile qu'Arnim eût pu émettre une telle opinion, et Bucher, pour le convaincre, a

cité le passage suivant d'une dépêche de l'ambassadeur, qui portait la date du 23 novembre : « Le pouvoir que Thiers cherche à accumuler en ses mains passera entre les mains de Gambetta. » Finalement, Arnim a dit encore qu'il n'avait jamais eu d'autre intention « que d'empêcher la presse allemande inspirée d'ajouter au prestige de M. Thiers ».

Dans sa dépêche du 29 novembre, l'ambassadeur persiste à soutenir « que le gouvernement du président doit être regardé comme une source d'anxiété sérieuse pour l'Europe monarchique ». Dans sa dépêche du 30 novembre, il suggère que nous devrions provoquer une crise qui amènerait au pouvoir Gambetta (pour alarmer l'Europe) ou un gouvernement qui rechercherait l'appui de l'Allemagne. Nous serions alors justifiés en travaillant à la chute de Gambetta, et même nous serions moralement obligés de le renverser, à cause de la propagande révolutionnaire à laquelle il se livrerait, suivant les théories d'Arnim.

On le voit, ce que l'ambassadeur conseille, c'est de retirer tout appui à M. Thiers.

En conclusion, suivant les notes que Bucher a soumises au chef, Arnim, dans une dépêche du 6 décembre, dit : « On peut regarder comme certain que le président arrivera difficilement à gou-

verner s'il ne se décide pas à prendre pour point d'appui la majorité conservatrice. »

20 *février*. — Il résulte d'un rapport d'Arnim du 17 du mois dernier qu'il a engagé un certain Lindau (1) pour lui fournir des rapports détaillés sur la presse française. Dans une dépêche du 8 du courant, l'ambassadeur dit que Lindau a demandé à ne pas renoncer à la collaboration de Beckmann (à qui, probablement, on objectera sa réputation douteuse ou que l'on pourra considérer comme ne convenant pas sous d'autres rapports).

Arnim soutient cette demande uniquement « dans l'intérêt du service », Lindau, dit-il, devant avoir à sa disposition quelqu'un qui s'occuperait de la partie la plus compromettante de cet emploi.

Mais ni M. Lindau ni aucun autre fonctionnaire de l'ambassade ne paraissent être en état de faire face à cette masse de matériaux, de fournir des rapports détaillés et bien informés sur la

(1) Rudolph Lindau, frère de Paul Lindau, depuis lors conseiller d'ambassade à Berlin et aujourd'hui commissaire de l'Allemagne à la commission internationale de la Dette à Constantinople.

presse et, en même temps, d'écrire des articles pour les journaux allemands, italiens et russes. Suivant Arnim, Lindau proposerait aussi de créer une publication pour la Russie, probablement une agence d'information (1).

3 *mars*. — Toutes ces propositions ont été repoussées sans hésitation par le maître dans une dépêche datée d'hier. Il refuse d'avoir un véritable

(1) En effet, Rudolph Lindau et Beckmann, vers la fin de l'ambassade d'Arnim et pendant presque tout le temps de l'ambassade d'Hohenlohe, déployaient une activité incessante en ce qui concernait la presse française. Rudolph Lindau revenait du Japon, où il avait acquis une grande fortune, et il ambitionnait de se faire une haute situation dans la carrière diplomatique. Il était d'un extérieur très sympathique, d'un abord facile, d'une familiarité très agréable, et il avait accès dans beaucoup de journaux français. Beckmann, avant la guerre, écrivait dans le *Temps* et avait des relations intimes avec la plupart des journalistes français d'alors. Mais, pendant la guerre, des suspicions s'étaient élevées contre lui, et, à son retour à Paris, il fut mis en quarantaine dans la plupart des rédactions où il cherchait à se faire accueillir de nouveau. Il n'y put jamais parvenir et, malgré la situation fausse et difficile que lui créa la méfiance dont il était l'objet, il persista à habiter Paris, où, officiellement, il était le correspondant de la *National Zeitung*, mais où, en réalité, il remplissait, comme on vient de le voir, des fonctions moins officielles et probablement plus lucratives, sous les ordres de M. Rudolph Lindau.

bureau de presse à Paris, il ne veut pas d'une agence d'information russe, et il ne veut pas que l'ambassade d'Allemagne puisse être autorisée à exercer une influence directe sur la presse allemande.

CHAPITRE IV

QUELQUES ARTICLES DE JOURNAUX

L'AFFAIRE D'ARNIM

Arrivé à ce point de mes notes quotidiennes, je suis obligé de demander au lecteur la permission d'ouvrir une parenthèse pour l'entretenir de nouveau, aussi brièvement que possible, de faits qui me sont personnels. Cette parenthèse étant indispensable et le prince de Bismarck y étant intimement mêlé, j'espère qu'on voudra bien l'excuser.

J'ai déjà dit plus haut que, mes fonctions de conseiller de la presse ayant été dévolues à un autre de mes collègues, ce fut en qualité d'ami et

sur les instances du chancelier que je demeurai au ministère des affaires étrangères ; mais, même à ce titre, j'estimai, au bout de quinze mois, que mon rôle avait pris fin et, le 20 février 1873, j'adressai une lettre personnelle au chancelier où je le priais de m'autoriser à me retirer définitivement et lui demandais de vouloir bien me faire régler ma situation personnelle.

Je fus trois semaines sans avoir de réponse. Enfin, le 10 mars, on vint me prévenir que le prince me recevrait le lendemain, à deux heures de l'après-midi.

A l'heure dite, j'entrai dans le cabinet du chef. Il était assis à sa table, en costume de travail, et eut un sourire amical en me voyant. Il me tendit la main, m'invita à m'asseoir près de lui, à la même place où je m'étais assis en février 1870, lorsque je le vis pour la première fois, puis il me dit :

— Vous voulez me quitter?... Vous m'avez écrit une lettre. Je vous demande pardon de ne pas vous avoir répondu plus tôt... J'ai fait régler votre situation. Vous avez, bien entendu, droit à ce qui vous avait été promis, mais les services qu'on réclamera de vous désormais seront purement volontaires.

Je répondis que je ferais tout ce qui dépendrait

de moi pour continuer à servir les vues du chancelier. J'allais avoir la rédaction en chef du *Courrier de Hanovre*, qui tirait à environ dix mille exemplaires ; je ne demandais qu'à avoir quelques informations.

Le chancelier me promit que je les aurais.

— Mais, fit-il, arrivons à autre chose... Vous m'avez exprimé dans votre lettre le désir de tracer ma biographie. Je n'ai rien à y redire, et cela pourra même m'être très utile. On a déjà beaucoup écrit sur moi, mais autant de lignes, autant de sottises!... Aussi celui qui voudrait écrire véritablement ma vie ne saurait-il m'être indifférent. Je suis prêt à répondre à toutes les questions que vous me poserez et à vous donner toutes les informations que vous me demanderez. Lisez d'abord tout ce qu'on a fait sur moi, puis envoyez-moi une liste de questions... Ou plutôt, écrivez vous-même l'histoire de ce que j'ai fait pendant la campagne de France. Vous y étiez. Vous pourrez me rendre service et peut-être rendre service à l'histoire...

Il s'interrompit un instant, puis continua :

— A propos, vous savez qu'on a déjà tenté de me faire chanter et que vous en êtes la cause indirecte... Un libraire de Leipzig m'a écrit pour me dire que vous aviez tenu un journal où vous

aviez reproduit tout ce que j'ai dit, sur le compte de l'empereur. Il y avait cinq copies de ce journal déposées dans cinq endroits différents, et il allait les publier si je ne lui envoyais pas 100,000 francs. J'ai pensé que vous étiez trop homme d'honneur pour faire cela, et j'ai simplement répondu que je n'enverrais pas 5 centimes. Il ne me serait, évidemment, pas agréable de voir imprimer tout ce que j'ai dit sur le compte de l'empereur dans mes moments de colère, mais Sa Majesté sait bien Elle-même que j'en ai dit encore pire!... D'ailleurs, depuis que je ne suis plus président du conseil des ministres de Prusse, je m'entends bien mieux avec l'empereur. Je ne suis plus tout le temps dans ses jambes, et, quand il a quelque idée pas pratique ou quelque projet biscornu en tête, je ne suis plus là pour le gêner...

Il y eut un nouveau silence, et le prince reprit encore :

— Le libraire m'a écrit une seconde fois; il m'a dit qu'il se contenterait de 50,000 francs. Je m'en suis tenu à ma première décision et j'ai répété : « Pas un sou et pas un sergent de ville! »

Je fus fort étonné de cette confidence du chancelier. A l'exception de ma famille, je n'avais parlé à qui que ce soit de mon au-jour-le-jour, et à un libraire de Leipzig encore moins qu'à un

autre. Je me contentai de remercier le chef de sa confidence et je lui dis que je n'y comprenais rien. Le journal existait, c'était exact, et je ne m'étais jamais caché de le tenir, mais je n'avais jamais eu l'intention, pour le moment, de le publier. Dans quelque cinquante ans, il verrait le jour.

— Il n'y a pas besoin d'attendre si longtemps, interrompit M. de Bismarck. Vous pourrez le publier après ma mort. Ce sera mon épitaphe. Faites-la tout de suite après, parce que je ne tiens pas à ce que ce soit Ezéchiel qui la fasse. Mais faites-la avec tact et discrétion, parce qu'il faudra bien que je m'en rapporte à vous...

Je dis au prince que je suivrais en tout son désir, mais qu'en ce qui concernait les souvenirs de la guerre de 1870, je les ferais paraître prochainement s'il me le permettait et je lui soumettrais les épreuves avant de rien publier.

— Je ne demande pas mieux, fit-il, mais à une condition : c'est que vous garderez le silence sur ma collaboration, parce que, dame ! alors, ce sera de la collaboration !...

Je lui demandai seulement comment je pourrais faire pour lui envoyer les épreuves sans qu'elles passent par les bureaux.

— Faites recommander vos envois, répondit

M. de Bismarck, et écrivez « *personnelle* » sur l'enveloppe. De la sorte, cela m'arrivera toujours intact.

Là-dessus, il se leva, me tendit la main, me dit encore combien il serait heureux de me revoir à Berlin et me donna congé.

Deux jours après, j'appris qu'il m'avait fait inscrire pour une pension annuelle de 4,000 francs et je reçus en même temps un petit carton glacé où se trouvaient écrites ces lignes :

« Le chancelier de l'empire et la princesse de Bismarck prient le docteur Busch de venir passer la soirée chez eux samedi 29 mars, à neuf heures du soir. »

Le lendemain, je quittai Berlin.

Pendant les deux années qui suivirent cet entretien, de 1873 à 1875, comme je l'avais annoncé au chancelier, j'occupai la rédaction du *Courrier de Hanovre*. En 1875, je pris la direction du *Grentzboten*, que je conservai jusqu'en 1877.

Je n'en continuais pas moins à rester en rapports presque constants avec le prince de Bismarck et, dans ma modeste sphère, je tâchais de servir de mon mieux ses vues et ses dessins politiques.

En 1874, lorsqu'éclatait le différend entre le prince et Arnim, je m'adressai immédiatement à

Bucher et je lui demandai de m'indiquer de quelle façon je pourrais me rendre le plus utile. Je reçus une réponse immédiate, et, durant le mois de mai, différentes communications me parvinrent. Par exemple, le 3 mai, je reçus l'esquisse suivant d'un article destiné à paraître dans le *Courrier* :

« L'opposition faite par Arnim, à qui beaucoup de journaux font des réclames en publiant des articles portant l'en-tête « Arnim et Bismarck », rappelle l'état de choses qui prévalut sous le règne de Frédéric-Guillaume III et de Frédéric-Guillaume IV, et que, pour le bonheur du pays, l'on croyait à jamais disparu. Bien que ce soit une erreur absolue d'imaginer que le titre de ministre plénipotentiaire que portent nos ambassadeurs les mette sur un pied d'égalité avec le ministre d'État, les diplomates prussiens se sont, de fait, assez souvent comportés comme s'ils étaient les collègues de leur chef, et ils engageaient avec lui des discussions qui, d'habitude, ne s'engagent qu'entre conseillers de gouvernement de rang égal ou entre deux juges assis sur le même banc. La diplomatie prussienne était connue pour son manque de discipline. Il y a eu des cas où un envoyé diplomatique, sans demander un congé, s'en allait à Berlin pour défendre devant la cour

et pour faire appuyer par les journaux ses vues personnelles.

« Ce n'est pas l'amour du pouvoir qui a amené le chancelier à se débarrasser d'un certain nombre d'Excellences de cette vieille école, mais plutôt le sentiment qu'une telle façon de faire les affaires pouvait convenir à une époque où la Prusse était la cinquième roue au carrosse de la politique européenne; mais une telle méthode était complètement incompatible avec le programme que M. de Bismarck avait apporté avec lui en 1862 et qu'il a exécuté à cette heure d'une façon qui l'immortalisera encore après que le nom des Excellences mécontentes aura cessé de figurer même dans les recueils encyclopédiques. On affirme que M. de Blankenburg, un écrivain militaire qui descend d'une famille poméranienne et qui est un parent, du côté maternel, du comte d'Arnim, se livre, dans la *Gazette de Silésie*, à des insinuations contre la façon dont Bismarck se comporte vis-à-vis de ses collègues. C'est oublier que nos représentants à l'étranger ne sont pas les collègues du prince de Bismarck, mais plutôt ses agents. Dans leurs rapports, ils ont des occasions suffisantes pour exprimer leurs vues, mais, lorsqu'une décision a été prise, ils n'ont qu'à exécuter avec un esprit docile les instructions qui leur

sont données. Dans un gouvernement bien ordonné, les différences d'opinion ne peuvent être aplanies si on les soumet à un vote, sans qu'une telle procédure nuise à la cause publique, et, lorsqu'un différend se produit entre l'autorité du ministre et un quelconque de ses subordonnés qui n'exécute pas les instructions données par le chef de son département, il est difficile, je le répète, de trouver à cet état de choses une solution autre que la retraite de l'un des deux fonctionnaires. Cela est peut-être le cas à cette heure, et peut-être même peut-on regretter, dans l'intérêt du service, que cette solution ne soit pas intervenue plus tôt[1]. »

Le 29 mai, je reçus de Bucher le billet suivant, daté de la veille :

Quelques petites nouvelles qui vous feront plaisir. J'ai dit au maître aujourd'hui : « Busch est revenu, et il ne demande qu'à se mêler à la bagarre. Je me suis empressé de prendre acte de sa proposition, et voici deux extraits de son journal... »

« Ah! s'est écrié le chef, c'est notre petit Saxon! Eh bien, laissez-moi les extraits : je les lirai. »

1. Ceci, comme on le voit, est la première esquisse donnée par Bucher à Busch de cette série d'articles à sensation qui devaient aboutir au procès d'Arnim.

Quand je trouverai quelque nouvelle matière à information, je m'empresserai de vous la communiquer, en vous laissant le soin de la rédaction...

Quelques mois plus tard, js reçus de Bucher une autre lettre :

Harry (le comte d'Arnim) a emporté avec lui de Paris un certain nombre de dépêches du ministère des affaires étrangères, en déclarant que c'était là de la correspondance privée. Au dernier printemps, les journaux semi-officiels de Berlin insinuaient qu'il était *devenu* un homme très riche.

Le 28 août, Bucher m'écrivit de Varzin :

Le chef a reçu de deux loges italiennes des diplômes de membre honoraire et m'a donné l'ordre de savoir, par quelqu'un digne de foi et au courant de ces choses-là, en quelle sorte de rapports il entrerait par une acceptation tacite (attendu qu'il ne veut pas répondre) et quelles obligations il peut être présumé avoir acceptées. Je vous ai nommé et j'ai été autorisé à vous en charger. Je vous prie donc de nous renseigner...

Je donnai les informations demandées, et, le 16 septembre, Bucher me répondit :

Le maître vous remercie de vôtre prompte réponse, qui l'a déterminé à ne pas prendre au sérieux ces farces italiennes...

Le 3 novembre 1874, Bucher me dit que le maître avait pris en mains les affaires de presse dont Keudell avait été chargé et que ce n'était pas un déficit de 18,000 thalers, comme il me l'avait dit, mais de 80,000 thalers qu'il avait laissé, distribués comme pensions et comme gratifications à des écrivains de toute sorte, en certains cas sans que le maître les eût connues, et en un cas — Bucher me cita le nom d'un Anglais — contre la volonté du prince. Ce déficit sera comblé par la suppression de ces subsides pendant deux ans.

D'ailleurs, Keudell n'a pas plus brillé à Rome qu'à Berlin. A Rome, de concert avec Lonyay, l'envoyé austro-hongrois, il avait lancé le projet d'une visite que devait faire l'empereur Guillaume à la cour d'Italie en annonçant que François-Joseph se proposait de visiter Victor-Emmanuel. Et Bucher ajoutait : « Ces deux messieurs se flattaient, de cette façon, d'enlever le titre d'ambassadeur. Mais, lorsqu'on eut pris des renseignements à Vienne, il fut prouvé que François-Joseph n'avait jamais conçu un tel projet, et la combinaison échoua également à Berlin. » Par la même occasion, Bucher m'expliqua les causes que voici, qui avaient amené la retraite bruyante de Thile :

« Lors de la réunion des trois empereurs, en

1872, Gortschakoff et Andrassy avaient fait comprendre à Keudell qu'il leur serait agréable de recevoir l'ordre de l'Aigle noir. Mais le maître n'était pas d'avis de le leur accorder, d'abord parce qu'il ne voulait pas diminuer la valeur de cet ordre en l'accordant trop souvent et, ensuite, parce qu'il voulait le réserver pour récompenser les services futurs qu'il attendait de ces deux hommes d'État. Malgré cela, Keudell usa de son influence pour que cet honneur leur fût accordé immédiatement, et, lorsque l'empereur eut signé le brevet, il persuada à Thile de le contresigner. Lorsque Keudell rapporta ces faits au chancelier, celui-ci entra dans une rage terrible et se laissa aller aux plus violentes invectives contre le *naïf* (Thile) secrétaire d'État. Keudell se hâta de mettre Thile au courant, en ajoutant qu'il lui était presque impossible de répéter certaines expressions dont le chancelier s'était servi à son égard. Thile, aussitôt, offrit sa démission à l'empereur. »

Mes relations avec le prince de Bismarck prirent un caractère plus intime encore à partir de 1876 et de 1877, lorsque j'eus abandonné la rédaction en chef du *Courrier de Hanovre* pour prendre la direction du *Grenzboten*.

Le 4 avril 1877, Bucher m'écrivit : « Le maître s'en va. Ce n'est pas une question de congé, mais une demande formelle d'être autorisé à se retirer. Les raisons? me demanderez-vous. C'est Augusta qui influence son époux vieillissant et qui conspire avec Victoria (la femme du *kronprinz*), qui remue les prêtres par l'intermédiaire des Radziwill et autres, qui voyage incognito de Baden-Baden en Suisse pour avoir des tête-à-tête avec Mermillod et autres ultramontains enférocés — une fugue qui est commentée dans toutes les potinières de la Suisse et que nous savons, d'après d'autres sources, être un fait et non une rumeur. Le successeur qui semble avoir le plus de chances, parce qu'Augusta le désire, c'est Schlemitz, qui est à la tête de la maison du souverain. Vous pouvez faire usage de ce qui précède, mais avec la prudence que vous imposent les lois sur la presse. »

C'est à la suite de ces renseignements que j'écrivis dans le *Grenzboten* le premier de ces articles à grande sensation que l'on a appelés les « articles de friction ». Des épreuves furent envoyées aux principaux organes de la presse berlinoise et furent reproduites par eux. Le premier article était ainsi rédigé :

LA RETRAITE DU CHANCELIER

Berlin, 7 avril.

Voici la situation actuelle des affaires à la Wilhelmstrasse. Il est impossible de dire si cette situation sera la même lorsque, dans une semaine, paraîtra notre prochain numéro, parce qu'il dépend exclusivement de la plus haute autorité de ce pays de modifier une telle situation.

La seule chose qui soit certaine, c'est qu'il ne s'agit pas d'un congé plus ou moins prolongé de notre chancelier impérial, mais il s'agit de sa retraite immédiate à la fois des affaires impériales et des affaires de Prusse, et de la renonciation à tous ses emplois, qu'il a méditée depuis longtemps, qu'il offre d'une façon positive et sur laquelle il n'y a pas lieu de se méprendre.....

Sa retraite est motivée, comme il n'a pas hésité à le déclarer publiquement, par les froissements, la « friction » qu'il subit grâce aux efforts de certains cercles de la cour qui se servent de leur influence pour soutenir le parti ultramontain au grand détriment de la politique et de l'action du chancelier. Ces froissements, tout énervants qu'ils soient, auraient pu être et auraient été supportés si ce n'était que ces intrigues créent d'année en année des obstacles plus difficiles à surmonter et que, déjà en maintes circonstances, elles ont empêché le chancelier de se servir comme il le jugeait indispensable de l'autorité dont il est investi pour le plus grand bien du pays, et par-

ticulièrement de prendre les mesures de défense nécessaires contre les prétentions et contre les intrigues de Rome. Si le prince se retire, ce sont surtout les ultramontains qui triompheront. Leur succès sera pour nous un malheur national. Tous les vrais patriotes penseront comme moi si je qualifie ainsi la retraite de l'homme d'Etat qui a fait renaître l'Allemagne et qui seul semble en état de compléter l'édifice dont il a jeté les fondements. Cette retraite sera due aussi à l'influence d'une certaine dame exaltée et de certains cercles avec lesquels elle s'est si volontairement associée depuis quelques années.

La loi sur la presse paralyse ma plume. Mais peut-être publierons-nous un de ces jours un article sur la politique en jupons, un sujet qui, je regrette de le dire, ne prêtera pas matière à rire, mais qui, au contraire, se rapportera à des influences plus ou moins déterminantes dans les directions les plus variées. Pendant la guerre de 1870, on parlait de certaines influences rhénales (Bade) ; des bruits couraient d'après lesquels des révélations s'étaient établies avec un monsignor français, et des rendez-vous avec un prince de l'Eglise romaine, avec un des chefs des ultramontains dans la Suisse occidentale étaient discutés par des gens dont les informations semblent provenir d'autres sources que de celles des brasseries suisses. Finalement, tout le monde connaît l'influence exercée, même dans les cercles les plus élevés de la capitale, par une famille polonaise distinguée de Berlin (les Radziwill), dont le palais est le point de ralliement pour toutes les aspirations des ultramontains militants...

Le prince de Bismarck se retire à Varzin, parce qu'il ne peut pas empêcher les préparatifs qui sont faits pour un pèlerinage à Canossa et qu'il ne veut pas en être témoin.

MAURICE BUSCH.

Le 11 avril 1877, Leverstrœm me remit une carte qui disait : « Le prince vous attend à quatre heures. »

Je me précipitai vers le n° 76 de la Wilhelmstrasse. J'eus à attendre pendant cinq minutes dans la salle de billard ; à cause de la fête de la princesse, le billard était couvert de fleurs. J'entrai ensuite dans sa chambre. Il fit quelques pas vers moi avec un sourire très amical, me donna une poignée de main et me dit qu'il était bien aise de revoir une fois de plus son vieux compagnon de guerre. Il me remercia tout d'abord de l'article du *Grenzboten* et dit qu'il serait bon que de telles communications fussent répétées et que l'origine de la crise fût longuement discutée.

Je lui répondis :

— « Le principal objet qui m'amène ici, c'est justement d'obtenir des matériaux pour de tels articles. Plus j'en aurai, et mieux cela vaudra. Le *Grenzboten* est absolument et sans réserve à la disposition de Votre Altesse.

Il me donna alors des détails particuliers sur la

clique de la cour, sur leurs partisans aristocratiques dans la *Gazette de la Croix*, sur les fonctionnaires supérieurs dont il s'était débarrassé, sur ceux qui restaient encore en activité, sur leurs multiples machinations, sur leurs intrigues et sur leurs cabales contre lui, en me faisant en même temps l'exposé des mesures qu'il comptait prendre. Il me traça un portrait détaillé de l'impératrice, qui lui faisait de l'opposition non seulement dans sa lutte contre les cléricaux, mais encore dans des questions purement politiques.

— Elle a toujours désiré, me dit-il, jouer un rôle, d'abord avec les libéraux et le parti de la lumière, maintenant avec les ultramontains et les prédicateurs de cour. Elle est devenue dévote à mesure qu'elle vieillissait et elle s'est ralliée aux cercles catholiques du Rhin. Si elle n'est pas déjà catholique, elle ne tardera pas à l'être!... Nous savons qu'elle a négocié avec Mermillod en personne et, autrefois, durant la guerre, avec Dupanloup par correspondance. Elle a écrit à des associations catholiques qu'elle désapprouvait les lois ecclésiastiques, et ces lettres ont été publiées. Après quoi, elle a pris la défense des ursulines. De même qu'Eugénie en 1870, elle a, comme je m'en suis assuré depuis, adressé des instructions directes à des fonctionnaires. L'em-

pereur est vieux et se laisse de plus en plus influencer par elle... Il n'a jamais eu cette force de caractère que bien des gens lui prêtent. Je me rappelle que, pendant la période de conflits que nous avons traversée, au moment le plus aigu de la lutte, il revenait un jour d'une résidence d'été, où sa femme l'avait effrayé en lui montrant la violence dont l'opposition était capable. Je fus à sa rencontre à Jüterbog, où je pris place dans sa voiture. Il était très déprimé, ne pensait qu'à l'échafaud et voulait abdiquer. Je lui dis que je ne croyais pas que les choses fussent à ce point mauvaises. Je lui rappelai que les Prussiens n'étaient pas des Francais, et qu'au lieu de penser à Louis XVI, il fallait penser à Charles Ier qui mourut pour son honneur et pour son droit. S'il était décapité, lui aussi mourrait pour son honneur et pour son droit. J'ajoutai qu'en ce qui me concernait, j'étais prêt à accepter la mort si ce sacrifice était nécessaire. En disant cela, je l'avais frappé au bon endroit et j'avais fait appel à lui comme à un roi et comme à un soldat. Il se dérida et, quand nous arrivâmes à Berlin, il était devenu presque raisonnable. Le soir, il se rencontra dans une société nombreuse et montra un état d'esprit excellent. Cette fois-là, lorsque je demandai à me retirer, il ne voulut point que je le fisse. Mais,

en agissant de cette façon, il n'avait pitié que de lui-même — qu'aurait-il pu faire alors? — et ne tenait aucun compte de moi. J'ai cédé à ses instances pour le présent, mais, avant que je ne revienne définitivement, je vais poser mes conditions.

— Et il faut qu'il les accepte, interrompis-je. Ils ne peuvent pas s'en tirer sans vous. Cela ne les conduirait qu'à des erreurs, à des folies et à des malheurs, et ils ne tarderaient pas à se rouler à vos pieds pour obtenir votre retour.

M. de Bismarck revint alors de nouveau à l'impératrice et dit :

— Elle intervient aussi dans les affaires étrangères ; elle s'est mis dans la tête que c'est sa vocation de plaider partout la cause de la paix, d'être, comme elle dit, l' « ange de la paix ». C'est pourquoi elle écrit des lettres à des souverains étrangers, à la reine d'Angleterre, par exemple, qu'elle récite ensuite à son époux, qui, lui, ne m'en parle jamais. Une partie de cette correspondance est remise aux soins d'un des fonctionnaires subalternes de la maison... Schleinitz, le ministre de la maison impériale, après avoir prouvé son absolue incapacité en matière d'affaires étrangères, a obtenu son poste actuel par la faveur de Sa Majesté l'impératrice. Mais, là

aussi, son succès laisse bien à désirer. Comme il n'entend rien à l'administration des propriétés, il s'arrange simplement pour tirer des revenus absolument insignifiants des domaines royaux. Il a toujours été un membre de l'opposition de la cour, de ce qu'on appelle la « Bonbonnière », il est le favori d'Augusta. En 1866, son salon était le centre des Autrichiens, et, en 1870, les Français étaient sans cesse chez lui et en faisaient leur rendez-vous. Chaque fois qu'une intrigue se tramait contre moi, on pouvait être assuré qu'il en était.

Le chancelier passa ensuite en revue tous ses adversaires.

— Grüner... dit-il, est un autre membre de cette clique; c'est un homme qui non seulement est un incapable, mais aussi qui est un passionné. Elle a obtenu sa nomination, à la fête de l'empereur, par une simple note écrite sans être contresignée par un ministre, comme une récompense de son hostilité envers moi. Et puis nous avons Stillfried, le comte Goltz et Nesselrode, qui, tous, font partie de la Bonbonnière et intriguent avec Augusta contre moi et contre ma politique et cherchent à exciter notre « Très Gracieuse » contre moi. Goltz, général de cavalerie, est le frère de l'ancien ministre de Prusse à Paris,

dont il a accepté l'héritage de haine sans aucun *beneficium inventarii*. Nesselrode, le majordome, est un ultramontain notoire, et ses relations avec la *Reichsglocke* ont été constatées lors du procès de ce journal ; il avait un siège et une voix prépondérante dans la fameuse brasserie d'Olbrich où se préparaient et se rédigeaient les articles agressifs dirigés contre moi... « Immédiatement après le misérable scandale de ce procès, il reçut une des décorations les plus élevées, confirmant ainsi le fait que ce journal de bas étage était favorisé par le palais. Stillfried, une grande autorité en matière d'héraldique et de cérémonial, lui aussi ultramontain, était d'abord modéré, mais, plus tard, probablement par suite des leçons de l'impératrice, passa du côté des fanatiques. Et, finalement, il ne faut pas oublier les deux Radziwill : l'ancien secrétaire de Ledochowski et l'aumônier. Tous deux appartiennent au parti du centre et tous deux sont des hôtes chéris de la Bonbonnière. Le journal dans lequel ils déposent maintenant leur poison — je parle de la section évangélique de cette clique — est la *Kreuzzeitung*. Pathusius, le rédacteur en chef de ce journal, qui, pendant longtemps, a cherché à exciter ses lecteurs contre le gouvernement, a finalement été condamné pour diffamation contre

les ministres. Il a été gracié par Sa Majesté sur l'intervention des parties offensées, et certainement sur celle de l'impératrice. Les choses ainsi élucidées, vous pouvez affirmer que l'on peut tenir pour exact que j'ai dit, comme on l'a rapporté, que mes plus grandes difficultés ont consisté dans l'action diplomatique que j'ai dû exercer sur la cour de nos souverains elle-même. Et vous pouvez ajouter que le prince Charles m'est très hostile et qu'il exerce à mon égard une fâcheuse influence sur son frère. Si vous parlez de la section évangélique de la Bonbonnière, vous pouvez hardiment dire qu'elle se compose de la lie de la *Kreuzzeitung* et de l'opposition irréconciliable de la Chambre des seigneurs.

CHAPITRE V

VARZIN ET FRIEDRICHSRUH

Les premiers jours d'octobre, apprenant par les journaux que le chancelier venait de terminer sa cure à Gastein et était de retour à Varzin, je lui écrivis pour lui demander s'il voulait bien m'autoriser à aller le voir.

Par retour du courrier, le 11 octobre, je reçus la réponse suivante :

CHER MONSIEUR,

En réponse à votre aimable lettre, mon père me charge de vous dire qu'il sera très heureux de vous

voir dans le courant de la semaine prochaine. Il vous prie de lui faire savoir le jour de votre arrivée à l'avance, afin que nous soyons à la maison ce jour-là.

Croyez-moi, cher monsieur, votre bien dévoué,

Comte Herbert de Bismarck.

Le 16 octobre, à une heure de l'après-midi, je prenais, en conséquence, le train pour Stettin, à destination de Varzin.

Je m'en vais maintenant de nouveau laisser parler le journal où je prenais mes notes quotidiennes.

Mercredi 17 *octobre* 1877. — Journée froide et humide. A neuf heures et demie, ma voiture s'arrête devant le pâté de maisons qui forme la résidence du chancelier à Varzin. Je descends; on m'indique ma chambre, et, lorsque j'ai fait ma toilette, on vient me prévenir que le déjeuner est servi.

Je trouve en bas le comte Herbert, le général Eckert et deux ou trois autres personnes. Quelques minutes après, le chancelier fait son entrée. Il est en civil : veste noire, pantalon foncé, cravate blanche à pois bleus. Il vient à moi et me

serre cordialement la main. Puis on passe à table. Tout en buvant son café au lait, M. de Bismarck lit les dépêches, les lettres, les manuscrits qui sont arrivés dans la matinée et donne des instructions à son fils pour les réponses qu'il peut y avoir à faire. Il a l'air de bonne humeur et plus frais et vigoureux que jamais.

Je lui ai demandé si son séjour à Gastein lui avait fait du bien.

— Il m'en aurait fait encore plus, m'a-t-il répondu, s'il ne s'était pas passé un tas de choses entre Gastein et ici. La prochaine fois que j'irai aux eaux, je laisserai le roi partir de son côté et je reviendrai tranquillement du mien...

Le déjeuner n'a, d'ailleurs, pas duré longtemps, et le chancelier est sorti faire sa promenade à cheval aussitôt après. Il avait laissé des ordres pour qu'on me fît parcourir sa propriété en voiture, ce dont j'ai largement profité.

Le soir, à dîner, le conseiller de Holstein était parmi les convives. J'ai rarement vu le chef d'aussi bonne humeur et aussi en veine de causer. Il a parlé de toutes sortes de choses, au hasard de ses souvenirs.

— Il n'y a guère qu'une fois dans ma vie, nous a-t-il raconté, qu'on ait tenté de m'acheter. C'est lorsque je fus nommé ministre à Saint-Pétersbourg

et que j'étais sur le point de rejoindre mon poste. Une sorte d'agent, moitié commissionnaire, moitié espion, vint me trouver avec une lettre d'introduction. Il me dit qu'il avait une bonne affaire à me proposer et que, si je voulais, je pourrais facilement gagner 20.000 francs, et même davantage... Je lui répondis que je ne voyais pas très bien comment, que je n'avais pas d'argent et que je ne désirais pas spéculer. Il déclara qu'il ne s'agissait pas de spéculation et que je n'avais pas besoin d'argent : il s'agissait simplement de me servir de mon influence à Saint-Pétersbourg pour amener de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Autriche. Je dis que je réfléchirais et je demandai qu'on me fît une promesse par écrit. Mais j'avais affaire à un juif trop malin pour cela. Il répliqua que sa lettre d'introduction devait me suffire et que je n'avais pas besoin d'autre garantie. Je lui montrai alors la porte et le menaçai de le jeter en bas des escaliers. Il s'en alla en me menaçant de la colère de l'Autriche. J'ai su, depuis, qu'il avait fait les mêmes propositions à Manteuffel et à Schleinitz et que tous deux en avaient apprécié davantage le charme.

Quelqu'un a fait remarquer, au cours de la conversation, que c'était aujourd'hui l'anniversaire de la naissance du *kronprinz*. On a été d'avis qu'il

conviendrait peut-être de lui envoyer des télégrammes de félicitation.

— Mais oui, a fait le chef, il faut lui en envoyer... pour la forme! Ah! si c'était sa mère!... Pas de danger que je lui en envoie, même pour la forme, à celle-là!...

Et, comme j'avais l'air un peu étonné :

— Oui, ajouta-t-il en se retournant vers moi, vous ne savez pas?... Eh bien, les intrigues d'Augusta continuent contre moi, et c'est pourquoi je ne veux pas retourner à Berlin!

Au thé, le prince a longuement parlé de ses propriétés et de leurs pauvres revenus. En dehors des moulins, il paraît que Varzin ne lui rapporte pas un sou. Il n'y a rien à tirer des blés à cause des tarifs de chemin de fer, qui sont exorbitants, et des droits d'importation qu'ont établis les pays étrangers. Seule, une usine qu'un locataire a fait construire sur les bords de l'Elbe sera pour lui une bonne affaire, car le locataire paye en ce moment 15,000 francs, et l'usine reviendra au prince dans un certain nombre d'années.

A onze heures du soir, le chancelier a tiré sa montre et c'est levé :

— Messieurs, nous a-t-il dit, veuillez excuser un homme qui a sommeil.

Et il est parti se coucher.

Jeudi 18 *octobre.* — Temps sombre. Neige épaisse. J'en ai profité pour visiter l'intérieur de la maison. La vie de chaque jour est ici aussi ponctuellement réglée qu'à la Wilhelmstrasse, à Berlin. Déjeuner le matin, à dix heures. Dîner le soir, à cinq heures. Thé dans la soirée. C'est surtout pendant et après le dîner qu'on cause. Le chancelier, à la fin du repas du soir, prépare, pour ses deux grands chiens, une pâtée qu'il confectionne de ses propres mains, et il ne quitte la salle à manger que lorsqu'ils ont terminé. Tout ce que l'on met sur la table provient de la propriété.

— Je ne mange que ce qui a poussé sur mes terres ou y a été tué, m'a déclaré M. de Bismarck. Les poulets, le gibier, le poisson, les légumes, les artichauts, les pêches, les noix, tout est de Varzin ou de Schœnhausen. De temps en temps, j'achète un mouton à mes fermiers et je fais tuer un bœuf chez eux, parce que ma cuisine est trop petite pour cela... Mais c'est tout!

Après le dîner, on passe généralement dans la salle de billard. Le chef s'asseoit dans un grand fauteuil; il allume une énorme pipe d'étudiant pendant qu'on lui en tient une autre toute bourrée en réserve, et il cause. Il est rare que quelque parole remarquable ne sorte pas alors de sa bouche.

Je lui ai parlé, aujourd'hui, de son cabinet de travail de la Wilhelmstrasse et des innombrables portraits qui en couvraient les murs.

Il m'a alors raconté comment le roi Victor-Emmanuel lui avait donné son portrait.

— Lorsqu'il vint à Berlin, il me fit savoir qu'il allait me faire cadeau d'une tabatière enrichie de diamants. J'étais d'abord ravi, car c'était une bagatelle d'au moins cinquante mille francs. Mais je réfléchis ensuite que tout le monde allait dire qu'il m'avait acheté. Je refusai alors, et il me donna en compensation une petite peinture de lui où il écrivit son nom et quelques lignes amicales.

Quant au portrait du roi de Bavière, il a une origine plus émouvante.

— Le roi de Bavière, m'a dit le chancelier, m'a donné son portrait en reconnaissance de ce que je fis pour lui en 1866. C'est moi qui lui sauvai, en effet, une partie de son royaume... Après Sadowa, mon gracieux maître s'était mis en tête de rattacher Anspach et Bayreuth à la Prusse, sous prétexte que ces deux villes avaient autrefois appartenu à ses ancêtres. Je lui dis que leurs habitants l'avaient un peu oublié et qu'ils s'étaient maintenant habitués à faire partie de la Bavière. Mais le roi ne voulait rien entendre. Il avait décidé d'enlever un morceau de territoire à chacun des

princes allemands battus, comme punition. « Je vais, me répétait-il sans cesse, exercer la justice de Dieu ! » Je finis par lui répondre un jour qu'il valait mieux laisser Dieu exercer sa justice tout seul et qu'il ne fallait pas que nous prissions plus de territoire que nous n'en avions besoin... Si je l'avais écouté, nous aurions pris tout le nord de la Bohême, toute la Silésie autrichienne et la moitié de la Saxe... Ce que j'ai eu de mal à l'en empêcher !...

Le chef m'a raconté ensuite quelques épisodes de la campagne de Bohême.

— Je me souviendrai toujours du conseil de guerre qui s'est tenu dans ma chambre, à Nikolsbourg. Les autres voulaient à toute force continuer la campagne et envahir la Hongrie. Moi, je faisais tout ce qui était en mon pouvoir pour les en empêcher. Pendant plus d'une heure, je leur parlai du choléra des steppes hongrois, du changement de front, de toute sorte de considérations politiques... mais en vain ! Il n'y eut pas moyen de leur faire entendre raison. Je les laissai alors en plan et je me retirai dans ma chambre à coucher, qui n'était séparée de la pièce où ils se trouvaient que par une mince cloison. Je me jetai sur mon lit, et j'étais tellement énervé que je me mis à sangloter bruyamment. Ils entendirent ça

de l'autre côté et se turent, puis s'en allèrent... C'est tout ce que je voulais. Le lendemain, il était trop tard pour reprendre la discussion, et leur plan, de la sorte, ne se réalisa pas...

Vendredi 19 *octobre.* — Le chancelier était aujourd'hui triste et mélancolique. Etait-ce que quelque lugubre pressentiment hantait son esprit, ou bien était-il simplement un peu fatiqué et énervé? Je ne saurais dire, mais je ne l'ai jamais vu dans un pareil état d'abattement. Il avait le regard sombre et la voix plaintive.

— Je me sens l'âme triste, nous a-t-il dit. Je n'ai jamais, dans ma longue vie, rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même!... J'ai fait du mal, beaucoup de mal!... C'est moi qui suis la cause de trois grandes guerres; c'est moi qui ai, sur des champs de bataille, fait tuer 80,000 hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs veuves!... Mais tout cela c'est affaire entre moi seul et Dieu! Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je m'en sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée!...

Nous sommes tous restés silencieux, et j'ai pu

observer une larme qui coulait lentement le long de la joue du chancelier...

Samedi 20 *octobre*. — Au milieu de la gigantesque cheminée qui orne le grand salon de Varzin se trouve la devise des Bismarck : *In trinitate robur*, et, au-dessus, sur champ d'or, l'aigle du nouvel empire d'Allemagne ; le tout est surmonté par un buste en plâtre blanc de l'empereur Guillaume Ier.

La devise et les armes ont une histoire, que vient de me raconter M. de Bismarck.

— Lorsque, m'a-t-il dit, l'empereur me conféra le titre de prince, il m'offrit en même temps de faire mettre dans mon écusson les armes d'Alsace-Lorraine. Mais je refusai. Je trouvai que le titre de duc de Lorraine était trop grand pour moi. Sa Majesté voulut alors que je misse l'aigle impériale dans mes armoiries. Mais ça ne m'allait pas non plus : j'aurais eu tout le temps peur que l'aigle ne me mange mon trèfle... Finalement, on m'a simplement donné ces deux supports que vous voyez là et qui ne sont autres qu'une reproduction des bannières de l'Alsace et de la Lorraine.

Quant à la devise, elle date d'une époque antérieure. Lorsque M. de Bismarck était à la Diète

de Francfort en qualité de ministre, le roi de Danemark lui conféra la grand'croix de l'ordre du Danebrog. Seulement, l'usage veut que les noms et armes du dignitaire soient déposés à la cathédrale de Copenhague avec une devise que chaque membre se choisit. M. de Bismarck prit alors la devise latine *In trinitate robur*, qu'il fit mettre en banderole sous un bœuf dans un champ de trèfle, qui était le vieux blason de sa famille.

Le chancelier a, d'ailleurs, tenu à me montrer en détail chacun des objets qui ornent sa demeure et à me faire le récit des souvenirs qui s'y rattachent.

Il s'est longuement arrêté devant une panoplie où pendait un cimeterre. Il l'a pris dans ses mains et a sorti la lame de la gaine en velours violet dans laquelle elle était enfermée. C'était une superbe lame de Dalmatie.

— Vous voyez ce cimeterre, m'a dit le prince. Il remonte au temps des croisades et m'a été donné par le bey de Tunis, en même temps que je ne sais plus quelle décoration... Le bey ne s'est pas trompé pour le cimeterre, mais il s'était trompé pour la décoration... Oui, il en avait envoyé deux : une pour l'empereur et une pour moi. L'une avait des diamants authentiques, gros comme des noix; l'autre n'avait que de la verro-

terie. Il avait oublié de spécifier quel était le destinataire de chacune... Je le fis observer à mon gracieux maître et lui demandai ce qu'il en pensait... Il me répondit sans hésitation que, naturellement, celle qui avait les diamants était pour lui et que l'autre était pour moi!...

Le soir, à dîner, le chancelier nous a encore raconté l'incident historique du cigare à la Diète de Francfort[1].

— A la Diète, personne ne s'était jamais avisé de fumer parmi les petits États de la Confédération. Seul, Buol, le représentant de l'Autriche, avait ce privilège. Moi, un beau jour, je sortis tranquillement un cigare de ma poche et je demandai à Buol de vouloir bien me donner du feu. Toutes les autres puissances furent stupéfaites de mon audace et crurent qu'il allait se produire un grave accident diplomatique... Il ne se produisit rien du tout. Buol eut l'air très étonné, mais il me donna du feu... Le lendemain, on en parla dans les journaux, et la nouvelle fut même, je crois, télégraphiée à Berlin. Le roi me désapprouva... Naturellement! il ne fume jamais!... Quoi qu'il en soit, il y eut désormais à la Diète de Francfort deux grandes puissances qui fumèrent : l'Au-

1. Voir tome I, pages 139 et 140.

triche et la Prusse. Six mois après, on vit brusquement la Bavière apparaître avec un cigare; puis ce furent la Saxe et le Wurtemberg, qui ne voulurent pas rester en arrière, et, bientôt, tous les autres suivirent. Il n'y eut que Hesse-Darmstadt qui s'abstint, se jugeant évidemment trop petit garçon...

On a servi le thé dans la chambre de la princesse de Bismarck. Au moment où on allait se retirer, le chancelier s'est levé, est allé s'asseoir au bureau de sa femme, a écrit quelques lignes, puis est venu vers moi avec une large feuille de papier blanc à la main.

— Tenez, m'a-t-il dit. Faites attention : c'est humide...

Je pris la feuille : c'était une lettre d'introduction pour visiter Schœnhausen et Friedrichsruh. Je remerciai profondément le prince.

— J'ai eu du mal à l'écrire avec une plume, dit simplement M. de Bismarck, parce que je n'écris plus jamais qu'au crayon, mais je tenais à vous la donner de ma propre main...

Dimanche 21 *octobre*. — M. de Bismarck nous a encore parlé de ses armoiries et nous a répété que, lorsqu'il avait été fait prince, le roi avait

voulu lui donner le titre de duc de Lorraine.

— Il n'y a guère qu'un titre que j'aurais volontiers accepté, avoua le chancelier : c'est celui de duc de Schleswig-Holstein, parce que c'est la campagne diplomatique dont je suis le plus fier...

Quelqu'un demanda :

— Est-ce que, mon prince, vous aviez songé dès la première heure à cette annexion ?

— Oui, certainement, répondit le chef : j'y avais songé dès le lendemain de la mort du roi de Danemarck. Mais ce n'était pas commode. J'avais tout le monde contre moi : le *kronprinz* et la princesse royale, à cause de leur parenté ; le roi à cause de je ne sais pas quoi ; l'Autriche, les petits États de l'Allemagne et l'Angleterre, par jalousie... Les libéraux me taillaient des croupières, par-dessus le marché, à l'intérieur ; ils avaient tout à coup découvert je ne sais quelle légitimité princière, et les habitants du Schleswig-Holstein, bien entendu, ne voulaient pas entendre parler d'annexion. C'est contre tout ce monde à la fois que j'eus à lutter. Dans une réunion du conseil d'État, je dus prendre la parole pour les convaincre tous et je prononçai un des plus longs discours que j'aie jamais prononcés de ma vie... Je démontrai au roi que tous ses prédécesseurs, à l'exception de son défunt frère, avaient ajouté

quelque morceau de territoire à la couronne de Prusse, et je lui demandai s'il ne voulait rien y ajouter du tout et suivre en cela l'exemple de son frère. Lorsque je dis cela, ils se mirent tous à me regarder et avaient l'air de dire que j'avais dû boire une bouteille de trop le matin... Puis, lorsqu'il s'agit de signer le protocole de la séanee, il y eut de nouvelles histoires. Je me mis à lire soigneusement le protocole avant de le signer et je m'aperçus qu'on avait supprimé les passages où je m'étais précisément exprimé avec le plus de clarté et de vigueur. Je protestai de toutes mes forces. On me dit qu'on avait cru m'être agréable en omettant certains passages. « Eh bien, pas du tout! leur dis-je. Je sais bien que vous croyez que j'ai bu un coup de trop, mais ça m'est égal... J'entends que tout ce que j'ai dit soit rigoureusement reproduit! » Et il en fut ainsi!...

A déjeuner, le chef a lu, comme de coutume, les dépêches et les télégrammes qui lui étaient adressés. Il a dit à Holstein :

— Ecrivez donc un mot aux journaux pour qu'ils insinuent que, en cas de coup d'État en France, l'empereur convoque immédiatement le Reichstag et se tienne prêt à toutes les éventualités!

Reçu dans l'après-midi les épreuves de mon livre de souvenirs sur la campagne de France et le comte de Bismarck. Je les ai communiquées au chef, qui m'a fait appeler dans sa chambre pour me montrer quelques corrections qu'il désirait me voir y apporter.

Il a notamment biffé plusieurs passages où il donnait son opinion sur Radowitz.

— J'ai certainement dit tout ce que vous me faites dire, m'a expliqué le chancelier, mais je vous prie néanmoins de ne pas le publier. Son fils est à ce moment à mon service...

Comme je dois partir demain, j'ai saisi cette occasion pour le remercier de son accueil et pour lui dire combien j'avais été heureux de passer quelques jours auprès de lui. Il m'a alors tendu la main et m'a dit :

— Ce n'est pas la dernière fois que nous nous voyons.

— Vous avez toujours bien voulu me témoigner votre confiance, ai-je répondu ; je vous prie de me la continuer et de vouloir bien vous souvenir de moi si vous avez jamais besoin de quoi que ce soit dans la presse.

Et j'ai cru devoir ajouter :

— Votre Altesse m'a confié un grand nombre de faits. Ils doivent rester secrets pour le moment,

mais ils ne doivent pas être perdus pour les générations futures. Votre Altesse fait l'histoire, mais elle ne l'écrit pas. Peut-être n'a-t-elle jamais pensé à ses mémoires?...

Le chancelier garda le silence. Il parla seulement de la puissance de la presse et de tout le mal qu'elle pouvait faire.

— Elle a été, fit-il, la cause de trois grandes guerres : c'est la presse danoise qui a forcé le roi de Prusse à annexer le Schleswig-Holstein ; c'est la presse autrichienne qui nous a conduits à Sadowa et c'est la presse française qui a contribué à prolonger la campagne de France...

Lorsque, le soir, j'ai pris définitivement congé de lui, il m'a encore tendu la main et m'a donné, en signe d'amitié, deux ou trois tapes sur l'épaule.

Lundi 22 *octobre*. — Quitté Varzin et arrivé au petit village de Friedrichsruh, qui forme le centre de la grande forêt de Sachsenwald, dans le duché de Lauenbourg. Grâce à la lettre de recommandation du prince, j'ai été admirablement reçu par le garde forestier. J'ai parcouru de bout en bout

l'immense propriété du chancelier et j'ai appris quelques histoires amusantes.

Une de ces histoires se rapporte à Friedrichsruh et à son propriétaire.

Le 25 septembre 1865, le roi Guillaume vint à Ratzebourg, capitale du duché, afin d'y recevoir le serment de fidélité de ses nouveaux sujets. Une députation se rendit à sa rencontre à Buchen, sur la frontière, et, là, une adresse fut lue au souverain, qui contenait, entre autres choses, le passage suivant :

« Nous avons la parole de Votre Majesté qu'Elle nous gouvernera avec justice, selon les coutumes et les lois de ce pays. »

Cela voulait dire que certains privilèges, qui dataient de toute éternité, ne seraient pas abolis.

Le roi, dans sa réponse, ne fit aucune allusion au maintien de ces privilèges, et tous les assistants en ressentirent un certain malaise.

Le même jour, dans l'après-midi, M. de Bismarck, qui avait suivi son souverain, faisait une promenade aux environs de la ville, accompagné par le maréchal héréditaire du duché, M. de Bülow, lorsque ce dernier, voulant en avoir le

cœur net, demanda à brûle-pourpoint au chancelier :

— A propos, Votre Excellence, et nos privilèges?... Je pense que Sa Majesté va nous les confirmer avant que nous Lui rendions hommage?

— J'espère bien que le roi ne confirmera rien du tout, répondit M. de Bismarck.

— Dans ce cas, reprit Bülow, nous refuserons de prêter serment demain à l'église.

— Dans ce cas, répliqua froidement le chancelier, vous apprendrez demain, à l'église, que vous venez d'être incorporés à la province prussienne la plus voisine.

Là-dessus, les deux hommes se remirent à parler des beautés du paysage comme si de rien n'était, mais le maréchal se sentait tout de même un peu mal à l'aise.

Aussitôt en rentrant, M. de Bismarck rédigea un décret par lequel le duché de Lauenbourg était déclaré faire partie de la province de Brandebourg, de telle sorte que, si, le lendemain, l'aristocratie locale refusait de prêter le serment convenu, le décret pût être lu séance tenante.

Le chancelier s'assura ensuite de l'approbation du roi; puis, le lendemain, avec sa petite torpille dans la poche, il fit tranquillement son entrée dans l'église.

Il y eut d'abord un hymne, puis un sermon. Enfin on appela les vassaux pour prêter serment, et Bülow s'avança le premier.

Il parut hésiter, s'arrêta brusquement et regarda le comte de Bismarck. Mais il rencontra un visage si calme et si déterminé qu'il s'inclina devant l'autel et prêta le serment requis. Tous les autres en firent autant. Personne ne souffla mot des privilèges.

Le principal ornement de Friedrichsruh est sa superbe forêt. Il y a une infinie variété de bois : chênes, frênes, bouleaux, pins ; il y a aussi des arbres gigantesques qui ressemblent à des colonnes de cathédrale. On pratique des coupes chaque année, et le garde forestier m'a affirmé que le chancelier en tirait un revenu annuel de près de 400,000 francs.

La maison est une bâtisse assez simple, à deux étages, peinte en jaune. A l'entresol, des deux côtés d'un long corridor, se trouvent les divers salons et les appartements privés du prince. Au premier étage sont les appartements de la princesse, de sa fille, la comtesse de Rantzau, et de ses petits-fils.

La vie de chaque jour est réglée à peu près de la

même façon qu'à Varzin. Le matin, déjeuner, promenade, travail; à deux heures, luncheon; à sept heures, dîner. Le soir, tout le monde se couche de bonne heure.

CHAPITRE VI

M. DE BISMARCK ET MON LIVRE (1)

On se souvient que, lorsque, le 20 mars 1873, je quittai le ministère des affaires étrangères, M. de Bismarck, dans l'audience de congé qu'il me donna, voulut bien m'exprimer le désir que je fisse publier mon journal de la guerre de 1870.

(1) Il s'agit ici d'un volume intitulé le *Comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France*, qui parut en Allemagne en 1878. Le docteur Busch en a reproduit un certain nombre de passages dans le tome Ier des mémoires que nous avons publié et qui a trait à la guerre de 1870. Mais il y a fait aussi de nombreuses additions : il a rétabli une quantité de fragments qu'il avait cru devoir omettre

On a pu voir également, dans le chapitre précédent, que le prince, un jour, à Varzin, en parcourut une des épreuves et me demanda quelques suppressions. Néanmoins, lorsque l'heure de la publication définitive arriva, je pensai qu'il serait peut-être bon de m'informer auprès de M. de Bismarck s'il n'avait point changé d'avis et si je me conformais toujours bien à ses désirs.

En conséquence, je me rendis à Berlin dans le courant de la première semaine d'avril 1878 et je demandai aussitôt au chancelier de me faire l'honneur de m'accorder une audience. Le même jour, je reçus la réponse suivante :

Cher Monsieur,

Mon père me charge de vous informer qu'il sera chez lui aujourd'hui toute la journée et qu'il sera très heureux de vous voir, Si vous avez le temps, veuillez venir dîner avec nous à cinq heures ; sinon, venez à l'heure qui vous conviendra le mieux.

Croyez à la sincère estime avec laquelle je suis

Votre très dévoué

Comte Herbert de Bismarck.

alors, et il a supprimé tous les adoucissements qu'il avait pensé devoir apporter à certaines âpretés de langage.

L'histoire de la collaboration du chancelier au volume de 1878, que le docteur Busch nous rapporte tout au long de ce chapitre, offre un réel intérêt, parce qu'elle démontre de façon péremptoire la rigoureuse authenticité des mémoires aujourd'hui livrés au public.

J'acceptai l'invitation et dînai le soir en famille avec le prince. Aussitôt le repas fini, j'entamai des négociations avec M. de Bismarck pour la publication de mon livre. J'insistai surtout sur ce que je désirais très vivement qu'il voulût bien parcourir les épreuves feuille par feuille, en biffant ce qui lui déplairait et en ajoutant ce qu'il jugerait à propos.

Il me répondit immédiatement qu'il acceptait très volontiers de lire les épreuves, mais qu'en ce qui concernait les corrections, il craignait qu'il ne passât alors aux yeux du public pour un des auteurs du livre.

Je lui démontrai qu'il n'avait rien à craindre de semblable, parce que, sa vie durant, personne, sauf l'éditeur, qui était un ami à moi, ne soupçonnerait sa collaboration. J'ajoutai que, d'ailleurs, pour plus de sûreté, je n'enverrais pas ses corrections à l'imprimerie, mais que je les transcrirais sur mes feuilles d'épreuve à moi, de manière qu'il n'y eût aucune indiscrétion à redouter.

Cette dernière offre parut plaire à M. de Bismarck, et il accepta définitivement.

Les deux premières feuilles d'épreuve lui furent envoyées à Berlin le 5 juillet 1878 ; les suivantes, à Kissingen et à Gastein, où le chancelier était

allé faire une cure d'eaux ; les dernières, à Varzin dans le courant de septembre. Les épreuves étaient envoyées directement par l'éditeur à M. de Bismarck, et elles me revenaient quelques jours après avec les corrections de la main du chancelier. Le prince ne m'ayant jamais exprimé le désir de voir détruire ces feuilles, j'ai cru pouvoir les garder comme souvenir personnel, et je les ai encore entre les mains. Quelques-unes n'avaient aucune correction, d'autres en avaient un nombre considérable ; il y avait surtout un grand nombre de coupures : presque un quart de l'ouvrage [1]. Elles se rapportaient toutes à des jugements et des appréciations que le chancelier avait portés sur des personnes encore vivantes et qu'il avait peur d'offenser. Mon collaborateur princier avait aussi fait quelques additions. Je n'ai pas besoin de dire que suppressions et additions furent consciencieusement reproduites dans mon travail.

Vers la fin de septembre, on allait mettre sous presse, et je n'attendais plus que les dernières corrections du prince, lorsque, le 27 septembre, je reçus la lettre suivante :

1. Ces coupures ont, naturellement, toutes disparu dans les mémoires publiés aujourd'hui.

Varzin, 26 septembre.

CHER MONSIEUR,

Je vous envoie ci-inclus les dernières épreuves avec leurs corrections. Mais mon père désirerait vous voir et vous parler avant que vous laissiez publier votre volume : il a encore quelques suppressions à vous demander. Vous serait-il possible de venir à Berlin au commencement du mois prochain? Si oui, soyez assez bon pour m'envoyer un mot d'avance, à moi ou au baron Holstein, et croyez moi

Votre dévoué

COMTE HERBERT DE BISMARCK.

Le 4 octobre, je me rendis à la Wilhelmstrasse, où je fus immédiatement introduit auprès du chancelier. Il me reçut amicalement, comme toujours, et, après quelques paroles insignifiantes, aborda tout de suite la question de mon livre.

— Eh bien, où en est la publication de votre volume?

— Elle va avoir lieu incessamment, Votre Excellence. L'éditeur m'avait demandé quelques modifications : il trouvait que certaines parties étaient triviales et voulait les supprimer. Mais je m'y suis énergiquement refusé. Je trouve que rien de ce qui concerne Votre Excellence ne saurait être trivial et insignifiant, et je suis sûr que la postérité sera de mon avis.

— La postérité, oui, mais pas les temps présents... Je trouve, moi, que vous avez mis trop de détails dans votre livre. Et puis il y a des passages qu'on va tourner en ridicule. Les journaux satiriques ne manqueront pas de tomber dessus. J'écoperai, et vous aussi!...

— Oh! moi, ça m'est égal : les critiques ne me touchent pas. Il n'y a qu'une chose qui me touche : c'est la bienveillance de Votre Excellence.

— C'est que vous n'avez pas seulement reproduit ce que j'ai dit, mais aussi ce que les autres ont dit, chez moi, à ma table. Vous allez vous faire beaucoup d'ennemis dans cette voie. J'ai déjà biffé pas mal, mais je crois que je n'ai pas biffé assez... Il y a un tas de choses que je n'aurais pas dû laisser passer.

Il prit le paquet d'épreuves que j'avais apporté avec moi, déplia quelques feuilles et me montra, au hasard, certains passages.

— Tenez, par exemple, ici... quand je dis que je m'ennuie tellement en certaines sociétés que j'en suis réduit à boire pour passer le temps... les journaux socialistes vont me traiter d'ivrogne!... Et, là, l'histoire de mon duel avec Rechberg... Si vous croyez que ça va lui faire plaisir...

Mais ce sont surtout les endroits où il était question du roi qui inquiétaient le chancelier.

— Je sais bien, fit-il, que tout ce que vous me faites dire, je l'ai dit; mais tout le monde n'a pas besoin de le savoir... Augusta va lire le livre, et elle va le lire avec soin; elle soulignera tout ça, elle le commentera...

Il réfléchit un instant, puis continua :

— C'est vrai que j'ai tout de même eu du mal avec *lui!*... J'ai passé de bien mauvaises semaines à Versailles : je ne pouvais rien en tirer; je voulais sérieusement m'en aller... Et, même maintenant, ça ne va pas tout seul ! J'écris une note importante ou une dépêche, je la relis, je la recommence six ou sept fois, et, quand on la lui apporte ensuite, il y fait encore des modifications : il y ajoute des choses qui n'ont rien à y faire, qui sont juste l'opposé de ce que je veux dire et de ce que j'entends, qui ne sont même pas grammaticalement correctes!... Il met toujours en avant un tas de systèmes qui ne peuvent pas fonctionner et il est entêté comme tout pour les conserver... Je ne suis, d'ailleurs, pas le seul à souffrir de son caractère pointilleux, de ce qu'il appelle, lui, son esprit consciencieux : ils en souffrent aussi dans son entourage. Si vous les voyiez lorsqu'ils n'ont plus rien à faire avec lui... Ils sont tout changés : ils ont l'air de revenir de vacances!...

Après cette digression, M. de Bismarck reparla de mon livre.

— J'ai été obligé, me dit-il, de biffer la plupart des passages où il était question du duc de Cobourg. Vous comprenez, c'est l'oncle de la famille, et un bon oncle!...

Je lui rappelai l'histoire de la bataille d'Eckernfœrde où le duc était peint en vainqueur. Le prince s'en souvint et me dit :

— Qu'il n'ait pas de courage, ça se comprend : c'est sa nature! Mais qu'il veuille se faire peindre en héros, voire en héros de théâtre, ça, c'est tout de même raide!...

Je pris la liberté de demander au chancelier dans quels termes il se trouvait actuellement avec l'impératrice :

— Toujours dans les mêmes termes, me répondit-il. Elle fait ce qu'elle peut contre moi et elle réussit parfois auprès de l'empereur. Elle veut maintenant renvoyer Falk, le chapelain de la cour que j'avais choisi. Ce n'est pas du christianisme : c'est du sectarianisme!...

Je lui dis ensuite que, en ce qui concernait les passages qui lui avaient déplu, j'espérais bien qu'il ne me taxerait pas de mauvaise volonté, mais tout au plus de négligence. Mon seul but, en écrivant ce livre, avait été de le servir et non de l'offenser.

Il me répondit :

— La plus grande partie de votre ouvrage est excellente. Je n'ai qu'un regret : c'est que vous ne puissiez pas le faire plus complet. Mais vous ne perdrez rien pour attendre et, plus tard, vous pourrez y ajouter bien des choses.

Je lui demandai aussi des nouvelles de sa santé et je m'informai si Kissingen et Gastein lui avaient fait du bien.

— Gastein m'a fait beaucoup de bien, dit le chancelier; mais les eaux sont dangereuses : il faut faire grande attention. Elles portent à la lourdeur et à la tristesse. Vous savez que j'ai été malade ?

— Oui, Votre Excellence a eu une attaque de goutte.

— Non; j'ai eu autre chose... J'ai eu que les sténographes au Reichstag ont monté un coup contre moi. Ils ont reproduit mon dernier discours de telle façon qu'il n'avait plus aucun sens. Lorsqu'il y avait des murmures à gauche et au centre, ils omettaient exprès de dire que c'était à gauche. Lorsqu'il y avait des applaudissements, ils ne les faisaient figurer nulle part... C'est ce qui m'a rendu malade. Je me suis senti devenir lourd, triste, avec des envies de vomir, etc.

Je lui rappelai ensuite que j'étais le rédacteur

en chef du *Grenzboten* et que ce journal était entièrement et sans restriction à sa disposition. Il pouvait y faire dire tout ce qu'il voudrait. S'il voulait bien m'y autoriser, à partir du mois de janvier suivant, je viendrais, lorsqu'il y aurait quelque affaire importante, quelque crise intérieure ou quelque complication étrangère, le voir de temps en temps et je m'informerais de ses désirs.

— Ce ne sera pas une mauvaise combinaison, me répondit le chef, mais je ne sais pas si, en janvier, je serai de retour à Berlin. Il faut auparavant que je marie ma fille...

J'offris respectueusement mes félicitations au prince.

— Il en est temps, poursuivit-il. Elle a déjà eu plusieurs offres avantageuses, mais c'est une créature capricieuse et obstinée. Elle a d'abord failli épouser le comte d'Eulenbourg, qui n'avait rien que son traitement, et, maintenant, elle va épouser le comte de Rantzau, qui a environ 3.000 francs de revenus de sa propriété, ce qui n'est pas énorme... Mais, enfin, avec ce qu'ils auront tous deux, j'espère qu'ils pourront se tirer d'affaire.

Enfin, nous revînmes encore à mon livre. Il me répéta que, certainement, les journaux satiriques l'attaqueraient, que les socialistes et les ultra-

montains s'en serviraient comme d'une arme contre lui et que moi-même je me ferais avec cet ouvrage beaucoup d'ennemis. Je lui répliquai de nouveau que, en ce qui me concernait, cela m'était complètement indifférent et que son opinion était la seule à laquelle je tinsse.

Là-dessus, il se leva, m'accompagna jusqu'à la porte et me serra la main.

Quinze jours plus tard, les journaux vinrent m'apprendre une triste nouvelle : c'était la mort tragique de Bismarck-Bohlen, le cousin du chancelier et mon camarade pendant la campagne de France. Depuis quelque temps déjà, il était atteint d'une incurable tristesse; il avait été demander au ciel bleu de Venise le rétablissement de sa santé et de sa gaieté, mais en vain, et, de jour en jour, on le voyait dépérir. Le 15 octobre, au soir, il se retira comme de coutume dans sa chambre à coucher. Le lendemain, à onze heures du matin, comme il n'avait pas sonné, son valet de chambre alla écouter à la porte et frappa. Ne recevant pas de réponse, il ouvrit et trouva son maître étendu sur son lit, couvert de sang, avec un revolver à la main. On alla immédiatement chercher le consul d'Allemagne et un docteur. L'examen médical révéla que Bohlen s'était ouvert les veines des

bras et des jambes et s'était en même temps coupé la gorge avec un rasoir. Et, comme la mort, malgré tout cela, était trop lente à venir, il s'était finalement tiré un coup de revolver dans la tempe.

Mon livre le *Comte de Bismarck et sa suite* (*Graf Bismarck und seine Leute*) parut au commencement de novembre. Je crois pouvoir dire qu'il attira immédiatement l'attention de tous : il fut analysé dans les journaux allemands et étrangers et forma, pendant plusieurs semaines, le sujet général de toutes les discussions. Tout le monde fut d'accord que l'auteur du livre était en situation de dire la vérité et qu'il l'avait dite. Mais on différa entièrement sur la valeur littéraire de l'œuvre. Les critiques furent sévères, dures même, et la presse n'épargna pas plus le modèle que son peintre.

Quoi qu'il en soit, deux éditions de 7.000 exemplaires furent épuisées en moins de deux mois. Une troisième, une quatrième et d'autres encore suivirent presque immédiatement. Il y eut même une édition populaire qui, comme les autres, fut rapidement enlevée.

Le 23 février 1879, alors que la publication était en pleine vogue, je reçus un mot du prince

de Bismarck m'invitant à passer chez lui le lendemain, dans l'après-midi.

Je me rendis à son appel, comme bien on pense, et, à deux heures et demie, heure qui m'avait été fixée, j'entrais dans son bureau de la Wilhelmstrasse.

Le chancelier vint au devant de moi, me tendit la main, et ses premières paroles furent pour me demander, en souriant :

— Eh bien, est-ce que vous croyez toujours que vous m'avez rendu service en publiant votre volume?

— Oui, Votre Excellence, lui répondis-je, je le crois, avec tous les gens sensés et raisonnables...

Il me montra une chaise et répliqua :

— Alors, les gens sensés ne sont guère nombreux. J'ai donné à tout le monde l'impression que j'étais un être amer, malveillant, envieux, incapable de souffrir le voisinage d'aucune grandeur... Et encore j'ai eu l'idée de biffer ce que j'avais dit sur de Moltke!... Si je l'avais laissé, c'eût été terrible... D'ailleurs, vous aussi, vous avez été pas mal arrangé...

— Oui, mon prince : on m'a fait l'honneur de me dire que j'étais borné, indiscret, sans tact, ennuyeux, que sais-je encore?... Les journaux juifs se sont particulièrement distingués dans le

concert... Mais je méprise, d'ailleurs, tellement tout cela que je n'y ai fait aucune attention.

— C'est vrai, les juifs n'ont pas été contents... Mais ce qui me taquine, c'est de passer pour être envieux et amer, alors que je ne crois pas l'être. Je sais bien que vous ne m'avez pas donné intentionnellement cet air-là. Nous savons tous deux pourquoi, bien des fois, j'étais vexé et acerbe, et moi, je le sais encore mieux que vous. J'ai été, à Versailles, le témoin de tant de choses honteuses que, bien des fois, j'ai eu l'intention de m'en aller...

— C'est de Dupanloup que veut parler Votre Excellence?

— Oh! bien pire que Dupanloup!... Ensuite, à cause de la forme fragmentaire que vous avez donnée à votre récit, il y a bien des choses que vous avez oubliées.

J'en convins volontiers, mais j'expliquai au prince que j'avais simplement voulu raconter comment il sentait, pensait et vivait.

— Ce n'est pas une étude du caractère de Votre Altesse que j'ai voulu faire, lui dis-je, mais simplement une photographie d'une partie de sa vie que j'ai voulu donner. C'est pourquoi j'ai fidèlement rapporté vos opinions et vos appréciations, et selon moi, elles doivent avant tout, faire res-

sortir la bonté de votre cœur et votre humanité.

— Et comment cela ?

— Eh bien, vos conversations avec les sentinelles, vos visites aux blessés, votre dissertation sur la foi qu'on doit avoir en Dieu, tout cela n'est-il pas à votre éloge ?

— Peut-être. Mais cela n'empêche pas que bien des choses qui m'auraient fait du bien auraient dû être développées davantage et que d'autres auraient dû être omises. Je le répète, la faute en est à la forme fragmentaire de votre œuvre...

Je dis au chancelier que, s'il le désirait, je pourrais faire des remaniements dans la cinquième édition, qui allait se tirer. Mais cela ne parut pas lui sourire.

— Oh! non, fit-il. On nous a déjà bien assez à l'œil tous deux. Le livre a déjà suscité bien assez de colère. La moindre modification que nous y apporterions maintenant serait immédiatement relevée et ferait l'objet de nouvelles discussions dans la presse.

— Votre Excellence me permettra en tout cas de lui faire remarquer que, dans certains pays étrangers, notamment en Angleterre et en Amérique, le volume a obtenu un réel succès.

— En Angleterre, oui... Mais ce qui importe,

ce n'est pas l'opinion des pays étrangers : c'est l'opinion d'ici!...

— Et puis, je n'ai pas donné que des conversations : j'ai donné aussi des articles de journaux qui m'avaient été dictés par vous et qui ne contenaient pas mes idées, mais les vôtres. Je pense qu'en reproduisant tout cela j'ai rendu service à l'histoire.

Mais M. de Bismarck ne parut nullement convaincu : il secouait la tête à tous mes arguments. Il reprit :

— Non, tout ce que vous me direz ne me fera pas changer d'avis. C'est par égard pour vous que je n'ai pas biffé tout ce que j'aurais dû... Vous aviez pris tous vos arrangements, tout était déjà imprimé : pour rien au monde je n'aurais voulu vous empêcher d'avoir le succès auquel vous vous attendiez.

Et le chancelier conclut :

— D'ailleurs, ne vous tourmentez pas. *Lorsque que je serai mort, vous pourrez dire tout ce que vous voudrez, tout ce que vous saurez !*

La conversation roula ensuite sur l'opposition que ses tarifs douaniers rencontraient au Reichstag de la part des libre-échangistes.

— Ce qu'il y a de curieux, me dit le chancelier, c'est de voir comment ces gens de l'opposition, les

Richter et les Bamberger, m'attaquent toujours personnellement au lieu de traiter la question en discussion. Qu'est-ce que ça peut bien faire que j'aie changé d'idées? Qu'est-ce que ça peut faire que, maintenant, j'aie d'autres vues? En quoi ça importe-t-il que je sois inconsistant?... J'ai autrefois consenti à ce que je refuse aujourd'hui: je suis un être versatile et plein de contradictions, etc. Il n'y a pas moyen de les faire sortir de là. Ce n'est qu'incidemment qu'ils reviennent à la question... J'ai changé de système, c'est possible! Je n'en ai, en tout cas, changé qu'en matière économique, car, en politique, je ne crois pas qu'on m'ait vu beaucoup varier!... Il n'y avait pas moyen que je ne change pas! Lorsque je suis arrivé au pouvoir, je ne m'étais tracé qu'un but: l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse. Tout le reste était accessoire. J'y ai subordonné toutes les considérations économiques et autres... Et puis, est-ce que les autres puissances n'ont pas changé de système, elles?... Et est-ce que, une fois qu'elles avaient changé, nous n'étions pas obligés de changer aussi?... Voilà l'Autriche et la Russie qui, un beau jour, déclarent que les droits de douane devront être acquittés en or; voilà la France qui, en dépit du paiement de l'indemnité de cinq milliards, continue à pros-

pérer en adoptant le protectionnisme ; voilà l'Amérique qui, en élevant sans cesse ses tarifs, arrive à chasser peu à peu toutes les autres nations des grands marchés du monde !... Et nous resterions les bras croisés ?... Mais regardez donc. Il y a, aujourd'hui, deux peuples qui perdent, chaque jour, un peu plus de terrain : c'est la riche, forte et prospère Angleterre et la pauvre petite Allemagne, deux nations libre-échangistes !... Vous voyez bien qu'il fallait que nous suivions les autres !

Je répondis au prince que l'opposition ne paraissait, d'ailleurs, pas avoir grande confiance dans le succès de sa cause, car, il n'y avait pas longtemps, un député m'avait dit : « Nous serons bien obligés de céder : il nous menace tout le temps d'une dissolution, et, s'il la faisait, il n'y en aurait pas la moitié parmi nous qui reviendraient. »

Le chancelier sourit :

— C'est à peu près exact, fit-il ; nous en viendrons là... Il faudra bien qu'ils cèdent... Si vous pouvez vous souvenir de tout ce que je viens de vous dire là aussi bien que vous vous êtes souvenu de mes remarques amères de Versailles, cela me fera plaisir.

Je demandai au chef comment allait sa santé.

— Elle ne va pas comme elle devrait aller, me répondit-il. Je me sens très faible des jambes et je ne puis rester longtemps debout. Mon médecin m'a dit : « Je puis guérir les jambes, mais, alors, il faut que la tête ne travaille pas pendant au moins trois mois. » C'est-à-dire qu'il aurait fallu que je donne ma démission... Oh! j'y ai bien pensé il y a deux ans! Mais c'est l'époque où les nationaux-libéraux commençaient à m'attaquer : il fallait bien que je reste pour leur répondre. Et puis, il y a certaines larmes auxquelles un homme ne peut pas résister!... Si j'étais parti, que serait devenu *le vieux* avec son bras en écharpe?... Il aurait été à peine capable de dire : « Oui » au conseil de régence qu'on aurait proclamé... Voyez-vous, c'eût été un crime contre Dieu que de l'abandonner!...

Il se tut un instant, puis continua :

— L'opposition au Reichstag n'a pas d'autre mobile que sa haine contre moi! Dans la question des lois sociales, elle n'a pas hésité à se montrer ingrate envers l'empereur et elle s'est rangée du côté des socialistes, alors que les lois étaient surtout dirigées contre eux!... Quand on pense à ce vieillard qui a risqué sa couronne en 1866 et 1870 pour la cause de l'Allemagne, qui vient d'être frappé par la main d'un assassin et qu'ils refusent

de protéger parce que c'est moi qui le propose!...

Nous nous mîmes alors à parler de l'empereur et de l'état dans lequel il se trouvait.

— Il a perdu toute énergie et toute puissance intellectuelle, me dit M. de Bismarck; il est devenu plus que jamais accessible à toutes les mauvaises influences!...

Je demandai au chef ce qu'il pensait du *kronprinz* et dans quels termes il était avec lui.

— Je suis en bons termes, me répondit-il; il est devenu plus aimable et, surtout, plus modeste. Son caractère ressemble assez à celui de son grand-père et à celui de son aïeul Frédéric-Guillaume Ier. Il ne dit jamais : « J'ai gagné telle bataille », « J'ai conduit telle campagne », mais : « Je sais que je ne suis pas capable de le faire; mon chef d'état-major général l'a fait pour moi, et il mérite tous mes éloges. » Ah! mon gracieux maître actuel est tout à fait différent! Lui non plus, certes, ne saurait pas dire un mensonge; mais il veut que ce soit lui qui ait tout fait; il aime qu'on le mette en avant; il adore poser et prendre des airs autoritaires.,. Quant à la princesse royale, elle a aussi beaucoup gagné; elle est assez simple et naturelle. C'est ce qui la distingue de sa belle-mère!...

Je pris, là-dessus, congé du chancelier en lui

rappelant que j'étais entièrement à sa disposition pour quoi que ce fût qui pût lui être utile.

Il ne devait plus guère, dans la suite, être question entre nous de mon livre de 1878.

CHAPITRE VII

M. DE BISMARCK ET LA RUSSIE

L'ALLIANCE AUSTRO-ALLEMANDE

En ce qui concerne les importantes entrevues que je devais avoir par la suite avec le chancelier, je crois préférable de reproduire simplement les notes de mon carnet :

27 *février* 1879. — Reçu dans la matinée un mot du secrétaire particulier du prince, qui me prie de passer dans la journée, vers cinq heures. A trois heures, je me suis rendu au palais. Après avoir attendu dans l'antichambre pendant un

quart d'heure, j'ai vu sortir du cabinet du chancelier un monsieur mince, fluet, déjà âgé, portant un monocle : c'était lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg. M. de Bismarck l'a accompagné jusqu'au haut de l'escalier, puis il m'a fait signe d'entrer avec lui et s'est assis, comme d'usage, derrière sa table à écrire.

— Vous m'avez déclaré dernièrement, fit-il, que, si j'avais jamais quelque chose à dire, vous mettiez votre journal, le *Grenzboten*, à ma disposition.

— Certainement oui, Votre Altesse, et sans restriction.

— Eh bien, je désirerais faire passer un article sur la politique de Gortschakoff et je voudrais établir une comparaison entre ce que nous avons fait pour les Russes et ce qu'ils ont fait pour nous. Cet article est important : il faut qu'il soit écrit avec tact et dans un style diplomatique...

— Je ferai tout mon possible... Si Votre Excellence veut bien m'y autoriser, j'écrirai l'article tout de suite après l'avoir vue et j'en enverrai une épreuve demain matin à Votre Excellence pour qu'elle y ajoute ou qu'elle y retranche ce qu'elle jugera à propos.

— C'est cela, faites ça!... Et maintenant, par-

lons de Gortschakoff... Vous savez que son journal, le *Golos*, attaque incessamment notre politique et s'en prend à moi personnellement. Il prétend que nous nous sommes montrés ingrats envers la Russie lors du congrès de Berlin et il prône une entente avec la France. Ces attaques sont l'œuvre de Gortschakoff et de Jomini. Il faut le dire dans notre presse, et il faut, en même temps, faire ressortir dans un petit tableau ce que, depuis cinquante ans, la Russie nous doit et ce que nous devons à la Russie... En 1813, la Russie nous a aidés, mais c'était dans son propre intérêt. En 1815, elle a empêché toute espèce d'organisation de l'Allemagne, parce que cela gênait les plans de l'empereur Alexandre, qui était en train d'arranger l'Europe à sa façon. Lorsque nous avons demandé quelques compensations, on ne nous a rien donné du tout, et les gains de la Russie ont été plus grands que les nôtres, quoique ce soit nous qui ayons le plus risqué et qui ayons accompli les plus lourds sacrifices... En 1828, nous avons rendu service à la Russie, dans sa guerre avec la Turquie, en organisant la mission de Muffling, qui la tira d'embarras. Pour nous remercier, en 1830, la Russie a voulu nous attaquer de concert avec la France pour assurer à cette dernière la rive gauche du Rhin. C'est la révolution de

Juillet qui a empêché ce joli plan de réussir... En 1847, nous avons réprimé une insurrection dans la province de Posen pour le compte des Russes... En 1854, pendant la guerre de Crimée, nous sommes restés neutres, tandis que l'Autriche, qui n'avait jamais reçu que de bons offices de la Russie, se joignait aux puissances occidentales... En 1863, quand l'insurrection de Pologne, encouragée par l'Autriche et les puissances de l'ouest, éclata, nous prîmes le parti de la Russie et nous fîmes échouer l'intervention diplomatique de l'Europe... En 1866 et 1870, la Russie ne nous attaqua pas, c'est vrai, mais les guerres que nous engageâmes alors étaient encore dans son intérêt. En 1866, nous ne fîmes, en effet, que servir les rancunes de la Russie contre l'Autriche, et, en 1870, la Russie se mit avec nous parce qu'elle ne tenait pas à ce que l'Autriche se mît avec la France pour que les deux puissances allassent, ensuite, donner leur appui à la Pologne, car cela a toujours été la politique traditionnelle de la France et de l'Autriche de se mettre du côté de la Pologne contre la Russie. D'ailleurs, le service que les Russes nous ont rendu en 1870, je crois que nous n'avons pas tardé à le leur rendre lorsque, à la conférence de Londres, nous leur avons obtenu la dénonciation du traité de Paris.

Sans nous, ils ne l'auraient jamais obtenu de la France et de l'Angleterre.

Le chancelier s'arrêta un instant, reprit haleine, puis continua :

— Gortschakoff ne fait pas une politique nationale ; il fait une politique personnelle et nous traite en ennemis. Il n'a qu'un désir : c'est d'être encensé par les journaux étrangers, et, en particulier, par les journaux de Paris. Toutes ses sympathies sont pour la France. Il prend à tout propos l'attitude d'un ami et d'un défenseur de ce pays. Le *dreikaiserbund* ne l'a satisfait que pendant un temps. Dès 1874, il est facile de suivre dans la presse étrangère la trace des œillades et des avances qu'il a commencé à faire à la France. Si les ouvertures de la Russie n'ont pas été mieux accueillies, la faute en est bien plus à la France qu'à la Russie. Cette politique a eu son point culminant en 1875 et 1877, quand le bruit a couru que Gortschakoff avait sauvé la France d'une agression allemande et qu'il a commencé une de ses circulaires par les mots fameux « Maintenant, la paix est assurée. » Vous vous rappelez l'article de Blowitz dans le *Times*, où il dénonçait nos projets. Lisez-le... C'est à peu près correct, sauf quand il parle d'un parti antifrançais dans l'état-major allemand. Jamais ce parti n'a existé... C'est

la même politique que nous voyons réapparaître aujourd'hui dans les articles du *Golos*, l'organe officieux de Gortschakoff. Cette politique n'est pas celle de l'empereur... On dit bien qu'il serait possible que Gortschakoff se retire et qu'il soit remplacé par Lobanoff, l'ambassadeur de Russie à Constantinople. Mais ceux qui sont au courant des choses n'en croient pas un mot et savent bien que Gortschakoff ne quittera jamais le pouvoir aussi longtemps qu'il vivra !...

J'interrompis le discours de M. de Bismarck pour lui demander l'orthographe exact de *Lobanoff*.

— Pardon, Votre Excellence, *Lobanoff*... *Gortschakoff*... où se trouve exactement l'accent dans ces deux mots ?

— Dans *Gortschakoff*, me répondit un peu brusquement le chancelier, on met l'accent où on veut : avant, après ou au milieu, peu importe !... Ce Gortschakoff, il est maintenant vieux, faible et décrépit ; mais ça ne l'empêche pas d'inspirer des publications germanophobes ! Il est populaire en Russie, mais sa popularité n'a fait qu'augmenter sa vanité. Je me rappellerai toujours l'avoir entendu dire à la convention de Reichstadt : « *Je ne veux pas filer comme une lampe qui s'éteint ; il faut que je me couche comme un astre !* »

Je pris un des grands crayons bleus du prince et j'écrivis presque sous sa dictée, pendant qu'il continuait.

— Vous pouvez dire tout cela... Vous pouvez dire en même temps que, comme homme politique, il a toujours été stupide. Pendant les quatre dernières années, tout ce qui a été fait, il l'a fait pour lui, et ça n'a pas été brillant... Quand il s'est occupé des relations austro-russes ou des relations avec la Roumanie, il n'a pas abouti à grand' chose. Il a été à Bucarest; il y est resté six mois, et que croyez-vous qu'il ait fait là-bas pendant tout ce temps ?... Eh bien, il a employé ses journées à courir après les femmes. Oui, ses affaires, c'était le beau sexe !...

M. de Bismarck dit ensuite que Chouwaloff était, selon lui, le successeur probale de Gortschakoff, lorsque ce dernier mourrait.

— Chouwaloff est un homme adroit, déclara le chancelier, mais qui n'a pas de chance. Il est trop en butte aux intrigues de cour pour pouvoir arriver. Autrement, Chouvaloff serait un excellent choix au point de vue de la paix.

Là s'est arrêtée la conversation que j'ai eue avec M. de Bismarck sur la politique russe. Elle a duré plus d'une heure. J'ai, aussitôt en rentrant, rédigé l'article demandé sur les données four-

nies et j'en ai envoyé une épreuve au chancelier.

6 *octobre* 1879. — Nouvelle entrevue avec M. de Bismarck. Il m'a reçu à six heures du soir dans son cabinet, et sa première question a été :

— Eh bien, docteur, comment se portent les patients?...

— Les patients, Votre Excellence?... Je ne vous comprends pas...

— Je veux dire les journaux...

— Ils sont plutôt malades, Votre Excellence...

— Alors, c'est comme ici au ministère des affaires étrangères: nous aurions bien besoin d'un médecin. Ça ne va pas... Bülow est très malade. Radowitz ne va guère mieux. Ils ont tous besoin de repos, et il est question pour les suppléer de faire venir quelques-uns de nos diplomates de l'étranger... Ah! dame! c'est que, vous savez, on dépense pas mal de force nerveuse ici!... Il faut se battre continuellement... L'empereur nous use tous petit à petit. Tenez, voilà Falk, le chapelain : il vient de donner sa démission. Il n'en pouvait plus... Et tous, les uns après les autres, ils en font autant... C'est surtout au ministère des affaires étrangères que l'épidémie

sévit. Là, la lutte est de tous les instants. Ma nature, à moi, est telle que j'ai pu résister pendant dix-sept ans, mais Bülow, par exemple, qui m'a remplacé seulement pendant quelques mois, y a attrapé une maladie de la moelle épinière, et il en mourra.

Le chancelier se tut, puis il reprit :

— Et tout cela, savez-vous d'où cela vient ? Cela vient de l'engouement de l'empereur pour la Russie. Moi aussi, je suis russe dans mes sympathies, mais je ne le suis pas aveuglément, comme l'empereur... Il ne veut rien savoir, rien entendre ; aucun argument, aucun raisonnement n'ont prise sur lui. Il a été à Alexandrowo malgré tout ce que j'ai pu faire pour l'en empêcher. Et, pendant ce temps-là, ils font de grands préparatifs en Russie ; ils ont augmenté leurs forces de 400,000 hommes ; ils ont maintenant presque autant de soldats sur le pied de paix que l'Allemagne. Ils peuvent mettre en campagne vingt-quatre nouvelles divisions, c'est-à-dire douze corps d'armée. Ils ont une masse de cavalerie sur la frontière, qui, en moins de trois jours, peut nous tomber dessus. Tout cela, l'empereur le sait ; on le lui a dit, mais il ne veut pas y croire. Ils lui ont tourné la tête à Alexandrowo en lui racontant des histoires sentimentales sur la reine Louise, si bien qu'il ne veut pas voir le dan-

ger et qu'il n'y a rien à faire... Et, pourtant, ça crève les yeux !... Contre qui tous ces armements sont-ils faits ?... A Saint-Pétersbourg, il y a des gens qui disent qu'il faut à tout prix conquérir Constantinople, mais qu'auparavant il faut rendre visite à Berlin. Il y en a d'autres qui disent que la vraie route de Constantinople, c'est Vienne, mais que la route de Vienne passe par Berlin... Il nous faut donc à tout prix chercher un allié, et l'endroit où nous le trouverons n'est pas bien difficile à déterminer. Nous préférerions évidemment avoir une bonne entente à la fois avec la Russie et avec l'Autriche ; mais, si nous sommes obligés de choisir entre les deux, notre choix est tout fait, et nous prenons l'Autriche pour des raisons nationales et autres. Il y a en Autriche neuf ou dix millions d'Allemands qui sont de cœur avec nous ; les Hongrois et même les Tchèques sont de notre côté... D'ailleurs, la Russie peut se passer aisément de notre concours : nous ne lui sommes pas d'une grande aide ; l'Autriche, au contraire, est faible ; elle peut être pour nous une alliée précieuse, et nous pouvons lui être utiles. Si nous pouvons mettre en avant, côte à côte, nos deux millions de soldats, les Russes, avec le nihilisme qui les ronge, y regarderont à deux fois avant de troubler la paix du monde ! L'idée d'une alliance avec l'Autriche

plaît aux princes allemands ; elle plaît au *kronprinz*, je le sais ; il n'y a que l'empereur qui ne veuille pas en entendre parler !... Sa santé physique va mieux, mais son état mental s'appauvrit de jour en jour...

Il y eut une nouvelle pause ; après quoi, M. de Bismarck ajouta :

— Oui, l'empereur ne comprend pas ce qu'on lui dit, alors même que c'est d'une simplicité enfantine, et il ne veut adopter aucune des mesures qui lui sont proposées. Lui, son frère et la princesse Alexandrine sont des partisans acharnés de la Russie. N'en dites rien dans la presse, au moins pour le moment !... Ne parlez pas non plus de mon intention de contracter une alliance pour maintenir la paix, car c'est en voie de formation ! Mais vous pouvez parler de la situation qui nous est faite à tous aux affaires étrangères et dire comment chacune de nos idées et de nos décisions est annihilée par les discussions du Reichstag et les vues personnelles du monarque. Vous pouvez dire que cette lutte de chaque jour use certains ministres à mort ; vous pouvez dire que tous, nous n'en pouvons plus, que nous sommes épuisés !... C'est comme cela que Bülow a été détruit. La faute en est à notre Gracieuse Majesté ; c'est Elle qui est responsable... Pauvre Bülow !

Les médecins disent que sa moelle épinière est atteinte. On va l'envoyer en Italie. Qui sait si nous nous reverrons jamais?... C'est pour moi un grand chagrin que de me séparer de lui !

Puis le chancelier revint encore à l'alliance avec l'Autriche, me répétant sous une autre forme ce qu'il m'avait dit déjà. Seul, l'empereur et les deux personnages princiers qu'il m'avait nommés faisaient obstacle à l'alliance ; mais l'Allemagne entière l'appelait de tous ses vœux.

Je demandai au chef quelle était l'attitude de l'empereur François-Joseph.

— L'empereur François-Joseph est très bien et très sensé, me répondit-il. Lorsque, récemment, je suis allé en Autriche, il est venu exprès à Vienne pour me voir : il a quitté sa chasse et tout. Il a adopté toutes mes idées et s'est déclaré prêt à faire tout ce que je voudrais dans l'intérêt de la paix.

M. de Bismarck m'a annoncé en terminant qu'il allait incessamment partir pour Varzin et qu'il y resterait vraisemblablement une grande partie de l'hiver.

— Friedrichsruh est trop près de Berlin, ajouta le chancelier. Je préfère Varzin, où je n'emmènerai personne avec moi...

C'est sur ces mots que je l'ai quitté.

9 *mars* 1880. — Le chancelier est revenu depuis peu de temps de vacances et a repris la direction des affaires étrangères.

J'ai reçu dans la matinée un mot de la chancellerie impériale m'invitant à venir dans la journée rendre visite au prince. Je suis aussitôt accouru et ai été presque immédiatement introduit.

Le chancelier était en civil; il portait un costume gris foncé et avait une grosse canne militaire à la main. Il avait l'air un peu fatigué et, pendant tout le temps de notre entrevue, il buvait de l'eau de Vichy, qu'un domestique lui apportait de quart d'heure en quart d'heure.

— Je désirais vivement vous revoir, m'a dit M. de Bismarck. Comme vous le voyez, ma santé est encore chancelante. Et, pourtant, je ne sais trop de quoi je me plaindrais : je dors admirablement — neuf heures par nuit — je mange de bon appétit, mais je me fatigue immédiatement et ne puis rester longtemps debout. C'est le résultat du surmenage de l'an passé et des énervements que j'ai subis...

Nous nous assîmes à nos places habituelles, et je m'apprêtai à écouter religieusement le discours que le chef allait me tenir.

— Vous vous rappelez, commença-t-il, que, la dernière fois que je vous ai vu, j'étais très inquiet

de l'attitude de la Russie. Je craignais vraiment qu'elle ne contractât une alliance avec l'Autriche, alliance à laquelle la France se serait jointe aussitôt... Dans les derniers temps, la Russie nous avait écrit des lettres brutales, nous sommant de l'appuyer dans la question d'Orient. Je m'étais alors dit qu'elle devait se sentir soutenue par l'Autriche, parce que, autrement, elle n'aurait jamais osé nous parler sur ce ton. Je savais d'ailleurs que, en même temps, Obroutcheff, le second et le confident de Milioutine, le ministre de la guerre, était à Paris et tâchait d'amener une alliance avec la France. Mais la France repoussa les ouvertures de la Russie, et elle nous informa de ce qui se passait par l'entremise de notre ambassadeur, absolument comme une femme vertueuse prévient son mari quand quelqu'un lui fait des propositions inconvenantes!... Tout cela ne m'en avait pas moins surexcité à un degré que je ne saurais dire.

M. de Bismarck se recueillit un instant, puis continua :

— J'avais toujours désiré arriver à une entente avec l'Autriche. Dès 1852, j'y avais songé. La confédération allemande existait alors encore. Je voulais que l'Autriche ne fût pas la seule à avoir de l'autorité en Allemagne et qu'elle ne mît pas

sans cesse la Prusse sous le boisseau. Je demandai en conséquence que la Prusse eût une situation dans la confédération qui lui permît de parler un peu plus haut et d'être en état de repousser les agressions des puissances voisines. A Vienne, ils ne voulurent jamais entendre parler de cela; ils dirent que ce n'était pas nécessaire, qu'il ne convenait pas à la Prusse d'avoir de pareilles prétentions et, d'ailleurs, que la Prusse avait plus besoin de l'assistance et de la bienveillance de l'Autriche que l'Autriche n'avait besoin de la Prusse. Nous continuâmes donc à être traités abominablement, si bien que nous fûmes obligés, un beau jour, pour notre conservation personnelle, de donner à l'Autriche une preuve matérielle qu'elle se trompait en pensant que nous avions absolument besoin d'elle et que nous pouvions nous passer de son concours. En 1866, nous prîmes la première occasion qui se présenta et nous flanquâmes l'Autriche à la porte!...

Un sourire de satisfaction éclaira, à ce souvenir, la figure de M. de Bismarck. Il poursuivit :

— Mais, malgré cela, je tenais à me réconcilier avec l'Autriche. Je fis tout ce que je pus pour cela en 1867 et en 1870; mais, avec Beust, il n'y avait rien à faire. Andrassy, quand il arriva au pouvoir, était mieux disposé. Je tâchai de m'entendre avec lui.

Les événements avaient marché : il fallait rajeunir ma vieille idée et lui donner une forme nouvelle. *Je voulais faire ouvertement une alliance constitutionnelle et indissoluble*, c'est-à-dire qui ne pût être dissoute, de notre côté, que par l'empereur, le conseil fédéral et le Reichstag et, du leur, que par l'empereur et les conseils transleithan et cisleithan... Nous allions aboutir, lorsque survint la guerre de Turquie et le congrès de Berlin. A Saint-Pétersbourg, ils se figurèrent que nous allions nous charger sans conditions de leurs intérêts et que nous allions appuyer aveuglément leurs demandes. C'était pourtant impossible, d'autant plus que la moitié de ce qu'ils voulaient était injuste et que l'autre moitié était dangereuse. Ils devinrent alors impérieux et arrogants et allèrent jusqu'aux menaces. Je fus inquiet, très inquiet... Je croyais, en voyant leur attitude, qu'ils s'étaient entendus avec l'Autriche et qu'une alliance entre eux était en train de se conclure. Dans ce cas, la France, sans aucun doute, se serait jointe à eux, et l'Angleterre, qui a l'habitude de se ranger toujours du côté des plus nombreux et des plus forts, aurait été de leur côté. J'étais réellement anxieux. C'est alors que vous me vîtes, peu de jours avant mon départ... A Gastein, où je me rendis, Andrassy vint, heureusement, me trouver et me rassura. Il

ne se passait rien entre l'Autriche et la Russie. Je n'avais aucune inquiétude à avoir de ce côté. Je demandai alors à Andrassy s'il ne croyait pas que le moment était venu de réaliser notre projet et de conclure enfin une alliance entre nos deux pays. Il me répondit que oui, que lui aussi était partisan de cette alliance, mais qu'il ne la voulait ni constitutionnelle ni publique. Il me développa ses raisons, et je finis par m'y rendre. Leur Reichsrath aurait tout le temps fourré son nez dans notre traité et aurait voulu y changer ou y ajouter quelque chose. Car — ça, c'est une consolation ! — ils ont un Parlement qui est encore pire que le nôtre !...

— Les partis y sont, je crois, plus divisés, interrompis-je.

— Oui, fit le chancelier, et ils sont plus combattifs... Donc, reprit-il, à part cela, Andrassy fut entièrement d'accord avec moi, et il repartit pour Vienne, où l'empereur d'Autriche approuva sans restriction tout ce que nous avions décidé et se déclara énergiquement en faveur de l'alliance. Mais nous avions compté sans mon empereur, à moi ! Il se mit à faire des objections brutales. Il voulait sacrifier le salut de la patrie sur l'autel de son amitié russe. Il ne voulait pas convenir que les Russes avaient été aussi insolents et perfides

que possible. Tout le monde était pourtant d'accord là-dessus. L'archiduc Albrecht, qui était incontestablement russophile, a dit plus tard à Andrassy : « Je me réjouis de l'alliance austro-allemande, parce que les Russes sont les derniers des intrigants ! » Ce que je dus me démener alors ! J'écrivis peut-être plus de mille pages. Je travaillais le jour et la nuit, j'employais tout ce que j'avais d'arguments et d'éloquence, je priais, je suppliais, et tout cela en vain... Andrassy, fatigué, parlait de se retirer. Il n'en pouvait plus et voulait prendre sa retraite. Il avait déjà fait choix de son successeur. Mais, sur mes instances, il consentit à rester. Je sentais que, s'il partait, je n'arriverais jamais à rien faire avec les autres. J'étais alors à Vienne. J'adressai lettres sur lettres à Berlin, à l'empereur, qui continuait à faire la sourde oreille. Enfin, il céda !... Je quittai Vienne et demandai un congé. Mais je n'avais pas tourné le dos que mon gracieux maître voulait déjà revenir sur sa décision. Je dus lui expédier Stolberg, qui se comporta très bien dans la circonstance et qui lui fit maintenir ce qui avait été convenu. Aujourd'hui, la chose est faite, et j'espère qu'elle durera !... Je dois dire que, dans tout cela, l'empereur François-Joseph s'est honorablement et fidèlement comporté.

— Alors, demandai-je au chancelier, l'empe-

reur a vraiment fini par signer le traité?... Jusqu'à présent, j'avais toujours cru qu'il s'y était refusé...

— Oui, dit M. de Bismarck, il l'a vraiment signé.

— Et, poursuivis-je, enhardi par la confidence du chef, c'est un traité formel ? Ce n'est pas un simple protocole?...

Le prince sourit, et, hochant la tête, il me répondit, en bas-allemand :

— *Dat kann ik Se nicht seggen.* (Ça, je ne peux pas vous le dire).

— Pourtant, me permis-je de répliquer, Votre Altesse a, plusieurs fois, prononcé devant moi le mot de *traité.*

— Oui, fit le prince, mais vous ne devez pas l'écrire. Il ne faut pas que personne le sache!... Et puis, protocole ou traité, tout cela, c'est la même chose pour moi!...

Il se tut pendant quelques secondes et se mit à egarder par la fenêtre.

— Il fait bien beau, n'est-ce pas, aujourd'hui? me dit-il. La nuit dernière, nous avons eu trois degrés de froid, et, maintenant, je vois qu'au thermomètre il y a près de quinze degrés de chaleur...

— Pardon, Votre Altesse, il y en a même dix-neuf.

— Tiens, oui, c'est vrai! Dix-neuf!... Alors, je

puis sortir sans avoir peur d'attraper froid. Je m'en vais, pour une fois, aller me montrer au Reichstag et les honorer de ma présence.. Ah! tous ces députés, à quelque parti qu'ils appartiennent, ils se ressemblent! C'est un troupeau d'esclaves! Tous à plat ventre devant le maître de demain!... La seule différence, c'est que les conservateurs le sont en public, tandis que les libéraux le sont en secret. Mais, à part cela...

Je pris la liberté de faire observer au chancelier qu'il en était absolument de même en Angleterre, où chacun se montrait très déférent envers la reine et le prince de Galles.

— C'est vrai, répliqua M. de Bismarck, mais il y a cette nuance que la reine, elle, n'intervient pas dans les affaires d'Etat et qu'elle ne peut pas modifier la politique de ses ministres du jour.

Notre long entretien s'est terminé par la question usuelle :

— Où en est Votre Altesse avec l'impératrice? Est-ce qu'elle met toujours des bâtons dans les roues?...

Le chancelier y a fait la réponse coutumière :

— Toujours! Elle ne cesse d'intriguer avec les ultramontains, et c'est à elle que je dois les notes

grossières et brutales que je viens de recevoir et qui sont là sur mon bureau.

Sur ces mots, j'ai pris congé du chancelier.

12 *mars* 1880. — Je viens d'écrire pour le *Grenzboten* un article intitulé l' « Alliance austro-allemande », où j'ai reproduit quelques-unes des idées du chancelier, mais en les atténuant considérablement. L'article n'en a pas moins eu grand succès et a été reproduit par presque tous les journaux étrangers.

20 *mars*. — Reçu, dans la matinée, le mot suivant du comte Herbert :

Cher Monsieur,

Mon père désirerait vous voir tout de suite, si c'est possible, ou bien à deux heures et demie de l'après-midi. Il doit se rendre au palais à une heure quarante-cinq. Si vous ne pouvez venir à une heure, soyez donc assez bon pour venir à deux heures trente.

Bien à vous.

Comte Herbert de Bismarck.

A deux heures quinze, j'étais dans le cabinet du prince.

Dès qu'il me vit, il prit une enveloppe qui se trouvait sur sa table et en sortit un article de journal. C'était mon article sur l'alliance austro-allemande, que je lui avais envoyé la veille.

— Est-ce vous qui m'avez envoyé cela? me demanda M. de Bismarck.

Je répondis que oui, que j'avais pris cette liberté.

— Hem ! fit-il, alors, ce n'est pas une épreuve et ça a déjà paru?

— Cela a non seulement paru, Votre Excellence, mais cela a été reproduit dans presque tous les journaux et télégraphié à Londres.

— Je le regrette. L'article est bon. Vous avez une mémoire prodigieuse. Mais, quoique vous ayez considérablement atténué ce que je vous ai dit, il y a encore bien des choses là-dedans que j'aurais voulu voir modifier. C'est trop assaisonné, trop épicé!...

Il lut à haute voix le passage où il était question de la perfidie et de l'insolence de la Russie et me dit :

— Voyez-vous, c'est très exact, c'est même au-dessous de la vérité; mais ça aurait dû être exprimé avec plus de tact. Il aurait fallu faire vibrer une autre corde... Il aurait fallu dire que ce que nous voulons, c'est la paix, mais la paix

après avoir ceint notre armure et chargé notre revolver... Et puis il y a bien des choses que je vous ai dites pour votre information personnelle, mais que je ne tenais pas à voir reproduites... Vous pouvez être sûr que certains passages vont être marqués et envoyés à l'empereur. Augusta s'en chargera, ou bien, si ce n'est pas elle, ce sera le prince Charles, qui a toujours été russophile enragé... Je crois bien! Il a de bonnes raisons pour ça!...

Et le chancelier, frottant son pouce contre son index, fit le geste de compter de l'argent.

— Comment? m'écriai-je, il aurait été payé?...

— Pardi!... Ou à peu près!... Allons, vous le savez bien!...

Nous changeâmes la conversation.

— Votre Altesse veut-elle me permettre, dis-je, de lui demander quelle est l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de l'alliance austro-allemande?

— Elle ne s'en occupe pas pour le moment. Elle est tout entière absorbée par ses élections. L'attitude qu'elle prendra dépendra beaucoup des résultats... Les Italiens, eux, espèrent que Gladstone sera victorieux... Ils espèrent en tirer je ne sais quel profit... Ils ressemblent à ces corbeaux qui se nourrissent de charogne et attendent autour des champs de bataille qu'on leur laisse quelque

chose à manger!... En 1870, ils étaient prêts à nous tomber dessus avec les autres, pourvu qu'on leur donnât un morceau du Tyrol. Un diplomate russe en était scandalisé. « Comment? disait-il, ils réclament encore quelque chose et ils n'ont pas perdu de bataille! » Il n'en pouvait croire ses oreilles...

Nous parlâmes de la honteuse défaite de Lissa, où l'amiral italien s'était enfui comme un poltron, et je dis au prince que les gens mouraient de faim en Italie et ployaient sous la charge des impôts.

— Oui, répliqua M. de Bismarck, c'est ça la vraie *irrendenta Italia!* Ils feraient bien mieux le chercher à se nourrir au lieu de songer à faire des conquêtes. Ils finiront par se trouver un jour dans le même état que l'Espagne sous Isabelle; le roi de Naples et le pape rentreront dans leurs royaumes... Voyez-vous, il n'y a pas à dire, la Russie et l'Italie sont les seules puissances, à l'heure actuelle, qui troublent la paix!...

La conversation tomba ensuite sur le pape Léon XIII. M. de Bismarck déclara qu'il était plus conciliant que son prédécesseur, mais que l'antagonisme qui existait autrefois entre le gouvernement de Berlin et la curie romaine n'en subsistait pas moins.

— Je sais bien, dit le chef, qu'il y a des gens

qui préfèrent avoir la paix à tout prix et qui, pour être tranquilles, n'hésiteraient pas à aller à Canossa. Le *kronprinz* est du nombre... Ce qu'il veut avant tout, c'est une vie calme et exempte de trouble. Il a horreur de la lutte et il évite, dès maintenant, toute complication, parce qu'il sait bien que son tour approche et que *le vieux* n'ira pas loin...

— Cela me rappelle, fis-je, ce que Votre Altesse m'a dit autrefois à son sujet le jour de la bataille de Beaumont : vie tranquille, beaucoup d'argent et des éloges de la part des journaux...

— Oui, reprit le prince, c'est son caractère. Il ressemble d'une façon frappante à son grand-père Frédéric-Guillaume III... Le vieux monarque venait, sept fois par semaine, de l'île des Paons ou de Potsdam à Berlin. Il allait au théâtre voir jouer quelque pièce de bas étage et, aussitôt que le rideau était baissé, il montait sur la scène pincer le menton aux petites actrices. Puis il s'en allait comme il était venu... Il en est de même du *kronprinz* : il ne demande pas à gouverner, mais à s'amuser. Il compte bien me garder lorsqu'il montera sur le trône; mais, moi, je compte bien m'en aller... Et, pourtant, quand on pense, il n'y aurait pas besoin d'un Frédéric le Grand pour régner... Il suffirait d'un Frédéric-Guillaume Ier;

il suffirait même d'un Frédéric-Guillaume II, s'il n'était pas si efféminé!

Le chancelier se remit alors à parler des tracas et des ennuis qu'il avait. Il avait à lutter contre une opposition implacable qui le harcelait et ne lui laissait pas un moment de répit.

— Le danger, dit-il, ne me vient pas d'un seul côté : il m'environne de toutes parts.

Il sourit et continua :

— Ça me rappelle cette caricature d'un journal satirique qui représentait un journaliste attaqué à la fois par un serpent, un lion, un crocodile et un ours. Il ne bronchait pas et s'écriait : « Quel bel article ça va faire pour mon journal! » Moi, je l'avoue, je ne saurais avoir cette impassibilité!...

Il passa en revue ses successeurs probables et dit :

— Le choix ne sera pas facile. Tous ces messieurs sont confortablement installés dans leurs ambassades et ne tiendront pas plus que ça à venir ici entreprendre le gros travail... Hatzfeldt ferait l'affaire. Il est intelligent et utile, mais il n'a pas de revenus et il aurait des tendances à s'associer avec des financiers. Il faudrait lui faire quelques cadeaux. Alors, ça pourrait marcher!... Il y a aussi Hohenlohe, qui est habile, mais les

autres s'en servent toujours dans leur propre intérêt... Mon fils aîné a bien travaillé sous mes ordres depuis sept ans, et il promet beaucoup, mais lui non plus ne ferait pas l'affaire... Il est trop jeune !...

Là-dessus, le chancelier s'est levé et m'a tendu la main. Au moment où j'allais m'en aller, il m'a rappelé et m'a dit :

— Et vos articles, n'est-ce pas ? n'oubliez pas !... Tout à fait gentiment et diplomatiquement !...

CHAPITRE VIII

LES LUTTES POLITIQUES DU CHANCELIER

9 *avril* 1880. — La lutte que M. de Bismarck soutient contre la cour, contre le Reichstag et contre certains personnages haut placés a pris soudain un caractère aigu. Les journaux parlent ouvertement depuis quelques jours de la retraite du chancelier. Je viens de lui écrire pour lui demander si je ne pourrais pas lui être de quelque utilité et s'il ne désirait pas me voir.

11 *avril*. — Reçu la réponse à ma lettre

d'avant-hier. Le secrétaire du prince me prie de passer à la Wilhelmstrasse à quatre heures.

A l'heure dite, je me suis rendu au ministère des affaires étrangères et ai été introduit aussitôt.

Le chancelier m'a paru inquiet et fatigué.

— Les choses vont mal depuis quelque temps, m'a-t-il dit. La lutte est plus violente que jamais entre les personnages officiels et moi... Je n'en puis plus !

Il m'a longuement exposé les causes de la crise qu'il traversait. Son autorité avait subi des amoindrissements qu'il ne pouvait tolérer : on avait profité des vacances prolongées qu'il avait prises l'année précédente pour empiéter sur ses prérogatives. Enfin, le désaccord était profond entre le conseil fédéral et lui. Le conseil fédéral avait pris plusieurs décisions qu'il ne pouvait refuser d'exécuter, mais dont il refusait d'accepter la responsabilité.

J'ai pris des notes pendant que le chef parlait ; j'ai même écrit plusieurs feuillets sous sa dictée, qui vont me servir pour un article dans le *Grenzboten* où j'exposerai les motifs exacts de la crise actuelle.

11 *mai* 1880. — Vu, ce matin, le chancelier, qui m'avait fait appeler.

Il m'a longuement parlé des attaques dont il était l'objet dans la presse.

— Avez-vous remarqué, m'a-t-il dit, la joie des libéraux à la nouvelle que, dorénavant, je ne m'occuperai plus des affaires intérieures de l'Allemagne, mais que je me confinerai dans la politique étrangère?... Ils ont été jusqu'à dire que je n'avais rien fait de bon au-dedans. Il me semble que, pourtant, j'ai accompli quelques petites choses. C'est moi qui, par deux fois, ai fait voter le septennat militaire et ai ainsi évité un conflit entre le roi, qui voulait un budget permanent, et le Reichstag, qui en réclamait un annuel! C'est moi qui ai mis en vigueur les nouveaux tarifs douaniers! Enfin, c'est moi qui leur ai fait avoir les cinq milliards de 1871, qui les ont sauvés de la banqueroute!... Quand je n'aurais fait que cela, il me semble que ce ne serait pas si mal... Les politiciens ne veulent pas voir ça, mais le pays le comprend, j'en suis sûr, et il en saisit les conséquences.

Le chef m'a ensuite longuement entretenu de la lutte qu'il soutenait contre le centre et les catholiques et m'a donné de nombreuses indications à ce sujet.

J'ai demandé à M. de Bismarck s'il avait entendu parler d'un M. Thorndike Rice, qui était

américain et publiait, à New-York, une revue mensuelle, la *Revue de l'Amérique du Nord.*

Ce M. Rice était venu me voir plusieurs fois et m'avait demandé de lui obtenir pour sa revue un article signé de M. de Bismarck lui-même. Il m'avait dit qu'il était prêt à le payer jusqu'à 25.000 francs s'il était nécessaire. Je lui avais répondu que c'était inutile et qu'il ne fallait pas y songer. Il m'avait alors demandé si je ne consentirais pas à écrire l'article, et si M. de Bismarck ne consentirait pas à mettre simplement son nom au bas. Je lui avait dit que cela se pouvait encore moins. Il s'était finalement contenté d'un article de moi, signé de mon nom.

Je n'en avais plus entendu parler, mais Blowitz venait d'envoyer une dépêche au *Times*, où il racontait que Rice était encore revenu à la charge et avait été trouver lui-même le chancelier, sans plus de succès, d'ailleurs.

— C'est vrai, dit le chancelier : il est effectivement venu pour me voir; mais ce n'est pas moi qui l'ai reçu, c'est mon fils. Je lui ai fait répondre que j'étais trop occupé pour m'adonner à mes penchants journalistiques et pour toucher la forte somme qu'il venait m'offrir.

28 *octobre* 1880. — Bücher est venu me trouver

et m'a remis l'article suivant, qui lui avait été dicté par le chancelier. Il désirerait que je le fisse passer dans le *Daily Telegraph*.

Voici cet article :

« La situation est devenue ici des plus critiques. Il s'agit de savoir si le chancelier impérial restera au pouvoir ou s'il se retirera. La cause de la crise réside dans la nomination du secrétaire d'État pour les affaires étrangères. Il convient, d'ailleurs, d'ajouter que les difficultés en présence desquelles on se trouve ont un caractère personnel et non un caractère officiel. Le *leader* de l'opposition à la cour est le général comte Goltz, frère de l'ancien ambassadeur à Paris, qui cherche à gagner sur un autre terrain les lauriers qu'il n'a pu conquérir sur le champ de bataille, et M. de Radowitz, qui est en ce moment chargé d'affaires à l'ambassade de Paris, paraît être le candidat désigné au sous-secrétariat d'État.

« Ce serait une chose extraordinaire et qui pourrait avoir les conséquences les plus imprévues si le chancelier, précisément alors qu'il paraît jouir d'une autorité pleine et entière dans la conduite des affaires européennes, était obligé de céder à une intrigue de cour et de se retirer du pouvoir. Cette chose serait même tellement

extraordinaire qu'elle serait improbable si la source de mon information n'était pas des plus autorisées, et si je ne connaissais pas exactement les faits et gestes de tous les personnages de ce drame.

« Ce n'est, d'ailleurs, pas la première fois que ce chancelier a à lutter contre des intrigues de cour et qu'il est contraint d'offrir sa démission. Pareil fait s'est déjà produit en 1877. Nous ne pouvons que regretter, quant à nous, que le dévouement de M. de Bismarck à son pays et à ses compatriotes soit ainsi subordonné au service qu'il doit à son roi. Nous ne pouvons que déplorer qu'à l'heure actuelle la grandeur de la tâche qu'il s'est imposée ne l'ait pas encore émancipé de la tutelle de la cour et des influences dynastiques. Nous espérons, malgré tout, qu'il arrivera à surmonter tous les obstacles qu'on accumule sur sa route, quoique nous ayons le regret d'apprendre que, lui, les considère comme insurmontables... »

Une autre cause de la crise que cet article n'énumère pas, mais qui est la vraie, c'est que le vieil empereur s'est avisé de vouloir intervenir directement dans la question d'Orient et d'envoyer des télégrammes derrière le dos du chancelier. En outre, M. de Bismarck voudrait faire revenir au-

près de lui Hartzfeldt, notre ambassadeur de Constantinople, tandis que Goltz a persuadé au roi de nommer Radowitz.

3 *novembre* 1880. — J'ai envoyé, suivant le désir du chef, l'article au *Daily Telegraph*, et j'ai reçu de l'éditeur une dépêche m'affirmant qu'il paraîtrait.

Mais Bücher, que je viens de voir, m'a annoncé que la crise était terminée. M. de Bismarck a, paraît-il, adressé un long rapport, de dix-sept pages, à l'empereur. Le vieux monarque, qui était en train de chasser, à Ludwigslust, lui a aussitôt télégraphié :

« Viens de lire vos explications et suis d'accord avec vous. R (Radowitz) ira à A (Athènes). »

Bücher a, en outre, ajouté que Radowitz était attendu dans la journée. Il avait écrit qu'il acceptait d'aller à Athènes, mais qu'il réclamait seulement qu'on lui donnât plus que le traitement habituel, parce que, à Paris, il avait, en outre de ses appointements, quelques petites allocations. Il paraît que les bureaux à Berlin sont absolument opposés à ce supplément de traitement, et, pour éviter les réclamations, on devra avoir recours aux ressources du fonds guelfe.

20 *janvier* 1881. — Longue conversation avec le chancelier. Il m'a développé les motifs de l'antagonisme profond qui existe, à l'heure actuelle, entre les progressistes, les libéraux et lui. Il est aussi, m'a-t-il dit, en butte aux attaques de la presse juive. Il désire que je fasse un article sur tout cela.

— Il faut surtout, m'a-t-il recommandé, bien distinguer. Il y a juifs et juifs... Ceux qui sont devenus riches ont cessé d'être dangereux. Ils ne font jamais de barricades et payent très exactement leurs impôts. Ce sont ceux qui n'ont rien, et notamment ceux qui écrivent dans les journaux, qui sont entreprenants et dont il faut se méfier...

Le chancelier est plus content de la marche des affaires étrangères que de celle des affaires intérieures.

— Au dehors, cela va bien, m'a-t-il dit. Nos relations avec la France sont bonnes. Les Français veulent la paix, nous aussi! Nous leur rendons quelques petits services... Pas sur le Rhin! Ce ne serait pas possible, mais ailleurs... Avec l'Angleterre, ça n'allait pas mal non plus du temps de Beaconsfield, mais, maintenant, c'est le professeur Gladstone qui est là, et, en politique, il ne fait que des stupidités. Il s'est aliéné les Turcs, il a fait des folies en Afghanistan et au

Cap, et il ne sait pas s'y prendre avec l'Irlande. Il n'y a rien à faire avec lui!...

3 *mai.* — La lutte du chancelier contre les partis continue. J'ai causé avec lui pendant une longue heure. Il ne m'a pas caché son intention d'éloigner le Reichstag de Berlin et de le convoquer dans quelque autre ville.

— Je ne vois pas, m'a dit le chef, pourquoi je ne le ferais pas. Rien dans la Constitution ne s'y oppose. L'empereur a le droit absolu de réunir le Reichstag où il lui convient. Nous avons le choix entre Breslau, Cologne, Nuremberg ou Cassel. Les députés seront partout bien accueillis, et ça ne leur fera pas de mal de changer un peu d'air!... Ils seront dans une autre atmosphère, ils feront connaissance avec d'autres populations, ils subiront d'autres influences. Il ne faut pas se figurer que Berlin soit toute l'Allemagne, pas plus qu'il ne faut confondre Paris avec la nation française. Chez les deux peuples, les capitales renferment des gens tout à fait différents du reste du pays... Vous pouvez voir, d'ailleurs, que, dans tous les États, le Parlement ne se réunit pas forcément dans la capitale. Aux États-Unis, les Chambres sont à Washington, qui est une ville

de médiocre importance. En France, elles se sont longtemps réunies à Versailles, et il serait bon de savoir si, un jour, on ne regrettera pas leur retour à Paris...

Nous avons parlé de la politique coloniale française, et j'ai dit à M. de Bismarck que je venais de faire un article sur Tunis et sur la prochaine occupation de la Tunisie par la France.

Le chancelier n'en a pas paru ravi.

— Hum! a-t-il fait, j'aurais autant aimé que vous n'écriviez rien... C'est dangereux, ce sujet-là!... Et puis il y a un tas de gens qui se figurent que tout ce que vous écrivez, c'est moi qui l'inspire.

J'ai rassuré le chef et lui ai dit que mon article était purement historique et géographique, qu'il était conçu dans un esprit bienveillant et que j'y exprimais l'espoir que la France réussirait.

— Ah! m'a dit M. de Bismarck, j'aime mieux ça! Vous pouvez dire aussi que nous serons heureux de voir ces provinces, jadis fertiles et aujourd'hui abandonnées, tomber entre les mains d'un grand peuple continental qui y apportera la civilisation... Ne montrez, toutefois, pas trop de bienveillance, parce que les Français se susceptibiliseraient et diraient qu'ils n'ont pas besoin de notre autorisation pour commencer les hostili-

tés... Ne parlez pas non plus de l'Angleterre et de l'Italie : c'est notre intérêt qu'elles se brouillent avec la France. Et puis, pendant que les Français seront occupés à Tunis, ils ne regarderont pas du côté de la frontière du Rhin!...

Dimanche 26 *juin* 1881. — Le prince m'a fait appeler ce matin. Il avait l'air très fatigué : on aurait dit qu'il sortait de maladie. Ses yeux étaient cernés, et il avait laissé pousser sa barbe.

— Je vais mal, m'a-t-il dit, très mal!... Je me sens faible et oppressé; j'ai des douleurs partout : dans le corps, dans la poitrine, dans la tête. Cela vient de la surexcitation à laquelle j'ai été récemment condamné et du travail énorme auquel j'ai dû me livrer... Le roi est sans pitié! Il sait que je suis malade, et il m'envoie chaque jour une quantité de notes auxquelles il faut que je réponde. Ce que j'éprouve, je l'ai déjà eu plusieurs fois. Je l'ai eu en Russie, quand ils voulaient commettre la gaffe de mobiliser pour l'Autriche dans la guerre avec l'Italie. Je l'ai eu en 1866, pendant la campagne de Bohême; en 1870, à Versailles; en 1877, quand Augusta et son entourage intriguaient contre moi; je l'ai eu chaque fois que j'ai eu à traverser une crise politique quelconque...

Le chancelier s'est ensuite livré à une longue diatribe contre le parti progressiste, qu'il a accusé de s'être toujours systématiquement opposé à tout ce qu'il avait voulu. Il m'a déclaré que c'était entre le parti progressiste et lui une lutte à mort et il m'a demandé de faire ressortir dans un article tous les méfaits dont ce parti s'était rendu coupable.

M. de Bismarck s'est ensuite violemment élevé contre les juifs.

— Ils sont d'accord, s'est-il écrié, avec mes adversaires progressistes! Et pourtant, je ne leur ai jamais fait que du bien. C'est à moi qu'ils doivent les privilèges politiques dont ils jouissent dans l'empire. Mais qu'ils prennent garde et qu'ils ne me forcent pas à me défendre contre eux!...

Je n'ai pu qu'encourager le prince dans ces bonnes résolutions et je lui ai dit que, s'il prenait jamais quelque mesure contre les israélites, il aurait avec lui, dans sa lutte, dix millions d'Allemands qui détestent les juifs.

31 *juillet*. — Bücher vient de m'envoyer l'entrefilet suivant de la part du chancelier avec prière de le faire passer, si possible, dans le *Daily Telegraph :*

« On dit qu'une société secrète vient de se former en Russie qui s'est organisée sur les mêmes bases et avec les mêmes moyens que les sociétés de nihilistes. Elle a pour but de combattre les nihilistes avec leurs propres armes. Elle les tiendra en échec en tuant ou en faisant disparaître leurs chefs dans les contrées où ils se sont réfugiés, en Suisse et en Angleterre. Nous ne pouvons que regretter, quant à nous, que des gens honorables et de fidèles sujets en soient réduits à de pareils moyens pour défendre leur monarque. »

1er *août*. — Bücher vient de m'envoyer le mot suivant :

« Herbert me télégraphie de ne pas faire partir le paragraphe sur la société antinihiliste. Veuillez, en conséquence, donner des ordres pour qu'il ne paraisse pas. »

25 *octobre*. — Bücher me prie de démentir que Gambetta ait fait une visite à Varzin.

— Je regrette, m'a-t-il dit, que ce soit inexact. Ça aurait rendu Gambetta pour toujours impossible en France !...

28 *octobre*. — Le bruit de la visite de Gambetta, malgré mon démenti, continue de courir.

J'ai rencontré S. Exc. von Thile sur le Potsdamer platz, qui m'a dit qu'il savait de source sûre que la visite avait eu lieu.

Je lui ai demandé de me dévoiler sa source.

— Eh bien, m'a-t-il dit, je me trouvais à Francfort lorsque, au cours d'une conversation avec le propriétaire de mon hôtel, je m'informai s'il y avait quelque chose de nouveau. « Parfaitement, me répondit-il. Il vient de se passer un fait d'une importance capitale. Gambetta, en retournant en France, est descendu ici, à l'hôtel. Un de mes garçons a demandé à son valet de chambre où ils avaient été, et le valet de chambre a répondu, d'un air mystérieux. « *Nous avons été à la campagne* « *dans les environs de Dantzig !* » Vous voyez, cela ne saurait donc faire de doute : Gambetta a bien été à Varzin.

15 *novembre*. — Je viens de voir le chancelier, qui est de retour à Berlin. Je lui ai demandé ce qu'il y avait d'exact dans les bruits de la visite de Gambetta.

— Il n'y a pas un mot de vrai, m'a répondu M. de Bismarck. Mon Dieu, je ne dis pas que,

quand il était à Dantzig, il n'ait pas eu l'idée de venir faire un tour à Varzin. Mais il a dû réfléchir avant de rien faire, et on a dû lui écrire de Paris qu'une pareille visite ferait un déplorable effet en France...

La lutte que le chancelier soutient contre ses adversaires politiques est plus âpre que jamais. Les élections qui viennent d'avoir lieu, quoique n'ayant pas mis les partisans du chancelier en minorité, n'ont pas été aussi satisfaisantes qu'il l'espérait.

— Vous ne savez pas, m'a dit le chef, ils ont inventé une nouvelle calomnie. Ils escomptent mon attachement à l'empereur et prétendent que je suis rivé au pouvoir, que rien ne m'en fera partir... Ah ! ce que j'ai envie de leur dire : « Tenez, le voilà, le pouvoir ! Prenez-le, et voyons « ce que vous allez faire ! » Mais je ne pourrais faire cela que si j'étais mis en minorité sur une question importante, et non pas simplement sur des résultats électoraux... Je sais, d'ailleurs, que l'empereur lui-même a étudié la question et qu'il est assez disposé à faire un essai et à me laisser m'en aller pendant une session... Les choses ne peuvent pas continuer plus longtemps de la sorte !... Je ne veux pas abandonner l'empereur : ce serait trop mal de laisser ce vieillard dans

l'embarras ; mais je ne veux pas non plus abandonner mes convictions et je demande à être traité avec plus d'égards...

Le chancelier s'est tu, puis il a repris à voix plus basse :

— Je suis malade et fatigué; je n'en puis vraiment plus : je voudrais me retirer, il faudrait que je me retire ; mais je ne veux pas laisser le vieil empereur seul. C'est un serment que je me suis fait quand il était couché à terre, là-bas, après l'attentat. Je me suis juré alors que jamais je ne l'abandonnerais... Quoi qu'il advienne, je tiendrai mon serment !...

CHAPITRE IX

M. DE BISMARCK

L'ANGLETERRE ET LES PRINCESSES ANGLAISES

8 *juin* 1882. — Le prince m'a fait dire ce matin qu'il désirerait me voir dans la journée. Je suis aussitôt accouru aux affaires étrangères et j'ai eu avec lui une conversation qui a duré une grande heure.

Le chef m'a paru bien portant et de bonne humeur. Lorsque je suis entré, il m'a salué d'un « Bonjour, Büschlein. »

Il m'a invité à m'asseoir à ma place accoutumée, en face de lui, et, d'un ton enjoué, il m'a dit:

— Vous comptez, n'est-ce pas, que je vais vous donner un peu de nourriture pour votre journal? mais je dois vous prévenir que je n'ai, aujourd'hui, que de très petits plats... L'Herzégovine vient de m'être enlevée, et il ne me reste plus qu'un petit morceau d'Egypte.

Puis, prenant un ton plus sérieux, il continua :

— La question d'Egypte ne nous intéresse pas directement. Elle intéresse surtout l'Angleterre et la France. Mais les Anglais me paraissent avoir mal emmanché l'affaire. Ils ont fait venir leurs cuirassés devant Alexandrie et, maintenant, ils ne savent plus où donner de la tête. Ils appellent toute l'Europe à leur secours et veulent réunir une conférence. Qu'est-ce que pourra bien faire une conférence ? Les intérêts des puissances ne sont pas les mêmes, et on ne pourra jamais arriver à aucune conclusion pratique... Tout cela, c'est la faute de la politique absurde du professeur Gladstone. Il veut arriver à une entente avec la France et la Russie et il n'oublie qu'une chose : c'est que les intérêts de la Russie et de la France sont diamétralement opposés à ceux de l'Angleterre !... Il a compromis tous les résultats que, depuis quatre-vingts ans, l'Angleterre avait obtenus par ses rapports avec l'Autriche et la Turquie. Il a cru faire

un miracle en les offensant et en les indisposant toutes deux...

M. de Bismarck a ajouté que, d'ailleurs, la France, elle aussi, venait de faire fausse route dans cette question égyptienne.

— La France, a-t-il déclaré, ne se rend pas compte de l'état des choses. Elle ne comprend pas que l'Egypte est d'une importance capitale pour l'Angleterre à cause du canal de Suez. Elle ne voit pas que la mer Rouge relie les ports britanniques de l'est aux ports de l'ouest, comme l'épine dorsale relie les reins au cerveau... Elle se figure que le prestige que la Porte peut gagner en intervenant dans les affaires égyptiennes est une atteinte à son prestige, à elle. Elle ne sait pas que la Porte est un vieux propriétaire européen qui n'a pas le sou, qui est endetté jusqu'au cou et qu'on peut toujours ramener à la raison quand il devient gênant!... J'ai eu beau démontrer aux Français qu'ils avaient tout à craindre d'un empire où Arabi serait le maître, tandis qu'ils n'avaient rien à craindre d'un pays où l'influence turque dominerait; j'ai eu beau leur expliquer combien une Egypte indépendante serait préjudiciable à leurs intérêts en Afrique; ils n'ont pas voulu m'écouter. Et, pourtant, ils ont de grands intérêts là-bas: ils sont quatorze mille Français contre à peine trois

mille Anglais ! M. de Freycinet a bien reconnu que tout ce que je disais était vrai, mais il a peur des traditions, il a peur des difficultés. Il a peur surtout de Gambetta, qui le manipule à son gré !...

Après avoir réfléchi un instant, le chancelier a repris :

— Ah ! si les Français avaient coopéré à l'occupation militaire avec les troupes anglaises, cela changeait joliment la face des choses !... Les Français disposent de bien plus d'hommes que les Anglais, qui ont l'Irlande sur les bras : ils auraient donc envoyé des forces beaucoup plus considérables que leurs alliés et, envoyant des forces plus considérables, ils auraient eu la haute main sur les opérations. C'est bien le diable si, après, on avait pu les déloger du pays !... Maintenant, l'affaire est beaucoup plus embrouillée. Nous n'allons certainement pas nous en mêler, parce que ce n'est pas notre besogne de tirer les marrons du feu pour le compte des autres, et surtout pour le compte de l'Angleterre. Me brouiller avec le sultan, c'est une suggestion que je déclinerai toujours très poliment !...

J'ai rappelé au chancelier que pareille situation s'était déjà produite quand, lors de la guerre russo-turque, l'Angleterre avait voulu que nous empêchions la Russie d'ouvrir les hostilités.

— Oui, a fait M. de Bismarck, c'est la même chose. La reine Victoria m'écrivit alors, à moi et à l'empereur... Mais, cette fois-ci, il faudra bien que les Anglais s'en tirent comme ils pourront. Comme ils auront fait leur lit ils se coucheront!...

15 *juillet* 1882. — Rendu visite à Bücher. Il s'est vivement plaint des nouveaux procédés que l'on a introduits à la chancellerie impériale. Il paraît que Herbert de Bismarck, qui est secrétaire à l'ambassade de Londres, envoie directement à son père, à Holstein et à Rantzau des rapports confidentiels sur ce qui se passe à Londres dans la société ou dans les clubs. La plupart du temps, ce ne sont que des potins; mais on les place néanmoins sous les yeux de l'empereur et on les reproduit dans les journaux. Bücher trouve qu'il serait plus correct de la part d'Herbert de rapporter ce qu'il entend à son chef direct, l'ambassadeur, qui en ferait l'usage qu'il jugerait à propos dans ses dépêches diplomatiques.

Bücher m'a confirmé ce que le chef m'a dit récemment au sujet de l'attitude et des façons de penser du prince Guillaume, le petit-fils de l'empereur. Le jeune prince a, paraît-il, hautement désapprouvé la conduite politique de sa

mère, la princesse royale. Il a dit qu'il regrettait très vivement qu'elle se soit embrigadée dans le parti progressiste et qu'elle lise certains journaux qui en sont les organes attitrés.

20 *décembre* 1882. — Le chancelier m'a parlé des armements que la Russie était en train de faire et ne m'a pas pas caché qu'ils l'inquiétaient.

— Ils construisent un grand nombre de chemins de fer, m'a dit le chef. Ce n'est pas possible que ces chemins de fer soient uniquement destinés au commerce et aux transports de marchandises!... D'ailleurs, toutes leurs garnisons dans l'Ouest et leurs places fortes sont sur le pied de guerre. Cela ne m'étonnerait pas s'il y avait une guerre l'année prochaine...

28 *janvier* 1883. — M. de Bismarck m'a annoncé que les relations avec la Russie s'étaient considérablement améliorées.

— Nous traversons en ce moment, m'a-t-il dit, une période de calme. Quand vous voyez les journaux aussi vides qu'ils le sont en ce moment, quand les colonnes sont remplies de feuilletons ou de petits scandales intérieurs dont on s'entre-

tient pendant des semaines et des semaines, c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de la sagesse d'un ministre des affaires étrangères...

15 *mai* 1883. — J'ai eu avec le chef une longue conversation qui a duré plus d'une heure. Il m'a remis un exemplaire des mémoires de lady Bloomfield, qui viennent de paraître à Londres, et m'a prié d'en faire un compte rendu dans le *Grenzboten.*

— Vous y retrouverez, m'a-t-il dit, la naïve arrogance habituelle aux Anglais. Cette dame se montre ravie de la profonde aversion que la princesse royale affiche pour tout ce qui est prussien ou allemand... Il paraît qu'en 1866 la princesse criblait nos officiers de sarcasmes et qu'elle racontait déjà les histoires de pendules que les Français ont si complaisamment fait circuler en 1870!...

14 *novembre.* — M. de Giers est venu de Russie voir le chancelier à Friedrichsruh. Le chef m'a dit que le ministre russe avait été frappé de la vieillesse de l'empereur.

— Giers a trouvé l'empereur très faible, m'a rapporté M. de Bismarck. Il pense que le vieux

monarque n'en a plus pour longtemps... Eh bien, quand il s'en ira, moi je m'en irai aussi. Je ne ferai pas de longues expériences avec le *kronprinz*.

Le chef a ensuite longuement parlé de sa femme, la princesse royale. Il l'a appelé l' « Anglaise », la « disciple de Gladstone », etc. Il a conclu en disant qu'elle avait beaucoup plus d'influence sur son époux qu'il n'était désirable.

28 *septembre* 1884. — Bücher est venu me voir et m'a donné quelques détails sur la façon dont Herbert de Bismarck se comportait à Londres. Lord Granville lui ayant demandé, au cours des négociations pour les affaires du Cap, s'il n'entrait pas dans nos projets d'étendre notre colonie à l'intérieur des terres, dans la direction du Bechuanaland et de la république boer, il a répondu brusquement :

— Vous êtes bien curieux... Ça ne vous regarde pas.

Le chef s'est montré ravi de la réponse de son fils.

31 *mai* 1885. — Il y avait déjà un certain temps

que je n'avais plus vu le chef. Il m'a fait appeler aujourd'hui, et j'ai eu une longue conversation avec lui.

Il m'a montré un numéro du *Daily Telegraph* de l'avant-veille, où il était question de la maladie de l'empereur d'Allemagne et où l'on disait qu'il fallait envisager avec espoir le prochain changement qui allait s'opérer sur le trône de Prusse, parce qu'il améliorerait les relations avec l'Angleterre.

— Je n'ai rien à répondre à cet article, m'a déclaré le chancelier : ce serait inconvenant... L'empereur est, en effet, très gravement malade. Je n'ai pas plus à dire ce qui se passera lorsqu'il ne sera plus que je n'aurais à annoncer, si ma femme était à la mort, avec qui j'ai l'intention de me remarier! Il faut attendre que l'heure ait sonné pour prendre une résolution quelconque.

Il m'a répété encore que le *kronprinz* désirait le maintenir au pouvoir, mais que, quant à lui, il n'avait pris aucune décision.

— Si je m'en allais, a-t-il ajouté, quel serait le résultat? L'empire d'Allemagne tout entier ne repose que sur la confiance que l'on a en moi à l'extérieur. En France, tout le monde a foi en ma parole. Le roi des Belges a dit encore récemment qu'un contrat écrit et signé ne valait pas, comme

sécurité, une assurance verbale de ma part. Le tsar a en moi une confiance illimitée... A Dantzig, il m'a fait appeler dans sa cabine, au bord de la mer, et a eu une longue conversation avec moi. Chaque fois que je me suis approché de lui, il a religieusement écouté tout ce que je lui ai dit, au grand désespoir de l'empereur Guillaume, qui aurait voulu qu'il fît davantage attention aux parades et cérémonies diverses. La tsarine m'a dit en propres termes : « Toute notre confiance repose en vous. Nous savons que vous dites toujours l'exacte vérité et que vous faites ce que vous dites... » Aussi, voyez-vous, je me souviens de tout cela lorsque je songe à me retirer... Ah ! je pourrais sans doute m'en aller momentanément et voir comment, alors, ils s'en tireraient. Et puis je reviendrais une fois que l'expérience serait faite. Mais il est dangereux de faire de tels esssais !

M. de Bismarck a ensuite parlé de la princesse Frédéric, dont le prochain avènement paraît le tourmenter.

— C'est une Anglaise, m'a-t-il dit un peu brusquement. Nous n'avons pas de chance sous ce rapport !... Lorsque nos princesses, à nous, se marient à l'étranger, elles cessent d'être prussiennes et adoptent complètement leur nouvelle patrie. Exemples : la reine de Bavière, qui a été

jusqu'à se convertir au catholicisme, et l'impératrice de Russie, jusqu'à embrasser la religion orthodoxe. Les princesses étrangères, au contraire, quand elles se marient chez nous, non seulement ne deviennent pas allemandes, mais conservent soigneusement leur nationalité d'origine et font passer les intérêts de leur pays avant les intérêts du nôtre...

Le chef s'est, d'ailleurs, défendu de toute animosité contre l'Angleterre.

— Notre politique ne doit pas être nécessairement anglophobe, m'a-t-il expliqué, mais elle ne doit pas être non plus anglophile, parce qu'alors elle est contraire à nos intérêts et que nous avons toujours à compter avec les puissances continentales... Et c'est pourquoi j'ai toujours peur que le *kronprinz* d'aujourd'hui, l'empereur de demain, se laisse gagner à l'Angleterre en raison de l'estime qu'il a pour la reine Victoria, et surtout en raison de la générosité de cette dernière.

Ce disant, le chancelier fit de nouveau, comme jadis en parlant du prince Charles, le geste de compter de l'argent. Et il me répéta que le *kronprinz* ne connaissait pas grand'chose aux affaires de l'État, qu'il y portait peu d'intérêt et qu'en un mot *il manquait de courage.*

Puis, il reparla de la maladie de l'empereur.

— C'est la faute des femmes, déclara M. de Bismarck, si l'empereur est aussi gravement atteint... Elles sont tout le temps là qui cherchent à se donner de l'importance. Il était déjà souffrant lorsqu'elles ont eu l'heureuse inspiration de l'emmener en voiture découverte à la messe. La grande-duchesse, qui aime à prendre des airs tendres, l'accompagnait et n'arrêtait pas de lui parler, si bien que, comme le vent lui soufflait dans la figure, il a attrapé froid en lui répondant.

La grande-duchesse n'était, d'ailleurs, pas la seule responsable, selon le chef.

— Il y a aussi Augusta, reprit-il d'un ton irrité. Quand il est en train de travailler, elle est là qui vient à chaque instant frapper à la porte; elle montre sa tête par l'ouverture et, de sa voix la plus caressante, demande : « Est-ce que je vous dérange? » Lui qui est toujours galant avec les femmes, et surtout avec les princesses, répond : « Non ! » Alors, elle entre, et elle lui parle, et elle lui raconte un tas de potins!... Enfin, elle s'en va, mais elle n'est pas partie depuis deux minutes qu'elle revient : « Je vais de nouveau vous déranger », fait-elle. Et elle recommence à caqueter de plus belle!... Maintenant surtout qu'il est gravement malade, elle est devenue un véritable embarras, un fléau... Elle s'asseoit près de lui, elle

ne le lâche pas; il voudrait rester seul une minute, mais il n'ose pas le lui dire; il se contient et devient rouge de contrariété... Et c'est de l'amour, ça?... Allons donc! C'est de la pure comédie, c'est de l'affection conventionnelle. Rien n'est naturel chez cette femme; tout est artificiel, au dedans comme au dehors...

16 *juin* 1885. — Bücher, que je viens de voir, m'a déclaré que les résultats des nouvelles élections qui viennent d'avoir lieu en Angleterre ont été plutôt agréables au chancelier. Les conservateurs sont arrivés au pouvoir, et le marquis de Salisbury a remplacé M. Gladstone.

— Le chef, m'a affirmé Bücher, préfère Salisbury à Gladstone, qui cherchait constamment à opérer un rapprochement avec la Russie. Salisbury, au contraire, dans plusieurs speeches récents, a parlé de façon désagréable de la Russie. La question importante pour nous est seulement de savoir si le nouveau cabinet anglais ne cherchera pas à se rapprocher de la France.

5 *janvier* 1886. — Vu pendant quelques instants M. de Bismarck.

Je lui ai demandé son opinion sur le tsar.

— Il vaut mieux que sa réputation, m'a répondu le chancelier. Il est plus sensible, plus simple et plus chevaleresque qu'on ne le dit. C'est un bon père de famille, qui n'a pas de *liaisons* et ne fait pas de dettes. Son seul défaut est de subir des influences ecclésiastiques.

— Votre Excellence fait allusion à Pobedonostseff? ai-je demandé.

— A lui et à d'autres, m'a répondu le chef.

Il m'a ensuite raconté que, dernièrement, le tsar était à Copenhague au moment des complications avec l'Angleterre en Afghanistan. M. de Giers lui télégraphiait à chaque instant de la journée en lui demandant de lui donner des ordres. Mais le tsar ne voulait entendre parler de rien.

— Giers en a plein les bras, disait en riant le tsar, mais tant pis! Il faut qu'il se tire d'affaire comme il pourra!...

Je me suis permis de questionner le chancelier sur l'état de ses relations avec le *kronprinz* Frédéric.

— Ça va bien, m'a-t-il dit. Et avec *elle* aussi, ça ne va pas mal... Depuis que l'empereur est gravement malade et approche de sa fin, il me traite avec les plus grands égards. Il comprend que le moment arrive où il va falloir qu'il se jette

à l'eau et nage pour son propre compte. Il espère me garder, et, effectivement, je resterai probablement à ses côtés. Mais, auparavant, il faudra que nous prenions ensemble quelques petits arrangements...

Nous avons, en terminant, parlé de M. de Münster, qui vient d'être nommé ambassadeur d'Allemagne à Paris.

— Un changement s'est opéré en lui, a déclaré le chancelier. Il est maintenant un peu moins flegmatique. Il est plus diligent : il envoie des rapports plus complets et qui, par extraordinaire, contiennent quelque chose...

27 *janvier* 1887. — Le chancelier m'a longuement parlé du grand discours qu'il a récemment prononcé au Reichstag sur la politique extérieure de l'Allemagne.

— J'ai, m'a-t-il déclaré, employé un langage rassurant en parlant de la Russie. Ce n'était pas, en effet, seulement aux membres du Reichstag que je m'adressais, mais aussi aux puissances de l'Europe. Et, d'ailleurs, j'ai dit ce que je pensais... L'empereur et de Giers ne songent pas à attaquer l'Allemagne, et ce n'est pas d'eux que vient le danger. Le danger vient des panslavistes, qui

détestent les Allemands et ne cachent pas leurs sympathies pour les Français. Il vient aussi des Polonais et des libéraux russes, qui souhaitent ardemment une guerre avec nous dans l'espoir que la Russie sera battue et qu'alors les Polonais recouvreront leur indépendance, tandis que les libéraux obtiendront leur Constitution...

M. de Bismarck a ensuite envisagé la possibilité d'une guerre avec la France ayant la Russie comme alliée.

— Il est certain, m'a-t-il dit, que notre position serait difficile. En admettant même que la Russie ne mobilise pas ses troupes, nous n'en serions pas moins obligés de laisser une armée de cent mille hommes sur notre frontière Est pour la surveiller et nous affaiblirions d'autant les forces que nous mettrions en campagne contre la France. Et puis, même en supposant que nous soyons victorieux, l'opinion publique à Saint-Pétersbourg et à Moscou agirait de telle façon que le gouvernement nous empêcherait de profiter de notre victoire, parce qu'affaiblir de nouveau la France pour une trentaine ou une quarantaine d'années serait fortifier de nouveau l'empire d'Allemagne... Tout cela, je n'ai pas pu le dire dans mon discours, mais il ne serait pas mauvais que vous le glissiez prudemment dans la presse...

9 *mars* 1888. — Jour de deuil pour la Prusse et pour l'empire. Guillaume Ier vient de mourir. Son fils monte sur le trône et devient empereur d'Allemagne sous le nom de Frédéric III.

Bücher me communique les détails suivants sur la princesse Victoria, fille aînée de notre nouvel empereur et de notre nouvelle impératrice. Il me prévient en même temps que je ne tarderai pas à avoir à m'en servir.

« La princesse Victoria, fille de l'empereur Frédéric III et de l'impératrice Victoria, est âgée de vingt-deux ans. Il est question, depuis quelque temps, de la marier au prince Alexandre de Battenberg. Le prince a fait la connaissance de la princesse à la cour de sa grand-mère, la reine d'Angleterre. L'idée même du mariage a dû naître dans l'esprit de la reine Victoria, qui ne serait pas fâchée de voir l'adversaire de la Russie s'appuyer sur une alliance avec notre cour. Mais pareil mariage est loin de sourire au chancelier. Il n'a pu s'empêcher de faire déjà de nombreuses objections. Il craint que cela ne nous brouille avec Saint-Pétersbourg et il ne veut pas exposer une princesse prussienne à être expulsée un jour ou l'autre de Sofia. »

1er *avril* 1888. — C'est l'anniversaire de naissance du chancelier.

Le prince Guillaume, fils aîné de l'empereur Frédéric et notre *kronprinz* actuel, est venu en personne apporter ses souhaits au chancelier et s'est, en même temps, invité à dîner pour le soir.

A la fin du repas, il a prononcé le toast suivant :

« L'empire est comme un corps d'armée qui aurait perdu son général en chef sur le champ de bataille et qui verrait son nouveau commandant grièvement blessé. Dans une passe aussi critique, les cœurs des quarante-six millions d'Allemands ne peuvent que se tourner avec espoir vers le drapeau et le porte-drapeau, en lequel ils ont placé toute leur confiance, Le porte-drapeau est notre illustre, notre grand chancelier. Qu'il nous conduise ! Nous le suivrons ! Puisse-t-il vivre longtemps !... »

7 *avril*. — J'ai reçu dans la matinée un mot de la chancellerie impériale m'invitant à passer au ministère dans l'après-midi.

Je suis arrivé au palais à l'heure qui m'avait été indiquée et ai été presque aussitôt introduit. M. de

Bismarck était en grand uniforme. Il se portait bien, quoiqu'il se plaignît un peu de fatigue et d'insomnies.

— J'aurais bien besoin, m'a-t-il dit, d'aller à Varzin pour me rendre compte des dégâts qu'y ont faits les inondations, mais il m'est impossible de m'absenter pour le moment. Je n'aurais pas le dos tourné que les femmes, qui veulent à présent gouverner l'empire, commenceraient à faire des leurs...

— De quelles femmes Votre Altesse veut-elle parler?

— Des Anglaises!... Vous avez dû voir dans les journaux que je songeais à me retirer, non pas à cause de l'empereur, qui est très raisonnable et qui me seconde bien, mais à cause des intrigues de cour... Il s'agit du mariage du *Battenberger* avec la princesse Victoria... C'est la reine d'Angleterre qui a imaginé cette alliance, et sa fille, notre impératrice actuelle, y pousse de toutes ses forces. Il y a plus de trois ans qu'il en est question de ce mariage!... Déjà, sous mon vieux maître, on l'a, une première fois, combiné. Mais, aussitôt que j'en ai eu vent, je suis allé le trouver et je lui ai fait, verbablement et par écrit, toutes les observations que j'ai cru devoir lui faire. Il a été convaincu par les arguments que je lui ai fait

valoir et il a refusé son consentement, quoique la jeune princesse fût fort éprise du prince Alexandre... C'est vrai que c'est un bel homme ! Il a une prestance superbe. Mais elle s'accommodera aussi bien de n'importe quel autre soupirant, pourvu qu'il ait l'air d'un homme !... Et puis ce n'est pas là la question. Nous avons à nous occuper des dangers que cela peut amener au point de vue politique.

M. de Bismarck a ensuite vivement récriminé contre la reine d'Angleterre.

— La reine Victoria, a-t-il dit, est comme toutes les vieilles femmes : elle a la manie de faire des mariages ! Elle a choisi le prince Alexandre pour sa petite-fille parce qu'il est le frère de son gendre, le mari de sa fille bien-aimée Béatrice. Mais elle a aussi un but politique en vue : elle veut nous brouiller définitivement avec la Russie... Je sais bien que, dans les affaires de famille, elle n'est point accoutumée à rencontrer de contradiction. Si on la laissait faire, elle nous arriverait demain avec le prêtre dans son sac de nuit et le fiancé dans sa malle, et puis le mariage serait fait... Mais je suis là pour me mettre sur la route du *Battenberger* s'il vient ici.

Je me suis informé de l'état de santé de Sa Majesté l'empereur.

— Est-ce réellement un cancer qu'il a à la gorge? ai-je demandé au chancelier.

— Oui, c'est un cancer, m'a-t-il répondu. Le Dr Bergmann l'a récemment examiné. Il n'a pas pu me dire s'il en avait pour trois semaines ou pour trois mois. Extérieurement, on ne remarque pas grand'chose. Il se tient très droit et marche d'un pas rapide. Mais sa figure est devenue effroyablement mince. Il a l'air fatigué et abattu. Ils l'énervent inutilement, ils le maltraitent, ils le martyrisent!... Il est content que je sois venu à son aide, parce que, *elle*, elle est trop forte pour lui en discussions. On n'a jusqu'ici convenu que d'un retard pour ce mariage. Mais il ne faut pas qu'il ait lieu du tout... Si jamais il est célébré, je ne resterai pas une heure au pouvoir, parce que je n'aurai plus aucune confiance dans l'avenir. A Saint-Pétersbourg, ils ne croiraient plus à cette droiture et à cette loyauté par lesquelles je me suis gagné l'amitié du tsar Alexandre, malgré tout ce qu'on a pu faire contre moi... Je sais bien qu'ici ils feraient tout au monde pour me garder; même *elle*, elle désire que je reste au pouvoir. Ils tâchent de m'entortiller dans du velours et du coton... Mais, si je ne parviens pas à annihiler ces influences anglaises, si mes remontrances n'ont pas plus de succès, si on n'écoute pas plus ma

voix, pourquoi continuerais-je à me tourmenter et à me surmener? Je ne veux pas servir de tremplin aux sottises des autres... Je ne veux pas que ces Anglaises m'emploient à satisfaire leurs lubies, leurs caprices, leurs intérêts nationaux aux dépens et au détriment des intérêts de l'empire d'Allemagne!... Ah! si le vieil empereur vivait encore!...

— C'était un vrai roi, n'est-ce pas, Votre Altesse? Il avait, au plus haut degré, le sentiment du devoir et il savait vous apprécier à votre juste valeur.

— Oui, fit le chef, c'était un camarade loyal et qui ne m'eût jamais laissé dans l'embarras.

— Il a pourtant rendu la vie parfois dure à Votre Excellence...

— Jamais intentionnellement! s'écria M. de Bismarck. C'était toujours par suite d'un malentendu ou d'une connaissance insuffisante des choses. Quand il avait quelque grave affaire à résoudre, il se trompait souvent de chemin, mais il me permettait toujours de le remettre dans la bonne route... Je n'oublierai jamais le jour de crise où il ne pouvait pas trouver de ministre pour gouverner selon ses vues. Il me fit appeler et me montra un acte d'abdication qu'il venait de signer. « Puisque je ne puis trouver, me dit-il,

des ministres qui gouvernent à mon idée et qui accordent aux libéraux les concessions que je veux leur faire, je préfère laisser le trône à mon fils. » Je lui répondis simplement que j'étais prêt à être le ministre qu'il désirait. « Même contre la majorité? » demanda-t-il. « Même contre la majorité », répondis-je. « Alors, c'est bien », fit-il. Il jeta l'acte d'abdication et déchira en même temps la feuille qui contenait les concessions à faire aux libéraux!... C'était aussi un homme courageux. Il avait même parfois trop de conrage. En 1864, il ne voulait pas attendre l'Autriche pour s'emparer du Jutland et, en 1866, à Nikolsbourg, il voulait à toute force marcher sur Vienne...

Le chancelier se tut et réfléchit silencieusement à toutes ces choses du passé. Puis, revenant à son sujet, il continua :

— L'impératrice Frédéric a toujours été une Anglaise. Elle n'a jamais fait que propager l'influence de l'Angleterre, que servir les intérêts de l'Angleterre. Et, aujourd'hui, elle le fait plus que jamais...: Notez bien qu'eux, en Angleterre, ils ne toléreraient pas une minute la moindre immixtion étrangère. Vous vous rappelez comment Palmerston et les autres ont accusé, combattu et poursuivi le prince consort à cause de l'influence qu'il exerçait sur la reine. Mais nous, ils voudraient

que nous nous soumettions à ce qu'ils se refusent à accepter; ils voudraient que nous trouvions cela tout naturel. Nous sommes pour eux une race inférieure; nous ne sommes bons qu'à être leurs domestiques!... La reine le pense, et sa fille aussi! Elles travaillent toutes deux d'accord... Tenez, je voudrais que vous saisissiez cette occasion pour traiter et développer à fond ce sujet au point de vue diplomatique et politique. Je voudrais que vous montriez comment l'Angleterre, de tout temps, a cherché à se servir de notre influence pour ses propres fins et contre nos intérêts à nous; je voudrais que vous établissiez comment elle y est parvenue par l'entremise des filles, des nièces ou des amies de la reine Victoria...

Et M. de Bismarck m'indiqua un petit ouvrage où je pourrais puiser des renseignements inédits. Il s'appelait *les Cogérents et l'influence étrangère en Allemagne*, et avait paru, il y avait quelques années, en Suisse. Il n'était pas signé, mais l'auteur, d'après le chef, n'était autre que le duc Ernest de Cobourg.

— Vous pouvez, me dit le chancelier, faire un grand tableau de la politique anglaise et remonter jusqu'au commencement du siècle dernier... La politique de l'Angleterre a toujours été de semer la dissension parmi les puissances continentales

ou de perpétuer les discordes déjà existantes, d'après le principe célèbre *Duobus, litigantibus, tertius gaudens.* Elle a toujours été de se servir de l'un contre l'autre, d'affaiblir et de faire du tort à tous pour le plus grand bénéfice de la Grande-Bretagne. Tantôt, elle s'en est prise à la France, de concert avec la Russie ; tantôt, à la Russie, de concert avec la France. Au siècle passé, cela a d'abord été l'empereur d'Autriche qui a dû faire la guerre pour le compte des Anglais; puis nous, qui avons dû recevoir des coups pour leur rendre service... Chaque État de l'Europe était alors menacé par la puissance de la monarchie française, mais aucun ne l'était autant que l'Angleterre. L'Europe a donc été mise à feu et à sang. Et, lorsque la paix a été faite, l'Angleterre a pris pour elle la part du lion, alors que, pendant la guerre, elle n'avait presque rien fait et que c'était nous qui avions conquis presque tous les territoires français... Dans ce siècle-ci, elle a constamment cherché à nous pousser contre les Russes, qui étaient un danger pour elle sur le Bosphore, et surtout sur la frontière de l'Inde. Si nous l'avions écoutée, pendant la guerre de Crimée, où la France est intervenue alors qu'elle n'avait rien à y faire, nous nous serions joints aux puissances occidentales et nous aurions attaqué l'empereur

Nicolas. J'étais là et je m'y suis opposé de toutes mes forces!... En 1863, elle voulait nous faire soutenir l'insurrection polonaise. C'était évidemment fort habile. Nous nous brouillions avec un ami et nous formions sur notre flanc droit un royaume qui eût été plus tard un allié naturel pour la France... En 1877, quand la guerre russo-turque était imminente, l'Angleterre nous poussait à nous servir de notre influence à Saint-Pétersbourg pour empêcher les hostilités. Le *Times* nous démontrait que c'était dans l'intérêt de l'humanité!... La reine Victoria tâchait de peser sur le vieil empereur : elle lui écrivait une lettre, qu'elle lui faisait remettre par Augusta ; elle m'écrivait, à moi, deux lettres coup sur coup pour me conjurer d'intervenir. L'*humanité*, la *paix*, la *liberté*, voilà les mots qu'ils ont à la bouche et qui leur servent de prétextes quand ils n'ont pas affaire à des peuplades sauvages et qu'ils ne peuvent pas invoquer les bienfaits de la civilisation!... C'est au nom de l'humanité que la reine Victoria voulait nous faire prendre en main les intérêts de l'Angleterre, qui n'avaient rien de commun avec les nôtres. C'est au nom de la paix qu'elle cherchait à nous brouiller avec la Russie!... Or, moi, mes efforts ont toujours tendu à ce que nous vivions dans les

meilleurs termes possibles avec les Russes, et, jusqu'à ce jour, j'y ai réussi. Il ne faut à aucun prix que le *Battenberger* vienne détruire les résultats que j'ai obtenus. Il ne faut pas qu'un soupçon, si léger soit-il, vienne à se glisser dans l'esprit du tsar Alexandre. Il ne faut pas que la presse moscovite puisse saisir ce prétexte pour dire que nous avons quelque dessein caché!... Si ce mariage se faisait, le prince de Battenberg ne serait pas autre chose qu'un canal ouvert à l'influence anglaise, qu'un instrument de cette influence contre la Russie... Dites-le bien, répétez-le, ancrez-le dans les esprits... Et puis, une telle alliance n'est pas convenable pour la maison royale de Prusse, pour la fille d'un empereur d'Allemagne. L'empereur Frédéric le voit et le sent encore plus que moi, parce que, lui, il a une haute idée de la dignité de sa famille.

M. de Bismarck s'arrêta pour reprendre haleine, puis poursuivit :

— D'ailleurs, au-dessus de tout cela, il y a encore autre chose... Il y a que le tsar Alexandre hait le *Battenberger* de toutes ses forces. Il n'y a peut-être pas dans le monde entier un autre homme qu'il hait aussi profondément. Et le *Battenberger* le mérite par sa fausseté et sa traîtrise!... En sa qualité de neveu de la défunte impératrice,

on le regardait à Saint-Pétersbourg comme un instrument devant servir les intérêts de la Russie en Bulgarie. Et rien n'était plus légitime : les Bulgares doivent à la Russie, et rien qu'à elle, leur indépendance. Il gouverna, effectivement, dans ce sens les premiers temps, mais il ne tarda pas à embrasser la cause de l'Angleterre, qui rêvait de créer un royaume gênant pour la Russie. Pendant qu'il trahissait la Russie, il prononçait des discours pour la rassurer, il faisait des promesses catégoriques : il s'engageait formellement, devant Giers, à n'apporter aucun changement dans la Roumélie orientale et, en même temps, il encourageait, il fomentait la révolution à Philippopoli, et c'était presque avec son consentement qu'elle éclatait... Eh bien, je dis qu'il faudrait un miracle, je dis qu'il faudrait ne pas avoir une nature humaine, si on était le tsar Alexandre, pour ne pas haïr à mort l'homme qui a tenu une conduite déshonorante, qui s'est rendu coupable d'un pareil manque de foi. L'empereur de Russie n'oubliera jamais cela : il ne peut l'oublier; il ne peut pas ne pas regarder Alexandre de Battenberg comme son ennemi le plus juré. Si, demain, celui-ci devenait membre de la famille royale de Prusse, le tsar ne pourrait pas se défendre à notre égard d'un soupçon que rien ne serait capable de dis-

siper. Ce serait une menace perpétuelle pour la paix ! Il ne nous déclarerait peut-être pas la guerre sur-le-champ, comme le fit Napoléon III en 1870, mais il nous considérerait à bon droit comme étant ses ennemis ; la presse russe nous attaquerait avec la même violence et la même perfidie que jadis, et les circonstances, cette fois, lui donneraient raison...

Le chancelier fit de nouveau valoir le danger qu'il y aurait à une alliance entre la France et la Russie.

— Je sais bien, me dit-il, que la Russie ne prendrait peut-être pas les armes contre nous si la France nous attaquait, mais la France, elle, les prendrait à coup sûr si la Russie nous déclarait la guerre. Dans une pareille lutte, il n'est nullement prouvé que ce soit nous qui gagnions. Nous sommes bien armés, mais nous aurions contre nous des masses énormes ; l'Autriche n'a pas encore développé ses forces, et, quant à l'Italie, nous ne pouvons faire aucun fond sur elle !... Même si nous étions victorieux, comme je vous l'ai déjà dit, ce ne serait qu'au prix d'une dépense effroyable de sang et d'argent, et jamais nous ne pourrions rien prendre à la Russie ou à la France qui pût compenser nos sacrifices et nos pertes. Il n'y a que les Anglais qui gagneraient à une

pareille guerre!... Oui, si, à cause du mariage du *Battenberger*, la Russie, d'accord avec la France, nous attaquait, ce serait une guerre anglaise...

Le prince me dit que tout ce qu'il venait de m'exposer là, je ne devais le mettre dans mon article qu'avec la plus grande circonspection et les plus extrêmes ménagements.

— Rappelez-vous les lois sur la presse, me recommanda-t-il en souriant. Soyez très prudent, très diplomate et pas trop venimeux. Attachez-vous surtout à faire ressortir que ce sont les influences étrangères qui travaillent contre moi. L'empereur n'y est pour rien; la dame qui règne aujourd'hui et sa mère sont la cause de tout...

Là-dessus, j'ai pris congé du chef.

Bücher, que j'ai été voir en sortant, m'a confirmé tout ce que M. de Bismarck m'avait dit et m'a donné quelques détails sur l'anglomanie qui sévit sur le côté féminin de la famille impériale. Il m'a raconté que la princesse Victoria, la *Battenbergerin*, comme il dit, avait eu récemment une discussion avec son frère le *kronprinz* Guillaume au sujet d'une chose de ménage.

— Ah! s'était écriée la jeune princesse, tout ça, c'est bien mieux arrangé à la maison!...

— Qu'est-ce que tu entends par *à la maison ?* avait demandé le *kronprinz*.

— Eh bien, à la maison, en Angleterre, répondit sa sœur.

Il paraît que le prince Guillaume riposta par une épithète énergique; mais on ne sait pas exactement si c'était « oie » ou « dinde ». C'était à coup sûr un des deux.

8 *avril* 1888. — Le chancelier m'a fait appeler de nouveau aujourd'hui. Il était étendu sur une chaise longue et lisait la *Gazette de Cologne*. Il a immédiatement abordé le sujet qui lui tenait à cœur.

— Voilà, m'a-t-il dit, un article de la *Gazette de Cologne* qui pourra vous servir... La grande affaire, voyez-vous, c'est que j'ai l'empereur pour moi. Le mariage d'Alexandre de Battenberg, ce n'est pas autre chose qu'une lutte entre l'empereur et l'impératrice. Elle, en sa qualité d'Anglaise, est naturellement pour le *Battenberger*. Lui n'en veut pas, d'abord pour des raisons politiques, qui sont les miennes, et, ensuite, parce qu'il pense que c'est une mésalliance?... Deux impératrices, celle des Indes et celle d'Allemagne, combattent contre son opinion et contre la mienne. Seulement,

Victoria — la fille — abrutit son mari... Elle parle, elle parle... Ah! elle pourrait faire un meilleur usage de sa langue!... Il est malade, il aime sa famille et est sans force pour lutter contre elle. J'étais là un jour où elle l'endoctrinait avec sa volubilité et sa logique de femme. Il n'osait rien répondre; il s'était assis silencieusement et avait l'air abattu. Aussi chaque fois qu'il me voit accourir à la rescousse contre sa combative moitié, est-il transporté de joie...

J'ai répété au chef l'histoire que Bücher m'avait racontée la veille, au sujet de Victoria n° 3 et de son frère.

— C'est tout à fait vraisemblable, m'a dit le chef. Lorsqu'elle est dans son intérieur avec ses filles, elle, une impératrice d'Allemagne, elle ne parle qu'anglais; la langue des gens comme-il-faut, et les princesses écrivent des lettres en anglais à leur père!...

Il y eut un silence. M. de Bismarck poursuivit :

— Ils aiment à parler de mon attachement à la dynastie! Ils n'ont pas tort, mais c'était surtout vrai sous le vieux maître. Si j'ai accepté de rester après sa mort, c'est qu'il avait été formellement convenu que je continuerais ma vieille politique comme par le passé, que je n'aurais à redouter au-

cune influence étrangère et que je n'aurais pas à disputer le gouvernement du pays à des femmes...

28 *avril.* — J'ai rencontré, cet après-midi, Bücher dans la Königin-Augusta strasse.

Il m'a dit en souriant :

— J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer : *grand'maman* est arrivée à Charlottenbourg et s'y est bien comportée. Elle a déclaré d'elle-même que l'attitude du chef dans la question du mariage Battenberg était des plus correctes et elle a engagé sa fille à céder. Elle lui a dit que c'était très bien à elle de ne pas oublier sa patrie et de lui faire avoir tous les avantages qu'elle pouvait, mais qu'elle ne devait pas oublier qu'elle avait besoin de l'attachement des Allemands et qu'elle devait faire tout son possible pour se le gagner. Et elle a, par-dessus le marché, amené une réconciliation entre l'impératrice Frédéric et son fils, le *kronprinz* Guillaume.

16 *juin.* — L'empereur Frédéric III est mort à Potsdam après trois mois de règne.

Je viens d'écrire à Bücher quelques lignes pour

lui exprimer toute la satisfaction que j'avais à voir monter sur le trône, à sa place, l'empereur Guillaume II, qui est un disciple fervent et un admirateur du chancelier.

CHAPITRE X

LE JOURNAL DE L'EMPEREUR FRÉDÉRIC

16 *juillet* 1888. — On parle depuis quelques jours dans la presse d'un journal que l'empereur Frédéric III aurait laissé et qui ne jetterait pas une lumière favorable sur le prince de Bismarck. On prétend que ce journal serait actuellement entre les mains de la reine d'Angleterre.

D'après le *Matin*, ce ne serait pas, à proprement parler, un journal, et l'empereur Frédéric n'en serait pas l'auteur. Il s'agirait simplement d'un rapport confidentiel adressé par le prince de Bismarck au vieil empereur lorsqu'il vivait encore et

ayant trait à la situation européenne. Le chancelier aurait lui-même remis ce document à Guillaume Ier, convaincu que le *kronprinz* Frédéric ne régnerait jamais et que le document passerait directement des mains du grand-père dans les mains du petit-fils. Mais, contrairement à son attente, Frédéric III monta sur le trône et trouva le mémorandum de M. de Bismarck. Tous les efforts faits par le chancelier pour rentrer en possession de ce précieux manuscrit auraient été vains, et, à la mort de Frédéric, on ne l'aurait pas retrouvé dans les papiers de l'empereur, pour la bonne raison qu'il était en sûreté dans les mains de la reine Victoria.

Il paraît que cette version du *Matin*, tout en étant assez extraordinaire, n'est pas dénuée de tout fondement. Mais il n'en est pas moins vrai que, en dehors de ce document, il existe aussi un véritable journal de l'empereur défunt, qui a été mis en lieu sûr par sa femme ou par sa belle-mère.

25 *septembre* 1888. — J'ai reçu, hier, un numéro de la *Deutsche Rundschau*, contenant le prétendu journal de l'empereur Frédéric pendant la guerre de 1870-1871.

Un attaché de la chancellerie est venu me trouver et m'a remis une lettre de M. de Bismarck me priant d'aller le voir le plus tôt possible à Friedrichsruh et d'emporter avec moi les notes que j'ai prises pendant la guerre, pour être en mesure de relever les inexactitudes flagrantes qu'il semble y avoir dans le journal de l'empereur Frédéric.

J'ai répondu que je partirais demain matin, et l'on a pris des dispositions en conséquence pour que mon train, qui ne s'arrête pas habituellement à Friedrichsruh, y fasse halte. On m'a recommandé la plus grande discrétion sur mon départ, attendu qu'aucun journal ne parlerait de ma visite.

26 *septembre*. — Arrivé à Friedrichsruh à une heure. Rottenbourg, le secrétaire du prince, m'attendait avec une voiture.

J'ai vu le chef à déjeuner, où, selon son habitude, il a lu, classé et signé des documents variés. A la fin du repas, Rottenbourg m'a remis un mémorandum que le prince venait d'écrire au sujet de la publication posthume de la *Rundschau*. Ce mémorandum était adressé par M. de Bismarck à l'empereur Guillaume II.

A quatre heures, au moment où j'avais fini la

lecture de ce mémorandum, un domestique est venu me prévenir que le chancelier allait sortir en voiture pour faire une promenade et qu'il me faisait demander si je ne voulais pas l'accompagner.

J'ai accepté, comme bien on pense, et nous avons fait ensemble, le chef et moi, une longue course de deux heures à travers la campagne.

La conversation a roulé presque tout le temps sur le journal de l'empereur Frédéric. M. de Bismarck a pris soin de parler anglais pour que le cocher ne comprenne pas.

— Vous avez lu des extraits du journal, n'est-ce pas? a commencé par me dire le chancelier. Eh bien, voici ce que nous allons faire... Nous allons commencer par dire que c'est un faux. Si, ensuite, on nous prouve que c'est authentique en nous montrant le manuscrit original, nous changerons de tactique et nous agirons en conséquence!...

J'ai fait observer au chef que, pour moi, il n'y avait pas de doute que le journal de l'empereur défunt fût authentique; seulement, il devait y avoir eu des intercalations, qui étaient l'œuvre de Victoria n° 2. Je lui ai cité des exemples à l'appui de mon dire.

— Vous avez raison, m'a répondu M. de Bis-

marck. Personnellement, je crois encore plus que vous à l'authenticité du journal. C'est un fouillis insignifiant, superficiel, sans notion exacte de l'état des choses; c'est un mélange de politique sentimentale, de prétention et de phraséologie. L'empereur Frédéric était loin d'être aussi habile que son père, et son père était déjà loin d'être un politicien de première force. C'est ce qui fait que pas une minute je n'ai douté de l'authenticité du journal publié. Mais ça ne fait rien, il faut le traiter comme un faux!...

J'ai demandé au prince s'il en avait parlé à l'empereur Guillaume II. Il m'a répondu que oui, et a ajouté :

— Il était dans une rage terrible et voulait qu'on prenne immédiatement des mesures énergiques pour arrêter la publication...

Il a relevé ensuite quelques-unes des erreurs qui figuraient dans la publication.

— En 1870, m'a-t-il expliqué, le *kronprinz* n'était que partiellement initié aux négociations que l'on menait. Le roi avait toujours peur que, si on lui en disait trop long, il n'écrivît à sa femme ou même à la reine d'Angleterre, dont toutes les sympathies étaient acquises à la France. Il avait peur aussi qu'il ne fît quelque sottise, parce que ses exigences au sujet de nos alliés étaient exces-

sives et qu'il rêvait toujours de prendre quelque mesure draconienne contre eux. Il n'a, d'ailleurs, jamais eu qu'une connaissance superficielle des affaires politiques... Je m'étonne, malgré cela, que ces notes, qui, soi-disant, ont été écrites jour par jour, contiennent autant de confusions et d'erreurs chronologiques. Ce n'est pas possible que le tout ait été écrit par le *kronprinz* : une partie doit venir de son entourage ou de l'éditeur... Par exemple, en ce qui concerne la déclaration de guerre, il y est dit que, au milieu de juillet 1870, je voulais retourner à Varzin parce que la paix n'était plus en danger. Or, le *kronprinz*, mieux que personne, savait que je considérais la guerre comme inévitable et que j'avais annoncé au roi mon intention de me retirer s'il cédait sur le moindre point... De même, il est inadmissible que le *kronprinz* déclare qu'il voulait faire accorder la Croix de fer à d'autres qu'à des Prussiens, puisque c'est juste le contraire et que c'est moi qui ai suggéré cette idée à Versailles... Le *kronprinz* dit que c'est là la première des divergences qu'il y ait eues entre nous ; il en oublie un certain nombre d'antérieures. Par exemple, avant ou immédiatement après Sedan, à Beaumont ou à Donchery, nous avons eu une conversation qu'il ne peut pas avoir oubliée et qui s'est tenue dans une longue

passer en hâte ma robe de chambre pour le recevoir convenablement.

— Vous avez là, Votre Altesse, me permis-je de dire, un élève docile et reconnaissant, qui vous aide dans vos devoirs d'homme d'Etat.

— Oui, reprit le chef. Il n'y a guère à reprendre en lui que des choses sans importance : par exemple, la tournure de certains de ses discours. Il y met des mots nouveaux qu'il a été pêcher dans les journaux... Mais, ça, c'est la vivacité de la jeunesse et il se corrigera avec le temps. Il vaut mieux avoir trop que pas assez de feu!...

Le chancelier nous a ensuite raconté une histoire amusante au sujet de la gouvernante de l'empereur. Il paraît que, lorsqu'il était tout enfant, elle crut un jour devoir lui donner le fouet, mais, en même temps qu'elle le lui donnait, elle lui adressait d'humbles excuses.

— Que Votre Altesse Royale veuille bien croire, s'exclamait-elle, que cela me fait encore plus de mal à moi qu'à Elle!...

— Ah! riposta le petit prince. Et est-ce que ça vous fait aussi mal au même endroit?...

28 *septembre*. — J'ai trouvé dans mes notes certains passages intéressants à comparer avec le

journal de l'empereur Frédéric. Je les ai remis au chef, et nous avons reparlé de la publication de la *Deutsche Rundschau*.

— Je me rappelle maintenant parfaitement, m'a dit le chancelier, le moment où nous avons eu notre grande discussion, le *kronprinz* et moi, à propos des Bavarois. C'était avant l'entrevue que j'eus avec Napoléon III à Donchery. Le *kronprinz* paraissait fort excité contre nos alliés : il voulait prendre des mesures énergiques et ne parlait de rien moins que de faire massacrer les deux corps d'armée bavarois. Je lui dis que ce serait un acte de trahison sans précédent et je prononçai la phrase que je vous ai rapportée l'autre jour : « Monseigneur, un prince peut faire cela, mais un gentilhomme ne le fera jamais ! »

J'ai dit au chef combien il était heureux pour nous que l'empereur Frédéric fût mort, parce que, s'il avait vécu, nous aurions dû constamment lutter contre l'influence anglaise et nous nous serions brouillés fatalement avec la Russie.

— Oui, m'a répondu M. de Bismarck. Il était en faveur des d'Orléans : il voulait user de son influence pour une fille du duc de Nemours; il était avec les Polonais et le Danemark; il était contre la guerre de 1866... Bref, il était toujours pour ce qui arrangeait le mieux les Anglais!...

En ce qui concernait la publication de la *Deutsche Rundschau*, le chancelier a maintenu son premier plan de campagne.

— Vous direz d'abord que c'est un faux, m'a-t-il répété, et que vous êtes indignés de voir attribuer de pareilles calomnies au noble défunt... Puis, si on vous prouve que le journal était authentique, vous réfuterez les erreurs et les absurdités qu'il contient, mais prudemment, doucement, car il ne faut jamais perdre de vue qu'il était empereur et père de notre empereur actuel.

29 *septembre*. — J'ai demandé à Rottenbourg, avant de nous mettre à table, si le travail dont le chef avait à me charger était terminé et si ma liberté m'était rendue, parce que, dans ce cas, je ferais mes préparatifs de départ. Rottenbourg m'a dit qu'il ne pouvait pas me donner de réponse.

J'ai passé toute la journée dans ma chambre, m'ennuyant assez, car je n'avais absolument rien à faire, et, comme il pleuvait, je n'ai pas pu sortir.

Le soir, à dîner, M. de Bismarck nous a cité un exemple amusant de l'incapacité de l'empereur Frédéric lorsqu'il était encore *kronprinz*.

— Nous avions, à un moment donné, nous a dit le chancelier, un traité secret avec la Russie,

qui, d'ailleurs, aujourd'hui n'existe plus. Ce traité nous obligeait, en cas de guerre entre l'Angleterre et la Russie, à rester neutres... Je parlai un jour au *kronprinz* de ce traité, et savez-vous ce qu'il me dit alors?... Il me dit : « J'espère que l'Angleterre a été avertie de ce traité et qu'elle y a consenti!... »

Inutile de dire si nous avons ri! Les dames elles-mêmes n'ont pu s'en empêcher.

30 *septembre*. — Deux documents nous sont arrivés aujourd'hui, envoyés par le ministre de la maison royale. Le premier est un court, et le second un long journal de la guerre de 1870, écrits tous les deux de la main du *kronprinz*. Le premier a dû être écrit au jour le jour, tandis que le second n'a été fait qu'après coup.

Nous les avons rapidement examinés, car il faut qu'ils soient restitués d'ici deux jours, et nous avons pris copie des passages intéressants.

Le soir, Rottenbourg est venu me trouver dans ma chambre et m'a dit :

— J'ai demandé au chef si vous pouviez vous en aller, mais il m'a répondu qu'il désirait que vous restiez quelques jours encore, afin que votre séjour ait l'air d'une visite et qu'on ne dise pas

que vous êtes venu ici spécialement pour une affaire.

1er *octobre.* — Comme je continue à n'avoir rien à faire et que je m'ennuie à rester oisif, j'ai pris mon courage à deux mains et suis allé trouver moi-même M. de Bismarck. Je lui ai demandé s'il n'avait absolument aucune occupation à me donner, un manuscrit quelconque à déchiffrer ou à copier, même des comptes à vérifier...

Le chef a souri et m'a dit :

— J'aurai peut-être quelque chose de plus intéressant que ça à vous confier Attendez jusqu'à demain. Je verrai...

2 *octobre.* — Rottenbourg est venu m'annoncer à déjeuner que le chef allait me donner un certain nombre de lettres à classer. En effet, au moment où nous sortions de table, M. de Bismarck m'a appelé, et je suis monté au premier, dans son cabinet de travail.

Il y avait sur la table des liasses volumineuses de papiers et de documents. Le chancelier me les a montrés et m'a dit :

— Je vous ai promis jadis que vous m'arran-

geriez mes papiers. En voilà quelques-uns... Ils datent du temps où j'étais à Francfort et à Saint-Pétersbourg. Vous trouverez dedans un certain nombre de lettres de Frédéric-Guillaume IV qui m'étaient adressées... Prenez tout cela. Il doit s'y trouver des choses intéressantes. Emportez-le dans votre chambre et classez-le comme vous jugerez à propos. Je pense que l'ordre chronologique sera ce qu'il y a de mieux.

Je ne crois pas avoir besoin de dépeindre ma joie. J'ai saisi avec transport les papiers et me suis sauvé à toutes jambes dans ma chambre.

CHAPITRE XI

LES PAPIERS DU CHANCELIER

Il me fallut plus d'une semaine pour classer et mettre en ordre les divers papiers que le chancelier m'avait confiés, et ce n'est guère que le 12 octobre que j'eus fini mon travail. Les documents que je rendis au prince, rangés par ordre chronologique, étaient au nombre de trois cent huit. Je les numérotai au crayon rouge et les plaçai dans huit grandes enveloppes.

La première enveloppe contenait tous les documents relatifs à 1851. C'étaient pour la plupart des lettres ou des dépêches du général de Man-

teuffel à M. de Bismarck et *vice versa*. Elles avaient trait à des questions intérieures et renfermaient quelques considérations sur le bonapartisme en France.

La deuxième enveloppe se rapportait à l'année 1852. Il s'y trouvait deux documents particulièrement intéressants au point de vue historique. Le premier était un décret du roi Frédéric-Guillaume IV, en date du 3 juin, qui nommait le comte de Bismarck chargé d'affaires à Vienne. Le second était une lettre, écrite en entier de la main du roi Frédéric-Guillaume IV et adressée à l'empereur François-Joseph, par laquelle le roi de Prusse introduisait M. de Bismarck auprès de l'empereur d'Autriche.

Voici les passages saillants de cette longue lettre :

« Je serais particulièrement heureux que Votre Majesté fasse la connaissance d'un homme qui est honoré ici par les uns, haï par les autres à cause de sa loyauté chevaleresque et de son opposition irréconciliable à la révolution sous toutes ses formes. Il est mon ami et loyal serviteur et se rend auprès de Votre Majesté tout frais imbu de mes principes, de mes projets, de mes volontés et,

permettez-moi d'ajouter, de mon amour pour l'Autriche. Si Votre Majesté juge que cela en vaille la peine, il pourra donner à Votre Majesté ou à ses conseillers des avis précieux qu'aucun autre homme ne pourrait leur donner. Enfin, si Dieu le permet, son séjour officiel à Vienne ne peut qu'amener toute sorte de prospérités.

« J'ai donné au comte de Bismarck l'ordre de répondre à toutes les questions que Votre Majesté daignera lui poser comme si c'était moi qui les lui posais. Si Votre Majesté désirait avoir quelque explication au sujet d'un quelconque de mes actes, le comte de Bismarck la lui donnera, et je suis certain que, si j'ai le malheur de ne pas obtenir l'approbation de Votre Majesté, j'obtiendrai à coup sûr son respect. La présence du bien-aimé et glorieux empereur Nicolas dans mon royaume a, d'ailleurs, été pour moi un réel encouragement et une confirmation certaine que notre triple union ne peut qu'être un bienfait pour l'Europe en général et pour la Prusse en particulier.

« J'espère, ma chère Majesté, que vous voudrez bien également me conserver votre affection, votre confiance et votre puissante amitié, qui est indispensable à notre patrie commune.

« Du fond de mon cœur, je me recommande de cette amitié et je prie Votre Impériale Majesté

de me considérer toujours comme son fidèle et cordial oncle, frère et ami.

« Frédéric-Guillaume. »

La troisième enveloppe avait trait à l'année 1853. Elle contenait encore un certain nombre de lettres de Frédéric-Guillaume à M. de Bismarck, qui commençaient par « Mon très cher Bismarck », ou « Mon bon Bismark », et dans lesquelles le monarque lui demandait son avis sur certaines affaires intérieures en cours.

La quatrième enveloppe se rapportait à la première moitié de 1854. Elle renfermait d'assez longues lettres du ministre prussien de Gerlach, de Manteuffel, et un volumineux rapport de M. de Bismarck sur la question d'Orient.

Cinquième et sixième enveloppes : seconde moitié de 1854 et 1855 ; lettres et dépêches toujours des mêmes personnes.

La septième enveloppe renfermait des documents qui allaient de 1858 à 1861. M. de Bismarck était alors ministre à Pétersbourg, et l'enveloppe contenait un certain nombre de rapports amusants de lui sur des intrigues de cour ou des potins qui couraient la ville.

Enfin, j'avais mis dans la huitième enveloppe

toutes les lettres sans date et les documents dont l'époque était incertaine.

M. de Bismarck se montra fort satisfait de la façon dont j'avais classé ces divers papiers. Je lui demandai, en lui remettant les enveloppes, l'autorisation de m'absenter pendant trois jours. Il me l'accorda volontiers. Je partis le soir même et, le 17 octobre, j'étais de retour à Friedrichsruh.

Après le dîner, le chef me fit appeler dans son cabinet de travail et me tendit un nouveau et volumineux paquet de lettres.

— Elles sont toutes, me dit-il, du vieil empereur Guillaume Ier.

Il m'exprima le désir que je les arrangeasse comme les autres, en les classant par ordre chronologique.

— Cela ne vous ennuiera pas? me demanda-t-il.

Je répondis avec empressement que non, que j'étais là pour ça, que je serais ravi de compléter mon instruction personnelle.

Le chef prit alors un deuxième paquet de lettres et me le donna.

— Tenez, fit-il, en voici un autre... C'est toute la correspondance relative au traité austro-allemand, échangée avec Andrassy pendant l'été

de 1879. Vous pourrez y trouver également quelques informations.

Il prit enfin une troisième liasse et l'ajouta aux deux autres :

— Prenez encore ça... Ce sont des lettres de l'empereur Frédéric lorsqu'il n'était que *kronprinz*... Il doit y avoir aussi dedans une lettre d'*elle* qu'elle m'a écrite de la villa Zirio.

Je pris tout ce précieux butin dans mes bras et l'emportai dans ma chambre. Une partie de ma nuit se passa à parcourir fiévreusement ces lettres augustes, dont presque chacune était un document historique. Ce n'est que tard, le matin, qu'accablé de fatigue et de sommeil, je m'endormis...

Voici, par ordre chronologique, les plus importantes parmi ces lettres :

Le *kronprinz* Frédéric écrit à M. de Bismarck, à la date du 30 juin 1863 :

Je vois par la lettre que vous m'adressez que, sur l'ordre de Sa Majesté le roi, vous n'avez pas communiqué officiellement au ministre d'État ma protestation relative aux lois restrictives sur la presse. Je comprends que vous n'ayez pas été fâché de transformer en question personnelle un incident dont l'importance ne saurait vous échap-

per ; je comprends également qu'il ne vous servirait à rien d'insister, puisque vous voulez bien me prévenir que la communication a été faite en particulier. Mais je pense qu'il est nécessaire que nous nous expliquions ensemble une bonne fois. Vous me mettez dans l'alternative ou de diminuer ou d'augmenter les difficultés que le ministère rencontre sur sa route. Mon choix est fait, et je ne saurais alléger la tâche d'un ministère dont les principes sont en opposition avec les miens.

Je veux une application loyale des lois et de la Constitution du pays ; je veux qu'on montre du respect et de la bienveillance pour un peuple qui est, d'ailleurs, facile à diriger et à conduire. Tels sont les principes qui doivent guider tout gouvernement. Je ne vois pas que vous les ayez appliqués.

Vous aimez à répéter que même vos adversaires respectent la sincérité de vos convictions. Je n'ai pas à examiner cette assertion. (*Ici M. de Bismarck avait écrit en marge au crayon :* « Eh bien, il est poli! »). Mais, si vous attachez quelque importance à l'opinion de vos adversaires, vous devez vous apercevoir que vous avez contre vous la grande masse des gens éclairés du pays, et cela doit éveiller des scrupules dans votre esprit.

Et, dites-moi, je vous prie, quel est le succès que vous attendez d'une pareille politique? Est-ce

la tranquillisation de l'esprit public et le rétablissement de la paix? Vous imaginez-vous donc pouvoir apaiser les ressentiments du pays en offensant de nouveau son sens de la justice? Il me semble, à moi, qu'il est humainement impossible d'attendre un changement quelconque lorsqu'on fait tout ce qu'on peut pour que ce changement ne se produise pas.

Je m'en vais vous dire maintenant le résultat que va produire votre politique. Vous allez continuer à jouer avec la Constitution et à en fausser l'esprit jusqu'à ce qu'elle perde toute valeur pour la nation. Vous susciterez ainsi des mouvements anarchiques, que vous ne pourrez réprimer qu'en violant ouvertement la Constitution. Voilà où vous en arriverez.

Eh bien, moi, je considère ceux qui poussent le roi mon père à de pareilles extrémités comme étant les plus dangereux conseillers de la couronne et du pays. (*Observation en marge de M. de Bismarck :* « La jeunesse est hâtive en ses jugements. »)

P.-S. — Je ne crois pas, jusqu'ici, avoir fait souvent usage de mon droit de prendre part aux délibérations du conseil des ministres. Mais, en présence des faits qui viennent de se passer, je m'en vais demander à Sa Majesté le roi de m'en

dispenser définitivement. Il n'est ni de ma situation ni de mon goût de donner des manifestations publiques et continuelles des divergences qui existent entre moi et le ministère. Je n'en continuerai, d'ailleurs, pas moins à exprimer mes opinions et je prendrai l'attitude que me dicteront les circonstances et mon devoir. (*Observation de M. de Bismarck* : « Allons-y ! »)

Au bas de cette lettre se trouvaient quelques lignes écrites au crayon de la main du chancelier, un projet de réponse, sans doute :

« Je ne puis qu'exprimer l'espoir que Votre Altesse Royale trouvera un jour des hommes pour La servir aussi fidèlement que je sers son père. Quant à moi, je n'en serai pas. »

Le 5 juin, à Dantzig, dans une tournée d'inspection militaire, le *kronprinz*, en réponse à une allocution du bourgmestre de la ville, déclare publiquement qu'il est opposé à la politique suivie par son père.

Là-dessus, le roi Guillaume Ier écrit à son fils pour lui demander une rétractation et pour le menacer de le priver de sa dignité et de sa position.

Réponse du *kronprinz* qui refuse de rien rétracter, qui offre d'abandonner lui-même son commandement et ses diverses charges et qui demande à se retirer avec sa famille dans quelque endroit où on ne pourra pas le soupçonner d'avoir une part quelconque dans les affaires de l'Etat.

Publication de la lettre du *kronprinz* par le *Times* et divers autres journaux.

Le 2 août, M. de Bismarck adresse, à la suite de cette publication, un mémorandum confidentiel au roi, où il expose que la publication de la lettre du *kronprinz* est due à sa femme, la princesse Victoria.

« La princesse Victoria, écrit le chancelier, a affirmé son opposition au gouvernement actuel du pays et cherche à tirer parti de l'incident de Dantzig et de l'émotion qu'il a causée en créant un mouvement populaire autour de son mari. »

Ce même mémoire contient une réfutation, point par point, des opinions politiques du prince héritier.

« Le démenti que Son Altesse Royale a cru devoir donner à Dantzig, écrit M. de Bismarck, était bien inutile, parce que personne n'a jamais

cru qu'Elle contribuait en quoi que ce soit au gouvernement du pays. Ce démenti aura eu simplement pour résultat de rendre publique l'attitude que le *kronprinz* a cru devoir prendre. Il n'y a pas un père de famille, à quelque parti qu'il appartienne, qui ne condamne sévèrement une pareille attitude, parce qu'elle est un désaveu de l'autorité paternelle et une offense aux sentiments et aux traditions de ce pays. Il était difficile que Son Altesse Royale se fît plus de tort aux yeux de l'opinion publique qu'en publiant la réponse qu'Elle a faite à son père.

« Cela ne saurait être le métier de l'héritier de la couronne de lever l'étendard de la révolte contre son roi et père. Et quand le *kronprinz* parle de son *devoir*, il devrait savoir qu'il ne le remplira qu'en changeant d'attitude et en revenant à d'autres sentiments. Il devrait savoir qu'il appartient au roi et non au prince héritier de gouverner la Prusse. Lorsque l'avis du roi diffère de celui du *kronprinz*, c'est toujours l'avis du roi qui doit l'emporter. L'opposition ne saurait exclure l'obéissance. Les ministres eux-mêmes, qui pourtant sont responsables, ont parfois des vues entièrement opposées à celles du monarque, ce qui ne les empêche pas de s'y soumettre.

« Si Son Altesse Royale sait que les ministres

agissent d'accord avec le roi, comment ne comprend-Elle pas que toute opposition de sa part aux ministres est une opposition au roi ?

« Il n'y a pas de raison pour que le *kronprinz* entre ainsi en lutte contre la volonté du roi, parce que n'importe quel autre prince de la maison royale serait alors en droit d'en faire autant. Et, lorsqu'il dit qu'il veut simplement neutraliser les mesures adoptées par le gouvernement, il entre en rébellion ouverte contre la couronne. C'est là un danger bien plus grand que toutes les manifestations anarchistes. Si le fils et l'héritier du trône se révolte contre son père et roi, pour qui l'autorité royale sera-t-elle alors sacrée? Chaque lien qui est aujourd'hui détaché ne l'est qu'au détriment de la royauté à venir; chaque atteinte à l'autorité du gouvernement d'aujourd'hui est une atteinte aux gouvernements futurs et laissera des traces derrière elle.

« Son Altesse Royale n'a, d'ailleurs, aucune position officielle dans les affaires de l'Etat. Lorsqu'elle assiste aux conseils des ministres, elle y assiste pour son instruction personnelle, afin d'apprendre à gouverner plus tard, mais elle n'émet aucun vote et ne saurait en émettre. Il est bon que Son Altesse Royale se tienne aussi au courant que possible, mais il importe avant toutes

choses qu'Elle se montre d'une discrétion absolue. Il importe qu'Elle et la princesse royale n'oublient pas que leurs proches parents ne sont pas toujours des compatriotes, mais représentent, au contraire, parfois des intérêts diamétralement opposés à ceux de la Prusse. Je n'ignore pas qu'il est dur qu'une frontière crée des divisions d'intérêts entre une mère et une fille, un frère et une sœur; mais oublier ce fait est un danger pour l'Etat. »

En 1864, la tension qui existait entre le *kronprinz* et M. de Bismarck paraît avoir complètement disparu, comme le témoigne la lettre suivante adressée par le prince héritier au chancelier :

Flensbourg, 17 avril 1864.

Je vous remercie de tout cœur pour vos deux lettres des 11 et 12 avril. Je trouve votre communication du 11 très intéressante, mais j'estime néanmoins que le moment est venu d'avoir notre programme à nous et non pas un programme qui consiste à agir selon les circonstances. J'ai cru, en outre, comprendre que, dans la guerre que nous faisons en ce moment contre le Danemark, vous

aviez quelque vue secrète, quelque arrière-pensée d'agrandissement prussien. Laissez-moi vous donner brièvement mon opinion, à savoir que de tels projets faussent toute notre politique allemande et nous préparent des complications avec l'Europe. Ce ne serait pas la première fois que la Prusse chercherait à mettre dedans les autres puissances et qu'elle n'aboutirait qu'à rester entre deux selles.

En 1866, à la date du 3 avril, M. de Bismarck adresse au roi la lettre suivante :

Sire,

Votre Majesté veut bien me faire demander, par l'entremise d'Abeken, si la lettre du duc de Cobourg, que j'ai l'honneur de vous retourner ci-inclus, mérite une réponse.

Je prendrai la liberté de rappeler à Votre Majesté que, pendant les quatre dernières années, le duc de Cobourg a pris part à toutes les intrigues intérieures ou extérieures qui ont été dirigées contre Votre Majesté. Le duc de Cobourg a adopté une attitude telle, vis-à-vis de la monarchie, que Votre Majesté a cru devoir lui adresser une longue lettre

de réprimande et qu'Elle a refusé de le recevoir à cause de la mauvaise impression que cela aurait produit sur l'armée. Le duc de Cobourg est le *leader* de tous les mouvements antiprussiens ; c'est lui qui a fait rappeler récemment lord Napier comme étant un ambassadeur trop prussophile. Il est le plus irréconciliable adversaire de la politique de Votre Majesté, et il n'y a à attendre de lui ni dévouement ni services d'aucune sorte.

Aujourd'hui, il tâche de persuader à Votre Majesté de changer de politique et de céder aux demandes et aux exigences de l'Autriche. Je n'ai qu'une réponse bien simple à faire. C'est que le même monsieur, depuis quatre ans, a constamment cherché à persuader des choses qui étaient opposées aux intérêts de la monarchie prussienne.

Votre Majesté n'en a pas moins cru devoir répondre à une de ses dernières lettres. Mais si Votre Majesté répondait à celle-ci, qui n'est qu'un tissu de perfidies et de mensonges, cela ne pourrait qu'encourager les adversaires de Votre Majesté et décourager ses fidèles serviteurs. Mon humble avis est donc que Votre Majesté, non seulement ne doit pas répondre, mais qu'Elle devrait même laisser entendre à l'aide de camp du duc qu'Elle a été péniblement affectée par le contenu de la missive. Il serait bon de dire verbalement à

cet aide de camp que Votre Majesté a très clairement vu la manœuvre du duc de Cobourg et que le ton qu'il a cru devoir prendre n'était pas du goût de Votre Majesté.

Je prie Votre Majesté de me croire son très humble et obéissant serviteur.

BISMARCK.

Quelques jours plus tard, le 8 avril, le roi Guillaume écrit ce qui suit à M. de Bismarck :

8 avril 1866.

Une main inconnue vient de m'envoyer les numéros 78 et 79 de la *Gazette de la Croix*, qui contiennent un article injurieux pour le duc de Cobourg. Cela est tout à fait déplaisant pour moi. Il n'y avait que vous, la reine et le *kronprinz* qui eussiez connaissance de la lettre du duc, de telle sorte qu'il est facile de deviner qui a inspiré l'article. Vous m'avez toujours affirmé que le gouvernement n'avait aucune influence sur la *Gazette de la Croix*; voici, ce me semble, un exemple qui contredit singulièrement votre affirmation. La façon dont j'avais répondu une première fois au duc et le fait que je ne lui répondais pas une seconde ont dû lui montrer suffisamment

que je ne désirais point continuer la correspondance. Il n'en est pas moins vrai que de pareils articles ne peuvent que nous rendre le duc encore plus hostile. Cela n'est guère adroit au point de vue politique, et c'est pourquoi je vous prie de mettre un terme à ces procédés inconvenants de la *Gazette de la Croix*.

GUILLAUME.

Voici la réponse de M. de Bismarck :

Je demande humblement pardon à Votre Majesté d'avoir attiré sur moi son mécontentement par suite de l'article sur le duc de Cobourg. Pour rien au monde je ne voudrais tromper Votre Majesté, et j'avoue franchement que la majeure partie de cet article a été écrite sous mon inspiration, parce que si je n'ai aucune influence sur la *Gazette de la Croix* pour empêcher de passer certains entrefilets qui me déplaisent, j'en ai assez pour faire insérer certains articles qui me conviennent.

Il m'avait semblé que Votre Majesté était Elle-même indignée de la mauvaise foi du duc de Cobourg. Mais je vois que je m'étais trompé et que, dans sa générosité, Votre Majesté avait pardonné au duc, quoiqu'il ait fait contre Votre Ma-

jesté et contre la Prusse tout le mal qu'il pouvait et quoiqu'il ait tenté de troubler les bonnes relations que nous avons avec l'Angleterre.

Votre Majesté, qui connaît mon dévouement et mon obéissance, ne saurait néanmoins s'attendre à me trouver inaccessible aux faiblesses humaines, surtout lorsque l'accomplissement de ma tâche m'est rendu plus difficile encore par des personnages haut situés, dont le cœur refuse de se réjouir des succès remportés par la Prusse. Votre Majesté n'ignore pas pourquoi, chaque jour, à chaque instant, j'ai à lutter avec quelque nouvelle et puissante influence qui veut m'arrêter sur ma route. C'est parce que je ne veux pas servir deux maîtres, c'est parce que je me refuse à faire une autre politique que celle de Votre Majesté, parce que je ne veux pas obéir à d'autres ordres qu'à ceux de Votre Majesté. Ma faute est d'avoir toujours été prêt à servir Votre Majesté sans me soucier de savoir si je ne déplairais pas, parfois, à ceux qui se tiennent auprès de Votre Majesté. J'aurais pu avoir la paix, si j'avais présenté à Votre Majesté comme étant mes propres opinions ce qui m'avait été suggéré ailleurs. Je ne l'ai jamais voulu.

Je prie, néanmoins, Votre Majesté de m'excuser si, dans la lutte que j'ai eue à soutenir, parce que

j'ai voulu faire mon devoir sans regarder à droite et à gauche, j'ai quelque peu perdu de mon calme et de ma sérénité. Et je prie Votre Majesté de croire que je serai le premier, dorénavant, à m'efforcer de les conserver.

BISMARCK.

A la date du 1er mai, peu de jours avant la campagne d'Autriche, M. de Bismarck écrit au roi :

« J'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté les pièces ci-incluses, afin que le royaume de Votre Majesté ne soit pas plus longtemps exposé aux dangers qui le menacent, par suite des préparatifs de guerre de l'Autriche. Cette puissance, dont les forces sont déjà supérieures aux nôtres, arme de jour en jour davantage, malgré les assurances les plus pacifiques. Le ministre de la guerre remettra demain à Votre Majesté un rapport du ministre d'État et lui soumettra toutes les mesures de précaution nécessaires. Si Votre Majesté veut bien croire que je ne suis pas facilement sujet à des craintes sans fondement, elle examinera les mesures qui lui sont soumises comme étant le résultat de ma légitime anxiété, et Elle leur donnera promptement sa royale sanction. »

Le lendemain, 2 mai, nouvelle lettre de M. de Bismarck au roi :

« Je soumets respectueusement à Votre Majesté le rapport qui vient de nous arriver de Vienne. Il ne nous laisse nullement entendre que l'Autriche soit prête à désarmer, mais il nous annonce qu'elle veut faire traîner les choses en longueur pour compléter ses armements dans l'intervalle. Je reçois, en outre, des informations de la Bourse qui me disent que l'on regarde ici l'inactivité de la maison royale, en présence des armements de l'Autriche, comme inconcevable et alarmante au plus haut point. Le sentiment d'anxiété qui existait déjà, hier, parmi les ministres de Votre Majesté, est devenu général aujourd'hui, et s'est communiqué à la ville, depuis que les faits qui étaient seulement connus du gouvernement le sont devenus aussi du public. Ce sentiment se manifesterait de façon violente si, ce qu'à Dieu ne plaise, il était jamais prouvé qu'il y a eu quelque négligence à mettre en état la défense du pays. »

De 1866, les lettres qui m'ont été confiées par le chancelier sautent à 1875.

Le 13 août de cette année-là, à la suite des bruits qui ont couru d'une tentative d'agression allemande contre la France, M. de Bismarck adresse la lettre suivante à l'empereur Guillaume :

Varzin, 13 août 1875.

Sire,

Je suis très reconnaissant à Votre Majesté de sa gracieuse lettre du 8 courant et je suis surtout heureux d'apprendre que la cure que Votre Majesté a suivie Lui a fait du bien, malgré le mauvais temps qui régnait sur les Alpes.

En ce qui concerne la lettre de la reine Victoria, j'ai l'honneur de répéter à Votre Majesté que cette lettre aurait été intéressante si la reine s'était exprimée plus explicitement sur les bruits de guerre qui ont couru. J'ignore encore quelle est la source de ces bruits ; mais elle doit être bien digne de foi pour que la dame exaltée qui a écrit à Votre Majesté y ait insisté de la sorte et pour que le gouvernement anglais ait cru devoir prendre des mesures aussi importantes et aussi peu amicales à notre égard.

Je ne sais s'il entre dans les intentions de Votre Majesté de croire mot à mot la reine Victoria lorsqu'elle écrit qu' « il lui serait facile de prouver

que ses craintes ne sont pas exagérées ». Mais je persiste à penser qu'il serait intéressant de savoir qui a pu télégraphier à Windsor des erreurs aussi graves. Les allusions qui sont faites à des représentants du gouvernement impérial allemand semblent se rapporter au comte de Münster. Il est, en effet, possible que ce diplomate, de même que le maréchal de Moltke, ait parlé de l'opportunité d'une attaque contre la France, quoique, pourtant, je ne sache pas qu'il l'ait fait, et quoique, en tout cas, il n'en ait jamais reçu l'ordre.

Je vois que, maintenant, on a donné l'assurance à la France qu'on ne l'attaquerait pas. Cette assurance n'est pas faite pour favoriser le maintien de la paix. Il n'a jamais été nécessaire de donner à un adversaire l'assurance qu'on attendra son attaque et qu'on ne prendra pas les devants. Si donc M. de Münster avait par hasard parlé dans ce sens, je ne saurais l'en blâmer, et le gouvernement anglais aurait tort de prendre des mesures officielles contre des remarques non officielles de notre ambassadeur et d'inviter les autres puissances, sans crier gare, à intervenir en faveur de la France. Des actes aussi graves et aussi peu amicaux font présumer que la reine Victoria avait d'autres raisons de croire à des intentions belliqueuses que les remarques du comte de Münster,

que je ne saurais regarder comme authentiques.

D'autre part, il est certain que les ultramontains et leurs amis nous ont accusés secrètement de vouloir provoquer la guerre à bref délai, et l'ambassadeur de France à Berlin, qui fréquente ces cercles, a dû envoyer ces mensonges à Paris comme des vérités dignes de foi.

Mais je maintiens que tout cela n'est pas suffisant pour que la reine Victoria accorde une telle confiance à des calomnies qui sont niées par Votre Majesté en personne. Je ne connais d'ailleurs pas assez le style de la reine de la Grande-Bretagne pour savoir si la phrase : « Il serait facile de prouver que mes craintes ne sont pas exagérées » ne constitue pas plutôt une échappatoire pour expliquer une intervention que l'on regrette peut-être aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, je prie Votre Majesté de m'excuser si mon devoir professionnel m'a amené à Lui parler aussi longuement d'un incident qui est déjà réglé.

Quant à la question d'Orient, elle ne peut pas prendre de grandes proportions si les trois cours impériales de Russie, d'Autriche et d'Allemagne restent unies, et ce but peut être d'autant plus facilement poursuivi par Votre Majesté que nous sommes la seule puissance qui n'ait pas d'intérêts directs en jeu. Nous avons, du reste, tout avan-

tage à ce que l'attention publique et la politique des autres puissances se détourne pour un moment de la question allemande.

Comme Votre Majesté a eu la gracieuseté de s'informer de l'état de ma santé, je me permettrai de lui dire que ma cure de six semaines à Kissingen m'a plus fatigué que celle de l'année dernière. Je me sens très épuisé : je ne puis pas beaucoup marcher et je ne puis pas du tout monter à cheval. J'espère que, dans six semaines, je serai plus capable de travailler, quoique je doive compter sur l'indulgence de Votre Majesté plus que ne le voudrait mon sentiment du devoir. Ma femme et ma fille remercient Votre Majesté de son aimable intérêt et se recommandent à Votre Majesté.

De Votre Majesté l'humble et obéissant serviteur.

BISMARCK.

L'année suivante, le 5 janvier 1876, le *kronprinz* introduit auprès de M. de Bismarck le professeur Geffcken et le présente comme un homme « de pensée réfléchie et de grande expérience ».

M. de Bismarck ne paraît pas très convaincu et, le 8, il répond au prince héritier :

« Le Dr Geffcken appartient à ce parti de l'Église évangélique qui a fait alliance avec le centre et les jésuites et qui a toujours été hostile à tout développement de l'empire d'Allemagne. »

Le *kronprinz* ne veut pas en convenir et, le 12 janvier, il écrit une seconde lettre au chancelier :

« Je connais le Dr Geffcken depuis de longues années et je ne l'ai jamais vu pencher vers le catholicisme ni faire de l'opposition à la Prusse sur des questions de principe. Je l'ai, au contraire, toujours entendu tenir des discours qui respiraient le protestantisme le plus ardent et le patriotisme le plus pur. »

Le 13 juin 1878, le *kronprinz* écrit à M. de Bismarck au sujet de la mort du roi Georges de Hanovre et lui dit, entre autres choses :

« Je suis d'avis que, maintenant que l'infortuné prince est mort, nous devons adopter une attitude généreuse vis-à-vis de ses proches parents. »

Avec l'année 1879, nous arrivons à une correspondance plus intéressante encore, celle qui a trait aux négociations du traité austro-allemand. Elle a lieu entre trois personnages : l'empereur Guillaume Ier, le prince de Bismarck et le comte Andrassy.

La voici tout entière :

Schönbrunn, 1er septembre 1879.

Honoré prince,

Avant de quitter Gastein, j'ai communiqué par le télégraphe à mon gracieux maître la tendance générale et le résultat de nos conférences. J'ai particulièrement attiré son attention sur ce fait que, à la suite des menaces proférées des deux côtés, à Berlin et à Vienne, la question que nous avions à traiter était une sorte de garantie d'assurance, d'entente définitive entre nos deux souverains, de telle façon qu'une attaque dirigée contre l'un de nos deux empires soit repoussée par nos forces combinées. J'ai vivement insisté auprès de Sa Majesté pour la conclusion de cette entente et je lui ai dit que j'en appelais la réussite de toutes mes forces. L'empereur vient de me répondre télégraphiquement de Prague, qu'il approuvait

complètement la tendance et le résultat de nos conférences et qu'il me priait d'aller le voir au camp, à Brück.

Je me suis, en conséquence, rendu à Brück, hier, et j'ai soumis à Sa Majesté un rapport détaillé sur ce sujet. J'ai trouvé l'empereur tellement convaincu de l'utilité et de la nécessité d'un tel arrangement que je n'ai pas eu besoin de développer en sa faveur de longs arguments. Sa Majesté y voit non seulement la continuation de notre désir de maintenir la paix entre les trois empires d'Allemagne, de Russie et d'Autriche, mais encore la seule manière pratique d'éloigner l'épée de Damoclès qui est sans cesse suspendue sur nos relations. Sa Majesté est convaincue que la paix ainsi assurée ne pourra que profiter à nos deux États, et, par ricochet, à un troisième.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien mon souverain est heureux chaque fois qu'il vous voit, et combien il sera particulièrement heureux de vous voir cette fois-ci. En attendant, et dès que vous aurez obtenu l'approbation en principe de l'empereur Guillaume, veuillez me soumettre votre projet de traité; je suis autorisé de mon côté à en préparer un. Je resterai au pouvoir jusqu'à ce que cette affaire ait été complètement réglée, et mon successeur ne prendra la direction

des services que lorsque notre entente sera une chose conclue. Je l'ai d'ailleurs mis au courant de nos négociations et il est sur tous les points d'accord avec moi.

C'est tout ce que j'ai à vous dire concernant Sa Majesté. Ce qui suit est personnel et tout à fait confidentiel.

Je dois vous avouer que je ne saurais avoir aucune tranquillité d'esprit tant que je ne verrai pas éteinte la torche que l'empereur Alexandre tient inconsciemment allumée sous les barils de poudre européens, et tant que la paix sera entre les mains d'un Milioutine, d'un Jomini ou d'un Ignatieff. Je trouve qu'aujourd'hui chaque État a bien assez à faire à se défendre contre les éléments subversifs qui le minent à l'intérieur. Comment s'y prendra-t-il s'il est obligé de dépenser la moitié de ses forces et de son attention pour lutter contre les dangers qui viennent de l'extérieur?

Je n'ai aucun doute sur les intentions personnelles du tzar Alexandre. Je suis convaincu que, pour le moment, il ne songe pas à la guerre. Mais, en ma qualité de ministre d'un État voisin, je ne puis oublier qu'il ne songeait pas non plus à la guerre qui vient de s'achever et qu'il n'a pas su se rendre maître du mouvement qui est parti de son entourage immédiat. Je considère que c'est une

nécessité européenne de nous prémunir contre ce danger, et bien que j'éprouve quelque ennui à retarder mon départ des affaires, ce sera pour moi une immense satisfaction si, en bon serviteur de mon empereur et de mon pays, j'arrivais à assurer par une alliance l'avenir de nos deux royaumes. L'Autriche a déjà commis une fois la faute de repousser les ouvertures de l'Allemagne. J'espère pouvoir empêcher cette faute de se commettre une seconde fois.

Croyez à mon dévouement sincèrement amical et respectueux.

ANDRASSY.

A cela, M. de Bismarck répond :

Gastein, 3 septembre 1879.

HONORÉ COMTE,

J'ai reçu hier soir votre lettre du 1er, qui a été pour moi une source de joie et de satisfaction. Je me hâte de vous envoyer une réponse provisoire.

Et d'abord, je vous prie de transmettre à Sa Majesté l'empereur mes remerciements les plus respectueux pour l'invitation qu'Elle veut bien me faire de venir La voir à Vienne. Je suis heureux

de voir par votre lettre que Sa Majesté a déjà un pied à l'étrier et qu'elle n'attend plus que nos efforts combinés pour La mettre définitivement en selle. Malheureusement, pour des raisons géographiques et politiques, je ne puis aller aussi vite en besogne que vous.

J'ai dû adresser un rapport écrit à mon maître, où je discutai toutes les éventualités possibles. Ce rapport, que j'ai dicté à mon fils, a pris plus de soixante pages et n'a, hélas! pas entièrement convaincu mon souverain que notre système essentiellement pacifique ne contenait pas quelques arrières-pensées d'un caractère agressif. Les idées belliqueuses déplaisent à un vieux monsieur de quatre-vingt-deux ans, mais j'en viendrai à bout, dussé-je ajouter un post-scriptum à mes soixante pages.

Mon maître a de la peine à s'habituer à une nouvelle situation. C'est là un des traits de son caractère et cela laisse peu de marge à mon activité. L'attitude que l'empereur Alexandre a cru devoir adopter récemment a bien éclairé pour lui la situation d'un jour nouveau, mais il lui est pénible d'être obligé de faire choix entre deux empires voisins et il tâchera de se convaincre, aussi longtemps qu'il le pourra, que l'heure n'a pas sonné de faire ce choix. Dans notre maison

royale, l'habitude joue un grand rôle et l'instinct de persistance croît avec l'âge. L'empereur Alexandre s'efforce, d'ailleurs, maintenant, de faire passer le Jupiter tonnant dans la coulisse pour le remplacer par un brillant rayon de soleil. Ses dernières menaces ont, en moins d'une semaine, fait place à une aimable invitation d'envoyer un officier prussien à Varsovie. Mon souverain a accepté cette invitation sans m'en prévenir, sous prétexte que c'était là une mesure militaire, et il a envoyé le maréchal Manteuffel, qui a été entouré à Varsovie de prévenances et d'égards. Il n'a pas hésité à croire à leur sincérité et à leur permanence, dont je suis, pour ma part, moins convaincu. Je ne sais si c'est lui ou les Russes qui ont eu l'idée d'une rencontre entre le tzar et mon maître, mais toujours est-il que cette rencontre va avoir lieu demain à Alexandrowo.

D'après un rapport du ministre de Bülow, elle a surtout pour but d'obtenir de l'empereur Alexandre une explication de son attitude menaçante. Jusqu'à ce que cette entrevue ait eu lieu, je ne puis espérer avoir de réponse à mon rapport; toutefois, Bülow vient de m'envoyer un télégramme, me disant que dès maintenant l'empereur Guillaume approuve les nouvelles ouvertures que je vous ai faites; il désire seulement que je ne

conclue rien sans avoir obtenu au préalable son approbation.

Cela est, après tout, naturel, et j'espère que vous ne vous impatienterez pas trop si, avant d'arriver à une détermination, mon maître prend le temps qu'expliquent son âge, ses habitudes et la nouveauté du projet. La chose s'annonce d'ailleurs fort bien. C'est la première fois depuis de longues années que je vois mon souverain, dans l'espace de vingt-quatre heures, adhérer à des négociations qui bouleversent les plans existants et constituent une nouvelle orientation. Comme je ne resterai pas inactif, j'espère qu'avant de quitter Gastein, j'aurai obtenu pleins pouvoirs.

Comme vous, chaque jour me confirme davantage dans la conviction que l'œuvre que nous avons entreprise était utile et nécessaire, et j'espère que Dieu nous permettra d'obtenir enfin la garantie indispensable à la sécurité intérieure et extérieure de nos deux États. J'ai pensé qu'il était de mon devoir de vous tenir au courant des résultats que j'ai pu obtenir et je continuerai à le faire dès que j'aurai reçu une expression plus détaillée des vues de mon maître. Si Sa Majesté me donnait réponse de Königsberg le 4, j'aurais sa lettre le 6 ou au plus tard le 8. J'avais bien envie, après votre départ, de me rendre en per-

sonne à Berlin pour y plaider verbalement notre cause, mais ma santé et mes forces s'y sont opposées. Et puis, l'expérience m'a montré que, lorsque j'avais des affaires importantes et difficiles à traiter avec mon maître, j'atteignais, non pas plus vite, mais plus sûrement mon but en lui écrivant qu'en lui parlant.

J'espère achever ici ma cure vers le 14 ou le 16 et je serai alors en état de lutter contre les rigueurs du prochain hiver.

Dans l'espoir que nous nous verrons bientôt, je vous prie de me croire

Votre amicalement et cordialement dévoué.

BISMARCK.

Vient ensuite une lettre de l'empereur Guillaume à M. de Bismarck, lui accusant réception de ses rapports sur les négociations austro-allemandes, et dont voici le texte :

Stettin, le 15 septembre 1879.

Après vous avoir expédié la lettre que vous avez dû recevoir aujourd'hui, le maréchal Manteuffel m'a remis votre télégramme du 7 courant, qui m'a causé un vif plaisir, parce que j'en ai conclu

que nous pourrions arriver à une entente. Cette opinion est d'ailleurs confirmée par votre quatrième rapport, qui m'est parvenu aujourd'hui.

Il y a seulement en ce qui concerne les négociations que vous menez avec Vienne, un point important à régler. C'est celui qui concerne la convention que nous avons avec la Russie. Vous n'ignorez pas que cette convention, qui a été signée en 1873 à Saint-Pétersbourg par les maréchaux de Moltke et Baratinsky, qui a été ensuite ratifiée par l'empereur Alexandre et par moi, et que vous avez, vous, refusé de signer, est toujours en vigueur. Comment voulez-vous vous y prendre maintenant pour signer une nouvelle convention avec un autre pays, sans dénoncer auparavant celle qui a été conclue à Saint-Pétersbourg? Ces conventions sont, toutes deux, des conventions défensives. Celle de Pétersbourg oblige la Prusse et la Russie à se prêter mutuellement assistance dans le cas où l'une des deux serait attaquée. Comment allez-vous la concilier avec celle que vous voulez signer à Vienne ?

Cela me paraît impossible, et c'est pourquoi je ne serai pas éloigné d'adopter l'idée de Bülow et d'enlever de la nouvelle convention tout ce qui est dirigé contre la Russie, afin que cette puissance adhère à notre traité. Cela nous permettrait en

même temps de remplir de la sorte les engagements que nous avons contractés à Pétersbourg.

GUILLAUME.

M. de Bismarck écrit au comte Andrassy la lettre qui suit :

Gastein, 20 septembre 1879.

HONORÉ COMTE,

Pour faire suite à ma communication du 3 courant, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai envoyé à mon gracieux maître, l'empereur Guillaume, des rapports détaillés et répétés sur nos négociations. La communauté absolue de vues qui existe entre mes collègues et moi m'a permis de surmonter les difficultés qui m'ont été créées par la distance et de vaincre les influences qui se sont mises en travers de ma route.

Je suis maintenant en état de vous annoncer que mon souverain adhère en principe aux vues qui m'ont guidé dans nos récentes conférences. D'après une communication officielle qui me vient de mon substitut, le comte Stolberg-Wernigerode, l'empereur Guillaume est prêt à sanctionner un accord par lequel nos deux pays s'engageraient à

maintenir la paix et à entretenir des relations pacifiques entre elles et avec la Russie. Mais les deux mêmes pays, dans le cas d'une attaque quelconque d'une ou plusieurs puissances, uniraient ensemble leurs forces pour repousser l'agresseur, quel qu'il soit.

Je suis, en conséquence, muni de pleins pouvoirs par mon gracieux maître pour vous proposer une alliance défensive sans conditions entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, avec ou sans limite de durée.

Je prie humblement Votre Excellence de vouloir bien entrer en discussion verbale sur cette proposition. Je soumettrai les résultats de nos négociations à l'approbation de mon gracieux maître. Je ne doute pas d'être en état d'obtenir sa sanction, si Votre Excellence, de son côté, se fait fort d'agréer, au nom de l'empereur François-Joseph, à la proposition que nous lui soumettons et dans les termes généraux et simples où nous la lui soumettons. Je m'estimerai, en tout cas, heureux si nos conférences peuvent aboutir à ce résultat ou à tout autre qui aura pour but les intérêts de nos deux pays et la paix de l'Europe.

Croyez, avec mes sentiments de cordiale amitié, à mon entier dévouement.

BISMARCK.

Le roi écrit à M. de Bismarck, de Baden-Baden, le 2 octobre 1879 :

Je regrette de constater, d'après votre lettre du 24 septembre, et d'après le mémorandum qui y était joint, que mes intentions touchant le traité que vous négociez n'ont été accueillies favorablement d'aucun côté. Comme j'ai exprimé ces intentions dans mes lettres datées de Dantzig et de Stettin, du 10 et 12 septembre, aussi clairement que possible, vous pouvez voir par vous-même combien elles diffèrent des résultats obtenus, et je pense qu'il est bien inutile que je vous les répète. Cependant, je vous renvoie ci-joint votre lettre du 24, pour que, en lisant les annotations que j'y ai faites, vous puissiez comprendre l'impression qu'elle a produite sur moi.

L'Allemagne et l'Autriche voudraient arriver toutes deux à se protéger contre des attaques subites d'un ennemi extérieur. Or, je ne puis accepter que vous considériez la Russie comme cet ennemi extérieur, ni que vous concluiez un traité contre elle dans les termes proposés.

Lorsque je viens de tendre amicalement la main à l'empereur Alexandre, lorsque tout malentendu vient d'être dissipé entre nous, puis-je mainte-

nant conclure secrètement contre lui une alliance, même défensive, dans laquelle lui seul est considéré comme pouvant être l'agresseur? Je ne puis pas commettre un pareil acte de déloyauté. On a bien insinué que, le cas échéant, par exemple si une guerre contre nous devenait imminente, la Russie serait informée de l'existence d'une alliance. Mais tout cela est exprimé en termes si vagues que l'avertissement arriverait trop tard ou bien occasionnerait seulement une plus grande irritation. On a dit aussi que, dans l'état actuel d'effervescence qui règne en Russie, la connaissance de l'alliance en question donnerait à ce pays la force et le sang-froid nécessaires pour arrêter cette effervescence. Pour cela, il serait nécessaire que l'on connût officiellement notre intention, mais il est impossible de faire savoir officiellement que nous considérons la Russie comme la seule ennemie à redouter. Donc, afin de pouvoir communiquer le traité à la Russie, il faut supprimer toute allusion à cette puissance; on parlera de l'ennemi en termes généraux, mentionnant accidentellement que les alliés ont en vue l'intention naturelle de se protéger contre cet ennemi. Voilà ce que je désire.

Je ne veux pas que l'on signe immédiatement le traité, parce que, pour le moment, il n'y a

aucun danger de guerre à redouter pour l'Allemagne et pour l'Autriche, et les traités d'alliance signés sans nécessité pressante sont des armes à deux tranchants. L'Autriche réclame la signature immédiate du traité, sous prétexte que la bonne entente qui existe à présent avec la France peut être compromise d'un instant à l'autre et que l'amitié de l'Angleterre peut se refroidir. Je ne comprends pas comment on peut faire dépendre des combinaisons politiques si élevées uniquement d'un ministre français qui est sur le point d'être renversé. L'amitié de l'Autriche et de l'Angleterre doit être bien peu solide si elle dépend d'un traité. Lorsqu'on voit le souci que montre l'Autriche de ménager les susceptibilités de la France et ses craintes d'un refroidissement avec l'Angleterre, l'opinion de Milioutine sur la possibilité d'une triple alliance ne paraît pas sans fondements.

Mais, il s'est produit une autre circonstance qui m'aidera peut-être à sortir du dilemme dans lequel se trouvent engagés ma conscience et mon honneur, à cause de la Russie et des objections soulevées contre mes intentions par l'Autriche. En réponse à mon télégramme, vous m'avez informé de ce que Saburoff vous a dit d'après les instructions de l'empereur. Vous sup-

posez, d'après cette communication, que la Russie a déjà eu vent de nos négociations avec l'Autriche, et Saburoff vous ayant affirmé que la Russie désirait conserver à l'avenir une attitude défensive, vous concluez que c'est la suite logique de la connaissance de nos négociations. Dans ce cas, on pourrait exécuter la proposition que je vous faisais de communiquer officiellement notre alliance avec l'Autriche et de donner au traité un caractère général, non seulement en supprimant le nom de la Russie, mais en l'invitant à se joindre au traité.

Vous avez dit vous-même à Saburoff que vous êtes tout à fait pour le maintien de l'alliance des trois empereurs. Rien ne serait donc plus simple que de confirmer dans un traité écrit l'alliance des trois empereurs, qui a été jusqu'à présent simplement verbale, ou qui a eu tout au plus une base écrite dans l'accord de Saint-Pétersbourg-Vienne.

Vous avez dit aussi à Saburoff que vous ne pourriez pas prendre part à une politique nuisible à l'Autriche. C'est tout à fait juste et important que la Russie reçoive le premier avis officiel de ce qu'elle connaît déjà par une vague rumeur. Comme notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg a dû informer M. de Giers de votre entrevue avec

Saburoff, vous pourriez lui demander s'il est vrai que la Russie continuera une politique défensive basée sur le traité de Berlin, et si c'est une politique défensive contre l'Allemagne et l'Autriche. Si vous receviez une réponse favorable, vous pourriez la communiquer immédiatement à l'Autriche, et il n'y aurait plus aucun obstacle à faire connaître à l'empereur Alexandre le traité projeté, en lui demandant son adhésion.

Il faudrait supprimer tout ce qui est dirigé exclusivement contre la Russie, d'autant plus que vous avez dit que si la France attaquait l'Allemagne, l'Autriche ne serait pas obligée de soutenir cette dernière, et devrait seulement observer une bienveillante neutralité. Cela veut dire que nous devrions soutenir l'Autriche contre la Russie, tandis que l'Autriche serait dispensée de cette obligation si la France nous attaquait. Mais cette dernière éventualité est beaucoup plus possible et plus probable qu'une attaque de la Russie, du moins jusqu'à présent, car le désir de revanche ne fait que sommeiller en France; il n'a jamais été abandonné, et s'éveillera à la première occasion propice. Quant à notre position, si nous avions une guerre avec la France, je ne partage pas l'opinion du feld-maréchal de Moltke, qui croit nos forces suffisantes pour nous permettre de

poursuivre une telle guerre sans alliés. Nous nous trouverions maintenant en présence d'une armée complètement différente de celle de 1870, car on ne peut nier les progrès que la France a faits. Puis, il y a une autre considération : c'est que la frontière française est presque hermétiquement fermée depuis la Suisse jusqu'à la Belgique, qu'une ligne continue de forteresses et de forts, même si on parvenait à la passer, rendrait impossible l'envoi de tout renfort, et entraverait énormément l'avancement stratégique de nos forces. D'après le feld-maréchal de Moltke, c'est sur un champ restreint que nous devons livrer bataille. Si nous sommes victorieux, nous ne pourrons pas poursuivre l'ennemi comme en 1870, car il nous faudrait immédiatement assiéger cette ceinture de forteresses avant de nous engager dans une poursuite. Des mois peut-être s'écouleraient avant que nous parvenions à prendre quelques forts, et cela donnerait le temps à l'armée défaite de se refaire derrière cette ligne et de se bien préparer à une nouvelle rencontre. Si les Allemands, par malheur, étaient défaits dans la première bataille, la rive gauche du Rhin serait perdue et nous devrions nous retirer de l'autre côté du fleuve.

Pour cette raison, l'Autriche ne peut pas rester neutre dans une telle guerre, mais au contraire

elle doit être obligée par le traité à nous soutenir de toutes ses forces, de même que le traité nous oblige à la soutenir contre la Russie.

La suite de cette communication impériale au chancelier est datée de Baden, le 4 octobre :

J'avais à peine terminé hier ma lettre ci-jointe, quand votre long télégramme est arrivé. Le point de vue auquel je me plaçais dans cette lettre n'a pas été changé par ma résolution d'accepter sous condition la proposition de Vienne. Mais je vous demande de nouveau ce que je répondrai si, au sujet du mémorandum, l'empereur Alexandre me dit :

« Qu'avez-vous donc décidé de faire pour ce mémorandum? Vous voulez probablement conclure un accord? Jusqu'à ce que je sois au courant de tout, je ne puis rien décider. Il faut que vous me montriez cet accord. »

Mais comme l'accord, sous sa forme présente, ne peut pas être montré à la Russie, il nous faudra refuser cette demande, et quelle impression fera ce refus sur l'empereur Alexandre? Quant à la question de la neutralité de l'Autriche, si nous étions attaqués par la France, il faut la suppri-

mer, et l'Autriche doit accepter de nous soutenir comme nous la soutiendrons contre la Russsie; autrement les conditions ne sont pas égales. Faites bien comprendre cela à Andrassy une fois de plus.

GUILLAUME.

Le 3 octobre 1879, Andrassy écrit à M. de Bismarck :

HONORÉ COMTE,

Je vous remercie vivement de votre lettre du 29 septembre. Depuis lors, le prince Reuss m'a communiqué, sur les négociations, quelques renseignements que je vous envoie ci-joint, tels qu'ils ont été écrits par le prince. Je suis prêt à approuver cette proposition, mais cependant j'ai des scrupules sur deux points. Le premier point est qu'il est question d'un traité, et le second que la conclusion de ce traité est déclarée imminente. Mon objection au premier de ces points est que, si l'intention de conclure un traité est manifestement exprimée dans la lettre de Sa Majesté l'Empereur, il s'ensuivra nécessairement que le texte de ce traité sera réclamé à Saint-Pétersbourg, et cela fournira au cabinet russe, avant que les

choses soient réglées entre nous, l'occasion de commencer les négociations à trois dont je n'attends pas un résultat satisfaisant pour aucune des parties. Pour cette raison, je me permets de vous soumettre une contre-proposition, ou plutôt une proposition parallèle, dont l'adoption, il me semble, serait avantageuse pour les deux côtés. La voici :

Après avoir ratifié la signature du traité, Sa Majesté l'empereur Guillaume pourra communiquer le contenu entier du mémorandum accepté et signé par nous, après l'avoir approuvé lui-même naturellement, et il ajoutera que l'acceptation de ce mémorandum renferme l'accord tacite des deux gouvernements, que toute attaque contre l'un serait considérée comme dirigée contre les deux et serait interprétée dans ce sens par l'empereur. Sa Majesté, heureuse d'avoir appris par Saburoff que la Russie désire la paix, ferait cette communication comme preuve de sa loyauté et de sa franchise. Sa Majesté pourrait ajouter peut-être que cette entente a un caractère tout à fait défensif et que rien n'empêche la Russie d'écarter toute idée d'antagonisme en adhérant aux clauses du mémorandum. Ainsi serait atteint le but de l'empereur Guillaume, de communiquer le sens de notre entente, sans faire mention de l'exis-

tence d'un accord plus précis, que l'on n'aurait aucun besoin de révéler par conséquent.

Si l'on communiquait le texte entier, l'adhésion de la Russie à ce texte serait inconcevable; ensuite, le passage concernant la France et l'Italie serait connu presque immédiatement dans ces deux pays et donnerait naissance à des complications tout à fait inutiles; enfin, l'affaire pourrait transpirer jusqu'au Parlement et provoquer des discussions qui sont peu désirables. Ces considérations font valoir ma proposition. Si vous ne pouviez pas la faire admettre par les personnes compétentes, j'accepterais toute autre méthode, même celle suggérée par Stolberg, qui a déclaré que ce ne serait pas pour lui une condition *sine qua non* de conserver le traité secret, une fois signé.

Il y a en outre une éventualité que je ne saurais admettre; ce serait la communication de l'existence et des clauses du traité, avant que Sa Majesté l'empereur Guillaume eût donné ou assuré sa sanction à ce traité. Sans vouloir anticiper sur la décision de mon gracieux maître, je préférerais renoncer tout à fait à la conclusion d'un accord, et, en tout cas, je refuserais absolument de continuer à participer aux négociations. Je vous prie, mon Prince, d'excuser le ton un peu brusque de ce rapport, mais comme l'affaire

me paraissait urgente, je désirais que le prince Reuss eût la lettre aujourd'hui même. Je vous prie de présenter mes respects à la princesse, et je demeure votre tout dévoué.

ANDRASSY.

Le *kronprinz* écrit confidentiellement à M. de Bismarck, de Baden-Baden, le 4 octobre 1879 :

« Le comte Stolberg a dû déjà vous mettre au courant des affaires jusqu'à la signature du traité par l'empereur. Je n'ajouterai rien de plus sur cette crise, dont la solution, je l'espère, sera d'une si haute portée pour l'Allemagne. Je dois cependant vous dire que le roi est très ennuyé et continue de répéter qu'il s'est déshonoré en prenant cette décision et qu'il a manqué de loyauté vis-à-vis de son ami le tsar. Vous voyez par là combien cette décision a coûté à sa conscience si droite. »

Le chancelier a esquissé le 30 octobre les réponses que l'on pourrait faire verbalement à l'empereur Alexandre, s'il posait quelques questions :

Une institution due à l'influence d'Alexandre Ier et qui maintint la paix dans l'Europe centrale

pendant un demi-siècle a été sacrifiée en 1866 à une nécessité urgente. La confédération allemande était un lourd fardeau pour nous Prussiens, et elle ne satisfaisait pas les aspirations des autres Allemands. Le mécontentement qui en résultait était utilisé par le parti révolutionnaire dans le but de menacer tout prince allemand. Il était nécessaire de les priver de cette arme et de répondre au sentiment national. Cela avait été fait aux dépens de la sécurité que la confédération fournissait, presque sans frais, à ses membres les plus faibles.

La brèche causée par l'abandon de la partie de l'Autriche qui s'étend des Carpathes au lac de Constance, devait être nécessairement remplie. Après la guerre de 1866, on avait essayé de réunir l'Autriche aux États allemands, comme elle avait déjà fait partie de la confédération allemande. On voulait ainsi l'empêcher de s'unir avec la France contre ces États. Ce but est maintenant atteint sans aucune obligation de notre part de défendre Trieste ou la Bosnie contre les Italiens, les Turcs ou les Slaves du sud. Notre accord avec l'Autriche ne ressemble pas plus à une menace pour nos voisins que l'érection d'une forteresse sur la frontière, et il est moins menaçant que la construction d'un chemin de fer stratégique. C'est

une société d'assurance mutuelle à laquelle peuvent participer tous ceux qui ont des intérêts semblables.

Voici maintenant le rapport de l'empereur Guillaume à Bismarck, sur son entrevue à Alexandrowo :

5 septembre 1879.

L'empereur Alexandre a commencé par m'expliquer la lettre qu'il m'avait écrite et que personne ne connaissait. Avant de l'envoyer, il ne l'avait montrée à personne, et après, il en avait seulement communiqué le contenu verbalement à quelques confidents. Par conséquent, si j'avais trouvé quelque chose d'offensant dans sa lettre, comme il le croyait par ma réponse, lui seul pouvait être blâmé, et il comprenait très bien que j'aie pu mal interpréter ses intentions. Il était très fâché de tout cela, et, puisque le résultat avait été assez grave pour me causer une offense personnelle, il me priait de considérer cette lettre comme n'ayant jamais été écrite. Rien n'était plus loin de ses intentions que l'idée d'une menace. Il avait voulu simplement appeler mon attention sur ce fait, parfaitement vrai d'ailleurs, que si la

presse des deux pays continuait à s'invectiver, elle finirait par provoquer un sentiment d'hostilité entre les deux Etats, et c'est ce qu'il voulait éviter à tout prix.

Il estimait que le maintien de la paix en Europe n'était possible à l'avenir, comme le passé l'avait démontré, que si les bonnes relations entre la Prusse et la Russie continuaient à exister.

Les votes émis contre la Russie, par les membres allemands des commissions européennes chargées des affaires d'Orient, avaient trahi une attitude hostile de la part de l'Allemagne contre la Russie, attitude qui avait causé une grande irritation dans ce pays et avait amené de vifs commentaires dans la presse.

Dans ces commissions, la Russie poursuivait le but qu'elle avait toujours eu en vue pendant la guerre, but qui était d'améliorer et d'assurer le sort des populations chrétiennes, mais non pas de faire des conquêtes. Si maintenant on s'opposait à la délimitation de frontière que le tsar avait demandée, et si, de cette manière, un certain nombre de chrétiens étaient soumis à la souveraineté turque, contre leur volonté, les membres des commissions devaient avoir reçu des instructions spéciales pour cela.

Les votes des commissaires allemands avaient

produit un mauvais effet en Turquie aussi. Le désaccord qui existait à propos de ce pays entre l'Allemagne et la Russie augmentait l'obstination des Turcs et faisait traîner sans fin les négociations.

Le prince de Bismarck, qui avait toujours été favorable aux bonnes relations entre la Prusse et la Russie, ne pouvait pas oublier la stupide circulaire de Gortschakoff de 1875. Lui, le tsar, avait fait tout son possible pour empêcher Gortschakoff d'envoyer cette circulaire; il lui avait montré les conséquences déplorables qui en résulteraient, attendu que, s'il y avait quelque chose à apaiser, ce n'était guère le moyen de le faire. Mais le prince Gortschakoff n'avait voulu rien écouter. Le ressentiment de Bismarck, son irritation contre Gortschakoff à partir de ce moment, semblaient s'être étendus à la Russie, et c'était à cela que le tsar faisait allusion en me disant dans sa lettre qu'il ne pouvait concilier une telle conduite avec le caractère d'un homme d'État aussi éminent. Cette expression qu'il avait employée dans sa lettre ne se rapportait pas aux instructions données aux membres des commissions pour les affaires d'Orient.

D'ailleurs, il paraît que le prince Gortschakoff n'est plus maintenant bon à grand'chose et l'em-

pereur Alexandre m'a affirmé qu'il ne le consultait que rarement.

En réponse à ces explications, j'ai dit au tsar que j'avais été péniblement affecté par sa lettre, surtout parce que j'avais cru que ses remarques se rapportaient seulement aux votes en question, et ceux-ci me semblaient si peu importants que je ne pouvais comprendre son irritation à ce sujet. Je m'expliquais maintenant ce qu'il avait voulu dire, et je pouvais lui affirmer que le prince de Bismarck considérait toujours du même œil les relations entre la Prusse, l'Allemagne et la Russie; mais il avait vu grandir en Russie, par la faute surtout de la presse, un sentiment qu'il ne pouvait comprendre, étant données les lois de ce pays, car c'étaient des organes semi-officiels, qui pervertissaient ainsi les sentiments. J'ajoutai que je voulais bien reconnaître que notre presse aussi s'était rendue coupable de semblables excès, mais c'était surtout dans des cas de légitime défense contre les attaques de la Russie. Nous sommes tellement arrêtés par nos lois sur la presse, que nous ne pouvons intervenir que par un appel personnel aux rédacteurs de journaux; mais nous ne pouvons rien légalement, à moins que l'état de siège ne soit prononcé dans certains districts. Comme son gouvernement avait récem-

ment infligé un blâme sérieux à tous les articles injurieux des journaux, on pouvait espérer qu'une mesure énergique serait prise, grâce au pouvoir dont le gouverneur général est investi.

De mon côté, j'avais fait donner des conseils aux rédacteurs, mais la loi ne permettait rien de plus.

Nos instructions aux commissaires n'avaient pas varié depuis le commencement jusqu'à la fin : si la Russie et l'Autriche étaient d'accord, il fallait toujours voter avec elles ; quand ce n'était pas le cas, il fallait voter avec la majorité, tant que les propositions de la Russie n'étaient pas absolument insoutenables. C'est ce qui était arrivé pour la Silistrie, où j'étais tout à fait pour la proposition de la Russie de nommer une commission chargée de s'occuper sur les lieux de la question du pont, et aussi pour la route stratégique de la Roumélie orientale.

Concernant la frontière grecque, je n'avais entendu parler de rien de ce qu'il me disait ; d'ailleurs, tous ces petits détails de frontière sont si peu importants qu'ils ne peuvent guère toucher la question des chrétiens. Malheureusement, la question de la frontière grecque avait été mentionnée au congrès comme l'expression d'un désir, et non d'une demande, et j'avais prévu dès le

commencement ce qui arriverait; mais pendant le congrès, je n'avais pas voix au chapitre. Je considérais de la même manière la question juive en Roumanie; la solution désirée étant impraticable à mon avis, je voulais voir adopter la modification de la Grèce.

La continuation de ce rapport est datée du 12 septembre 1879 :

J'ai dit encore que je n'avais jamais remarqué que le prince de Bismark fût animé de sentiments hostiles contre le prince Gortschakoff à cause de sa circulaire de 1875. Mon opinion et la sienne étaient les mêmes que celle de l'empereur Alexandre; mais au congrès de Berlin, on s'exprima sur le compte du prince Gortschakoff comme l'empereur l'a fait ci-dessus, et je compris alors la position singulière qui lui était faite. Je crois que dans ma réponse à l'empereur, je fis ressortir combien peu les idées politiques du prince de Bismarck concernant la Russie avaient changé. Se rappelant l'attitude adoptée par la Russie vis-à-vis de nous en 1870, il avait toujours été d'accord avec moi dans les efforts faits, pendant les deux années 1876 et 1877, pour prouver notre gratitude à l'empereur par

notre neutralité bienveillante; et il réussit en effet à empêcher une coalition des puissances occidentales, y compris l'Autriche. Cela me semble détruire la supposition de l'Empereur que le prince de Bismarck aurait changé ses idées politiques par dépit contre le prince Gortschakoff. Jusqu'à présent, les sentiments du prince de Bismarck pour la Russie n'ont pas changé.

Le 4 au matin, l'empereur est venu me voir pour prendre congé de moi après le déjeuner. Il avait reçu de Jugenheim un télégramme de l'impératrice Marie, qui se rappelait à mon bon souvenir et était très satisfaite de notre rencontre à Alexandrowo. Il a ajouté :

« C'est à elle la première que j'ai communiqué ma lettre, dont le brouillon était presque illisible, à cause des corrections. Puis j'ai montré ma lettre et votre réponse à Adlerberg, à Milioutine et à Giers; ils connaissent mes opinions politiques concernant la Prusse et l'Allemagne, et, étant tout à fait d'accord avec moi sur ce sujet, ils sont heureux que notre rencontre ait effacé toute impression mauvaise. »

Puis l'Empereur m'a lu une lettre d'un envoyé russe racontant une conversation qu'il avait eue avec le prince de Bismarck sur la politique; il avait beaucoup parlé de la Prusse et de la Rus-

sie comme agissant de concert. L'envoyé disait que le prince de Bismarck n'avait pas changé d'opinion sur l'alliance des trois empereurs. Enfin l'Empereur résuma les vues que nous avions échangées et fut très heureux de constater que tous les malentendus avaient été dissipés et que la vieille amitié subsisterait entre les deux États, associés à l'Autriche. Pour la première fois, il a dit en parlant de cette dernière :

« J'avais des raisons pour être mécontent d'elle, car son attitude vis-à-vis de moi pendant la guerre avait été louche, comme toujours. Sans tirer un coup de fusil, elle a occupé deux provinces turques, naturellement pour ne jamais les rendre, de même que les Anglais ne rendront jamais Chypre, pour laquelle ils ont fait un traité à part pendant le Congrès, sans rien en communiquer aux grandes puissances. »

Je l'ai alors interrompu, en disant que je croyais qu'il y avait eu des négociations au Reichsradt concernant l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine.

« Oui, m'a dit l'Empereur, mais dans des conditions tout à fait différentes, l'Autriche devant prendre part à la guerre de façon ou d'autre. Enfin, le point capital est que nous nous soutenions tous trois.

Naturellement, je n'ai pu que confirmer cette idée comme étant ma propre conviction.

Le même matin, j'ai causé successivement avec le général Adlerberg, le ministre de Giers et le ministre de la guerre Milioutine. Les deux premiers ont parlé avec autant de chaleur l'un que l'autre en faveur des anciennes relations. Ils connaissaient la lettre de l'Empereur et ma réponse, et ils partageaient la satisfaction de leur souverain de voir dissiper des malentendus qu'ils n'auraient pas cru possibles, connaissant exactement les idées que l'Empereur avait voulu exprimer dans cette lettre.

Je n'ai aucune raison pour douter de la sincérité de leurs sentiments. Cependant, je leur ai dit clairement que c'était la presse qui avait amené un désaccord entre nos pays. Comme un rescrit en termes énergiques avait été publié en Russie, désapprouvant absolument l'attitude hostile adoptée par la presse vis-à-vis de l'Allemagne, on pouvait espérer une amélioration, si, toutefois, les gouverneurs qui avaient proclamé l'état de siège dans presque toute la Russie se servaient immédiatement de leur pouvoir pour saisir tous les journaux, pamphlets, etc.. qui renfermaient des excitations publiques. Sinon, il en résulterait les conséquences dangereuses pré-

vues par le tsar, c'est-à-dire la discorde entre les deux États. Quant à notre presse à nous, j'ai fait ressortir que mes mains étaient liées par la loi et par notre Constitution représentative, et que d'ailleurs nos journaux ne faisaient que prendre une attitude défensive contre la presse russe. Cependant, ai-je dit, j'ai fait recommander aux rédacteurs de mettre eux-mêmes un frein, si une amélioration se produisait dans la presse russe. Les rédacteurs sont d'accord avec moi sur ce point, et espèrent une amélioration.

Ma conversation avec le général Milioutine a commencé comme avec les deux autres. Puis, j'ai exprimé mon opinion sur la nouvelle organisation introduite pendant la guerre, et j'a dit que je ne pouvais comprendre où on trouvait l'argent nécessaire pour y subvenir. Toute l'Europe avait été alarmée en voyant que l'on continuait sur le pied de paix les efforts et les sacrifices d'argent faits en vue de la guerre. Milioutine m'a répondu :

« La guerre a précisément montré que l'armée russe n'était pas assez forte pour vaincre la Turquie, parce que ses forces énormes sont dispersées depuis la Sibérie jusqu'à la Vistule. C'est pourquoi il faut que nous conservions une réserve suffisante pour les exigences européennes. Nous avons des ressources inconnues aux autres pays.

Nous avons des frontières stratégiques contre la Chine, contre les pays limitrophes de l'Inde, contre la Perse et contre la Turquie. Nous avons appris qu'une coalition se forme entre l'Autriche, l'Angleterre et peut-être la France. Cela indique un nouveau conflit à l'horizon. L'Angleterre organise et arme l'Asie Mineure, qui est inondée de fonctionnaires, de généraux et d'officiers déguisés en consuls, ce qui dénote sûrement des intentions hostiles contre notre position dans le Caucase. Le conflit oriental est proche. »

J'ai soulevé des objections contre cette dernière assertion et j'ai affirmé que, si les décisions du congrès de Berlin étaient appliquées dans leur entier, il n'y avait pas à redouter de nouvelle guerre de ce côté, car la Turquie cherchait la paix avant tout.

9 novembre 1879.

GUILLAUME.

Le rapport qu'on vient de lire est accompagné d'une lettre de l'empereur à M. de Bismarck, dont voici le texte :

Stettin, 10 septembre 1879.

Je vous envoie ci-joint la fin des notes que j'ai prises sur ma conversation avec l'empereur

Alexandre. Ma lettre de Berlin, qui s'est croisée avec votre mémoire n° 1, a dû vous montrer que nos vues sont en contradiction. J'ai tenu, avant de me former une opinion sur vos propositions, à voir le tsar. Jusqu'à ce que j'aie causé avec lui, j'ai pensé qu'il était de mon devoir de regarder vos rapports comme non avenus. Maintenant que l'entrevue a eu lieu et que nous nous sommes expliqués ensemble, mon opinion est faite et je me juge suffisamment éclairé.

L'empereur de Russie regrette d'avoir écrit la lettre qui a donné lieu à notre malentendu. Les mots de cette lettre « *ce qui doit avoir des suites dangereuses et fâcheuses*, » dont nous nous étions alarmés, ne doivent nullement être considérés comme une menace de rupture, mais simplement comme un avertissement que si nous ne mettons pas quelque entrave à notre presse, il en sortira un malaise nuisible aux intérêts de nos deux pays.

Telle est l'explication que le tsar m'a donnée de sa lettre, et cette explication est aussi vraie qu'une chose peut l'être. Je n'ai pu, de mon côté, qu'exprimer à Sa Majesté ma complète approbation, d'autant plus que le gouvernement russe avait déjà pris une attitude conforme à ses déclarations.

Vous avez pu voir par les notes que je vous ai

envoyées que j'ai rectifié l'opinion que le tsar s'était faite des votes émis par mes commissaires dans l'Est. Vous avez aussi pu voir que je vous ai défendu contre les soupçons exprimés par le tsar dans sa lettre.

L'empereur Alexandre a pleinement reconnu que notre politique pendant la guerre d'Orient avait été un véritable bienfait pour la Russie, et il a par là pleinement approuvé votre conduite. Je lui ai en outre affirmé que, jusqu'ici, vous aviez toujours conservé pour la Russie les vieux sentiments dont vous avez donné des preuves en 1877 et en 1878. L'empereur Alexandre m'a dit qu'il avait la conviction absolue que la paix ne pourrait être maintenue en Europe qu'en nous *tenant à trois*, comme nous l'avons fait en 1872, lors de notre entrevue à Berlin. Comme c'est également là mon opinion, je lui ai répondu que j'étais sur ce point d'accord avec lui.

Adlerberg, Giers et Milioutine, qui sont les plus avant dans la confiance du tsar, m'ayant tenu le même langage, ma conviction n'a pu qu'être encore raffermie par leurs déclarations. Aucun d'eux n'a le moindre désir de nous faire la guerre. Les accroissements que l'armée russe a subis pendant la guerre turque ont été maintenus, uniquement parce que la Russie se croit menacée par

une coalition européenne et veut par conséquent être en état de se défendre seule.

Vous voyez donc, par tout ce que je viens de vous dire, que les suppositions sur lesquelles étaient basés vos rapports tombent d'elles-mêmes et que nous devons par suite abandonner entièrement la politique suivie dans ces derniers temps contre la Russie. Je ne saurais jamais me prêter à un projet qui aurait pour but de former une coalition défensive contre la Russie, et c'est pourquoi je ne puis comprendre votre hostilité contre ce pays, qui s'accroît avec chaque mémorandum que vous m'adressez.

J'ai été très péniblement affecté notamment par votre proposition de garder pour la façade une attitude amicale avec la Russie et de conclure en même temps sous main une coalition contre elle, de concert avec l'Autriche, l'Angleterre et même la France. Vous avez tellement ancré ce projet dans votre tête, que non seulement vous l'avez communiqué au comte Andrassy, mais que vous l'avez même autorisé à en parler à *son empereur*, qui l'a immédiatement accepté.

Vous me priez ensuite de vous envoyer des instructions et vous m'offrez de conclure une alliance défensive avec l'Autriche contre la Russie, en attendant de former une coalition plus nom-

breuse. Mettez-vous donc à ma place pour un moment! Je suis en présence d'un ami personnel, d'un proche parent, d'un allié, je cherche à m'entendre avec lui au sujet de quelques passages mal compris d'une lettre hâtive, et j'aboutis à un résultat satisfaisant. Est-ce que je m'en vais en même temps me joindre à une coalition hostile contre lui ? Est-ce que, derrière son dos, je m'en vais faire juste le contraire de ce que je lui dis en face?

Je ne nie pas que les dangers signalés par vos rapports ne se représenteront pas un jour ou l'autre, par suite d'un changement quelconqne du personnel gouvernemental de Saint-Pétersbourg. Mais, pour le moment, je ne vois pas le moindre danger. Combien de fois ne m'avez-vous pas mis en garde contre des traités avec d'autres puissances, qui nous lient les mains quand nous n'avons aucun objectif précis en vue! Mon frère et le ministre Manteuffel, en particulier, se sont mordu les doigts du traité de trois ans qu'ils ont conclu avec l'Autriche après Olmütz, et ils en ont impatiemment attendu l'expiration. C'est à peu près le même cas qui se représente aujourd'hui. Il est absolument contraire à mes convictions politiques et à ma conscience de me lier les mains pour me défendre contre une simple éventualité.

Je ne veux pourtant pas vous désavouer ni désavouer les démarches que vous avez faites auprès de Andrassy. Je vous autorise donc à faire dire à Vienne, dans les journaux, qu'il se pourrait qu'il y eût un désaccord entre l'Allemagne et la Russie et que vous entamez des pourparlers pour voir quelles mesures combinées vous pourriez prendre avec l'Autriche si l'éventualité d'une rupture se produisait. Mais ma conscience ne me permet pas de vous autoriser à conclure une convention, et encore moins un traité.

J'espère que, de la sorte, nous serons tous d'accord. Si Dieu le permet, j'envisagerai l'avenir avec confiance et je pourrai compter sur la continuation de relations amicales avec la Russie. Je ne puis vous dire combien cela m'a paru pénible lorsque, pour la première fois depuis dix-sept ans, j'ai cru que nous n'allions pas nous entendre. J'attends avec impatience votre réponse à l'autorisation que je vous donne ci-dessus et je suis convaincu que nous arriverons à tomber d'accord. Que Dieu veuille qu'il en soit ainsi !

Votre fidèle et dévoué,

GUILLAUME.

Ici s'arrête la correspondance relative aux

négociations du traité austro-allemand, mais d'autres lettres postérieures à la conclusion de l'alliance, et traitant de différents sujets, sont intéressantes à reproduire.

En 1883, M. de Bismarck adresse à l'empereur Guillaume Ier la lettre suivante :

Fiedrichsruh, 25 décembre 1883.

Je remercie respectueusement et cordialement Votre Majesté pour le gracieux cadeau de Christmas qu'Elle a daigné m'envoyer, et, en particulier, pour les vœux gracieux qui l'accompagnaient.

Pour moi, l'approbation de Votre Majesté a une plus haute valeur que celle de tous les autres réunis. Je remercie Dieu de ce qu'il ait permis que cette approbation ne me fasse jamais défaut, alors que j'obtenais rarement celle des autres et seulement en passant. Je remercie aussi Votre Majesté pour la confiance inébranlable qu'Elle a bien voulu me témoigner depuis plus de vingt ans, ainsi que pour la bonté avec laquelle Votre Majesté m'a toujours traité malgré les attaques de mes adversaires et les erreurs que j'ai pu commettre

moi-même. Je ne demande rien de plus en ce bas monde que la paix avec Dieu et ma conscience. Le ciel a d'ailleurs favorisé le gouvernement de Votre Majesté plus que celui d'aucun autre monarque, en tant que les serviteurs de Votre Majesté lui doivent une infinie reconnaissance; car c'est la loyauté du maître qui engendre et qui perpétue la loyauté des serviteurs.

Ma femme remercie respectueusement Votre Majesté pour sa gracieuse lettre du 21 courant. J'ai été quelque peu inquiet pour sa santé, mais il y a maintenant une amélioration sensible dans son état. Elle me demande de déposer ses humbles respects et ses meilleurs vœux de nouvelle année aux pieds de Votre Majesté.

Quant à moi, je me sens physiquement plus fort que je ne l'ai été depuis de longues années; j'ai pu monter à cheval hier pendant plusieurs heures avec mes deux fils, et je crois que je me rétablirai complètement si Votre Majesté veut bien m'autoriser à rester ici jusqu'à la fin du mois prochain.

Que Dieu accorde à Votre Majesté un joyeux Christmas, de la santé et du bonheur.

BISMARCK.

L'année suivante, le chancelier remercie comme suit l'Empereur d'une décoration qu'il vient de lui envoyer :

Varzin, 2 septembre 1884.

L'anniversaire de Sedan a été pour moi un jour exceptionnellement heureux grâce à Votre Majesté qui m'a décerné gracieusement l'ordre *Pour le Mérite*, et qui a rehaussé encore la valeur de cette distinction par les mots si aimables qui l'accompagnaient. Je suis heureux de constater encore une fois, après un regard jeté sur bien des années en arrière, que la faveur et la confiance de Votre Majesté ont toujours été mon soutien et que Votre Majesté veut bien avoir égard à ma santé chancelante. La seule chose que je cherche ici bas c'est à satisfaire Votre Majesté, mais je suis très heureux lorsque le monde peut voir que j'ai toujours été et que je suis encore en possession du bien pour lequel j'ai toujours lutté, c'est-à-dire de la faveur de mon maître terrestre. Je m'efforcerai toujours de la mériter par un zèle constant, afin que Votre Majesté, qui est l'autorité la plus haute et la plus compétente, puisse toujours reconnaître en moi le cœur et les sentiments d'un soldat prussien. Il n'est pas pour moi de plus grande

louange que celle que contiennent ces mots, lorsqu'ils sont signés par Votre Majesté.

Le 11, j'espère pouvoir verbalement déposer mes remerciements aux pieds de Votre Majesté et voir Votre Majesté en bonne santé.

BISMARCK.

Quelques mois plus tard, M. de Bismark écrit encore à l'empereur :

Berlin, 25 décembre 1884.

Je remercie respectueusement Votre Majesté pour son magnifique présent de Christmas. L'œuvre d'art que Votre Majesté m'a envoyée me rappelle quelque peu ma position actuelle. Pendant que le centaure tâche avec ses deux bras de hisser le bélier sur ses épaules, une femme vient qui se suspend de tout son poids à sa barbe. Il en est de même avec moi ! Tandis que j'ai les mains pleines du service de Votre Majesté et du pays, l'opposition au Parlement me pousse et s'accroche à moi au risque de me renverser pendant que je supporte le poids des affaires. Il y a seulement cette différence que l'opposition est infiniment plus laide que la femme qui se suspend à la barbe du centaure.

Cela ne m'empêchera pas de porter allégrement et fermement ma charge sur mes épaules, aussi longtemps que Dieu m'en donnera la force et que je jouirai de la faveur de Votre Majesté.

Avec mes meilleurs et mes plus respectueux vœux de Christmas, je joins mes vœux de nouvelle année, me réservant d'ailleurs de les réitérer verbalement à Votre Majesté.

BISMARCK.

En 1885, l'empereur Guillaume Ier adresse au chancelier la lettre suivante :

Berlin, 13 novembre 1885.

Je vous renvoie ci-inclus vos deux importantes et intéressantes lettres, avec mes observations en marge. Je vous prie de m'excuser si j'ai adopté cette manière de vous répondre, mais vous savez que j'écris mal de longues explications et vous verrez de la sorte que je suis complètement d'accord avec vous.

Laissez-moi vous dire en même temps que je crois le moment venu d'exposer à mon fils l'inopportunité absolue du mariage en question qu'il a d'ailleurs toujours regardé lui-même

comme impossible[1]. Maintenant, surtout que le prince Alexandre a fait acte de rébellion contre le traité de Paris[2], qu'il reste en Bulgarie ou non, ce mariage ne saurait se faire sous aucun prétexte.

Vos explications politiques à ce sujet sont des plus justes.

Votre reconnaissant.

GUILLAUME.

En 1887, le chancelier écrit à l'empereur :

Friedrichsruh, 26 septembre 1887.

Je remercie respectueusement Votre Majesté pour sa gracieuse lettre du 23 courant et pour la superbe peinture du palais où j'ai depuis si longtemps l'honneur de faire mes rapports à Votre Majesté et d'en recevoir des ordres.

L'anniversaire de ma vingt-cinquième année de ministère a reçu une consécration spéciale par

1. Mariage de la princesse Victoria avec le prince Alexandre de Battenberg.

2. C'est vraisemblablement traité de Berlin que l'empereur a voulu écrire.

la visite qu'ont daigné me faire Leurs Altesses Royales, le prince Guillaume et le prince Henri.

Mais, d'ailleurs, le sentiment qui a dominé en moi dans la célébration de cet anniversaire a été un sentiment profond de reconnaissance pour Votre Majesté. Chaque monarque nomme en effet des ministres, mais il n'y a pas d'exemples dans les temps récents d'un monarque qui retienne et protège son premier ministre contre toute espèce d'hostilité et d'intrigues pendant vingt-cinq années de vicissitudes.

Pendant ce long espace de temps, j'ai vu bien des amis qui sont devenus des adversaires. Seules, la confiance et la faveur de Votre Majesté sont restées inaltérables. C'est aussi là que je trouve la plus glorieuse récompense de mon labeur et la plus grande consolation de mes tourments. J'aime mes deux patries, la patrie allemande aussi bien que la patrie prussienne, mais je n'aurais pu les servir allègrement toutes deux si je n'avais pas eu pour m'encourager la satisfaction de mon roi.

Je prie Dieu qu'il m'accorde de pouvoir continuer mes services en étant agréable à Votre Majesté.

BISMARCK.

Viennent ensuite deux lettres autographes de l'impératrice (alors princesse royale) Frédéric.

La première porte la date du 23 décembre 1885 et accompagne un envoi de vin de la Moselle, que le chancelier avait goûté à sa table et qu'il avait apprécié.

La seconde est du 23 novembre 1887. Elle a été écrite de la villa Zirio. La princesse parle de la maladie de son mari et rapporte l'opinion unanime des médecins.

Enfin, une lettre de l'empereur Guillaume, en date du 23 novembre 1887, et adressée à M. de Bismarck, est ainsi conçue :

23 novembre 1887.

Je vous envoie ci-joint la nomination de conseiller pour votre fils avec le titre d'Excellence. Vous la lui remettrez vous-même. Ce sera, de la sorte, un triple plaisir : pour lui, pour vous, et pour moi.

Je saisis cette occasion pour vous expliquer en même temps le silence que j'ai gardé sur la proposition que vous m'avez faite d'initier plus complètement mon petit-fils, le prince Guillaume, aux affaires de l'Etat, à cause du mauvais état de santé de son père, le *kronprinz*.

Vous devez savoir que cette proposition, ainsi que celle qui consistait à faire signer les affaires courantes par le prince Guillaume, avec la mention : « Par ordre de Sa Majesté », a grandement irrité le *kronprinz*, qui a cru qu'on voulait déjà lui désigner un substitut. Je ne doute pas qu'après réflexion mon fils ne revienne à une autre appréciation; mais, pour le moment, il faut lui éviter toute cause d'irritation.

Le mieux sera donc de continuer comme par le passé et d'attacher mon petit-fils à un ministère ou même à deux à la fois. Au nouvel an, nous changerons de méthode et nous verrons si, dans certains cas spéciaux, nous pouvons le mettre plus particulièrement au courant des affaires étrangères. En continuant à faire pour le prince Guillaume ce que nous avons fait jusqu'ici, nous éviterons de froisser mon fils, quoique vous puissiez vous souvenir qu'il s'était déjà fortement opposé à ce que nous faisons aujourd'hui.

Donnez-moi votre opinion à cet égard.

Je vous souhaite de bons jours de fête.

Votre reconnaissant.

GUILLAUME.

Voici la réponse de M. de Bismarck :

Friedrichsruh, 30 novembre 1887.

Je remercie respectueusement Votre Majesté de sa gracieuse lettre du 23, et aussi de la corne à boire et des trophées de chasse qui sont sans doute destinés au grand chasseur poméranien de Votre Majesté, et que je garderai à Varzin. Mais ma plus grande joie est la promotion officielle accordée à mon fils, qui me prouve que Votre Majesté est satisfaite de lui et qu'il remplit ainsi le but dans lequel je l'ai élevé. Je réclame encore l'indulgence de Votre Majesté pour lui, étant sûr qu'il la méritera par son attachement suppléant à l'expérience qui lui manque en certaines matières.

Quant à mon très humble conseil concernant la préparation de Son Altesse Royale le prince Guillaume, je comprends et je partage l'anxiété de Votre Majesté pour la santé de Son Altesse Impériale le *kronprinz*. J'ai cru de mon devoir de soulever cette question, mais je ne veux pas me rendre responsable des conséquences qu'une irritation pourrait produire sur la santé de Son Altesse Impériale. Peut-être pourrait-on atteindre le but poursuivi dans l'intérêt de l'Etat d'une manière qui attirerait moins l'attention, ce qui serait facile

si le Prince habitait Berlin et non Potsdam. Je demanderai donc à Votre Majesté l'autorisation de Lui exposer mes idées sur ce sujet quand je retournerai à Berlin, le mois prochain. Je prie aussi Votre Majesté de m'autoriser à tâcher d'obtenir de Son Altesse Impériale qu'Elle soumette d'Elle-même à Votre Majesté le plan proposé pour un attaché civil que l'on donnerait au prince. Le comte Radolinski, qui est venu me voir hier, pense que cet essai aurait des chances d'aboutir, le *kronprinz* s'étant irrité, selon lui, seulement parce que son autorité paternelle n'était pas assez prise en considération. Si l'on pouvait décider Son Altesse Impériale à proposer elle-même la chose en question, toute difficulté serait écartée. En tout cas, il n'y aurait pas grand mal à lui en parler de ma part, car le *kronprinz* ne craindrait pas de me donner une réponse négative qu'il ne pourrait pas donner à Votre Majesté. En attendant, le système d'occuper le Prince dans quelques-uns des ministères peut être continué, selon l'intention de Votre Majesté.

J'ai appris par le comte Stolberg que Son Altesse Impériale a demandé le titre d'Excellence pour le comte Radolinski. Je me permets d'approuver cette proposition du *kronprinz*, d'abord parce que son acceptation aura un effet favorable,

tandis que son refus aurait un effet nuisible sur la santé de Son Altesse Impériale; et ensuite parce que le comte Radolinski mérite une telle distinction. Avec une grande fortune et des intérêts très considérables, il a abandonné une position facile dans la diplomatie et, simplement pour se conformer aux désirs de Votre Majesté, il a accepté ses devoirs présents, souvent très onéreux, et rendus particulièrement difficiles par les rivalités qu'ils lui suscitent; il est à souhaiter qu'un homme de son prestige et de son intégrité continue à les remplir.

Et puis, il est un des rares Polonais sur lesquels, comme sur feu le comte Raczinski, Votre Majesté et la Prusse peuvent absolument compter, et, à mon avis, cela seul mérite une distinction.

Je prie respectueusement Votre Majesté de vouloir bien accepter mes souhaits sincères pour la nouvelle année. J'espère pouvoir les renouveler verbalement dans le courant de janvier et pouvoir me présenter devant Votre Majesté en aussi bonne santé que possible.

BISMARCK.

Cette lettre est la dernière de celles que m'a-

vait confiées le prince de Bismarck. J'arrête donc ici la reproduction de toute cette correspondance historique et je reprends les notes de mon *Au jour le jour :*

2 *novembre* 1888. — Aujourd'hui, à midi, avant de déjeuner, j'ai remis au chef les enveloppes qui contenaient ses papiers. Il m'a vivement remercié et m'a exprimé sa surprise que j'aie mis si peu de temps à les classer. Il a ajouté qu'il avait encore un grand nombre de papiers à Varzin, « une caisse pleine », m'a-t-il dit, et il me demanderait plus tard de vouloir bien lui prêter mon aide pour les mettre en ordre comme ceux de Friedrichsruh.

J'ai répondu au prince que j'étais entièrement à ses ordres et que je serais toujours heureux de lui rendre le moindre service.

A dîner, la conversation a encore roulé sur l'empereur Frédéric et son journal.

— Je suis sûr, a dit M. de Bismarck, que lorsque l'empereur Frédéric était encore *kronprinz*, il a dû montrer son journal à ses amis d'Angleterre : attorneys et autres charlatans politiques. Ils lui ont fait des observations qu'il a insérées

tout bonnement... Le *kronprinz*, comme toutes les médiocrités, aimait copier, cacheter des lettres, etc... Il n'avait d'ailleurs que ça à faire, parce que l'empereur le tenait toujours à l'écart de la politique ; il ne lui en parlait jamais, et il ne me permettait pas de lui faire des communications à ce sujet.

Le chancelier a ensuite tracé le tableau suivant de ses relations personnelles avec l'empereur Frédéric.

— En 1848 et 1849, nous a-t-il dit, il était très maigre et fluet. Il me témoignait beaucoup d'amitié et quand, à Potsdam, on lui interdisait ses effusions de sympathie à mon endroit, il venait me trouver le soir et me serrait la main dans l'obscurité... Ensuite est venue sa lettre impertinente de 1863. Après, en 1864, à Flensbourg, il y avait du mieux... Plus tard, sont arrivées les tendances libérales, les introductions de Geffcken, et tout ce qui s'ensuit...

3 *novembre* 1888. — Pris congé ce matin du prince et de la princesse de Bismarck et quitté Friedrichsruh.

Le chef, en partant, m'a serré les mains à plusieurs reprises.

— Adieu, Büschlein, m'a-t-il dit, et soyez tranquille! Nous reprendrons bientôt notre travail à Varzin.

CHAPITRE XII

LA CHUTE

24 *février* 1890. — L'empereur Guillaume II vient d'adresser aux divers gouvernements une circulaire où il propose de réunir une conférence internationale pour étudier les questions ouvrières et parvenir à une législation commune.

Bücher, que je viens de rencontrer, m'a dit que cette circulaire n'avait pas été du tout du goût du chancelier. Il paraît que, d'ailleurs, à d'autres égards, M. de Bismarck n'est nullement content du jeune empereur. Sa Majesté est devenue très impérieuse et a une haute confiance en Elle-même.

Le chancelier n'est resté au pouvoir jusqu'à ce jour que parce qu'il espérait que l'empereur désignerait Herbert pour son successeur. Mais, d'après Bücher, ce choix est peu vraisemblable, parce que l'empereur a contre le comte Herbert des objections personnelles.

16 *mars* 1890. — J'ai trouvé hier soir en rentrant un mot du prince de Bismarck, qui me priait d'aller le voir ce matin, à onze heures et demie.

Je me suis rendu à la Wilhelmstrasse à l'heure dite et j'ai été immédiatement introduit. Le chef, qui était en petite tenue, m'a tendu la main et m'a salué d'un : « Bonjour, Büschlein! »

Il m'a ensuite prié de le suivre dans la pièce qui était attenante à son cabinet de travail. Il y avait là une quantité innombrable de papiers; une malle, par terre, en était à moitié pleine.

— Vous vous rappelez, me dit M. de Bismarck, que je vous ai dit que j'aurais encore du travail à vous donner. Est-ce que cela vous va toujours?

— Votre Altesse ne peut en douter.

— Eh! bien, voici toute une liasse de papiers. Il y en a dedans que vous avez déjà vus à Friedrichsruh. Je voudrais que vous les parcouriez de

nouveau et que vous rangiez les autres, ceux que vous ne connaissez pas, en ordre chronologique. Je voudrais aussi que vous me fassiez une liste de tous les documents importants qui se trouvent là dedans...

Le chancelier ajouta en guise d'explication :

— Je vous donne tout ce tracas parce que je veux écrire mes mémoires et que vous pourrez m'y aider... Je songe à me retirer... Vous voyez, je suis même déjà en train de faire mes paquets!... Je vais expédier aussitôt que je pourrai mes papiers; ils ne sont plus en sûreté ici et on pourrait bien vouloir me les saisir...

Je demeurai stupéfait.

— Votre Altesse songe à se retirer! m'écriai-je incrédule.

— Oui... Je ne puis rester ici plus longtemps; le plus tôt je m'en irai, le mieux ce sera!...

— Mais Votre Altesse ne va pas partir comme ça immédiatement?

— C'est une affaire de trois jours, me répondit M. de Bismarck, peut-être de trois semaines, mais pas davantage, parce que, je vous le dis, je m'en vais... Je ne puis pas continuer de la sorte... *Il* va jusqu'à vouloir savoir qui je reçois et *il* a des espions qui dévisagent ceux qui entrent ici et qui en sortent!... C'est même pour cela que je ne vois

pas comment vous allez faire pour emporter tous ces papiers. Si je vous les envoyais?...

— Je pourrais peut-être, fis-je, emporter les plus importants avec moi et je les déposerai immédiatement en lieu sûr, à Leipzig ou ailleurs.

— C'est cela, acquiesça le chancelier. J'enverrai les autres à Schöhnhausen, et vous pourrez venir les prendre, ou vous ferez mieux encore, vous viendrez à Friedrichsruh et nous travaillerons ensemble... Prenez toujours, en attendant, ceux-ci.

Tandis que je les empaquetais et que je rangeais les autres dans les caisses, nous parlâmes de la circulaire impériale sur les questions ouvrières.

— Il a écrit cette circulaire, me dit le chef, parce qu'il a en lui-même une confiance illimitée, quoiqu'il n'entende rien aux affaires... Sa circulaire ne peut causer que du mal. Je le lui ai dit, mais il est bien trop prétentieux pour m'écouter...

Je demandai au prince s'il n'était pas exact que cette circulaire ait exercé une influence déplorable sur les élections.

— C'est exact, répondit le chef.

Puis il garda le silence. Le classement des papiers étant terminé, je pris congé et le remerciai de la confiance qu'il voulait bien me témoigner.

— Vous n'avez pas à me remercier, répliqua-

t-il simplement. Cette confiance, vous la méritez...

Je me suis en allé là-dessus.

17 *mars* 1890. — Un attaché de la chancellerie est venu ce matin en voiture me prévenir que le prince me faisait demander et qu'il désirait que je me rende auprès de lui immédiatement.

Je suis aussitôt accouru au ministère. J'ai attendu environ cinq minutes dans l'antichambre, puis on est venu me prévenir que le chancelier était à table et qu'il me priait de vouloir bien venir déjeuner avec lui.

J'ai accepté et suis monté dans la salle à manger. Le chef déjeunait avec la princesse, le comte Herbert, Rottenbourg et un cousin du prince que j'avais rencontré jadis à Versailles.

M. de Bismarck paraissait fort calme et parla de choses indifférentes. Il déclara qu'il n'était pas d'avis que les diplomates se marient à l'étranger et il me recommanda plusieurs fois de goûter le caviar qu'on avait servi, parce qu'il était excellent.

Aussitôt que le repas fut terminé, il se leva de table et me fit signe de le suivre. Nous descendîmes en bas dans son cabinet de travail. Il me tendit une liasse de lettres qui se trouvait sur son bureau et me pria de les lui copier. C'étaient,

paraît-il, des lettres de l'empereur Guillaume Ier.

Je lui demandai s'il avait toujours l'intention de se retirer. Cela me semblait impossible.

— Impossible? s'écria M. de Bismarck. C'est maintenant un fait accompli!... Ah! les choses ont été plus vite que je ne le croyais... J'avais d'abord pensé qu'il me serait reconnaissant si je restais encore quelques années près de lui, mais je me suis aperçu, au contraire, qu'il n'avait qu'une idée, qu'un désir, c'était de se débarrasser de moi pour pouvoir gouverner seul, avec son propre génie, dans sa seule gloire!... Il en a assez du vieux mentor; il lui faut maintenant des agents plus dociles. Mais moi, je ne puis me résoudre à plier le genou devant lui, (*Ich aber kann nicht mit Proskynesis dienen*) je ne puis me résoudre à me coucher sous la table comme un chien!... Il veut rompre avec la Russie et il n'a pas le courage de demander aux libéraux du Reichstag l'augmentation de l'armée. J'ai réussi à gagner leur confiance à Saint-Pétersbourg et chaque jour j'en ai obtenu des preuves nouvelles. Qu'est-ce qu'ils penseraient de moi maintenant?... Et puis, voyez-vous, ce n'est pas tout, il y a d'autres choses encore. Il y a que j'en ai assez des intrigues de cour, assez de toutes leurs insolences, assez d'être espionné!... Ma retraite est certaine,

définitive. Je ne veux pas prendre à mon compte, comme couronnement de ma carrière, les bévues d'un esprit présomptueux et inexpérimenté!...

— Votre Altesse, interrompis-je, peut être certaine que, lorsqu'il va être empêtré dans quelque embarras ou quelque difficulté, il la fera rappeler et viendra l'implorer lui-même.

— Oh! non, il est bien trop fier pour cela!... Il voudrait pourtant bien garder Herbert; mais cela ne se peut pas! Nous aurions alors une sorte de train mixte et j'aurais encore ma part de responsabilité. Et puis Herbert accepterait peut-être bien d'être surveillé et réprimandé par moi, mais il ne supporterait pas de recevoir des leçons du chancelier impérial Boetticher[1]!... D'ailleurs, ils ont trop mal traité son père!...

— L'empereur Guillaume II, n'est-ce pas, Votre Altesse, a beaucoup de rapports avec le roi Frédéric-Guillaume IV? Il pense que les souverains, en raison de leur charge, savent tout mieux que leurs plus dévoués serviteurs.

— Oui, fit amèrement M. de Bismarck, il lui ressemble. Il veut avoir, lui aussi, des ministres obéissants!...

1. M. de Bismarck croyait que M. de Boetticher avait été désigné pour lui succéder et ignorait encore le choix du général de Caprivi.

Je proposai ensuite au chef de publier quelques-unes des lettres de Guillaume Ier dans le *Grenzboten*. Il acquiesça.

— Faites cela, me dit-il. Commençons par les trois premières, celles qui se rapportent à des affaires de famille. Nous verrons l'impression qu'elles produiront et nous aviserons s'il y a lieu de publier toute la collection...

Il me remit alors les originaux et me recommanda de les lui rapporter le plus tôt possible, soit à Berlin, s'il s'y trouvait encore, soit à Friedrichsruh.

Je le quittai là-dessus, et il me donna plusieurs tapes sur l'épaule en signe d'amitié.

22 *mars* 1890. — J'ai rapporté à M. de Bismarck sous enveloppe les lettres et papiers divers qu'il m'avait confiés. J'avais, comme de coutume, tout classé et étiqueté.

Le chef jeta un coup d'œil sur les observations que j'avais cru devoir consigner sur l'enveloppe et me dit :

— Ce sont là des papiers vraiment importants... Il vaut mieux que, pour le moment, vous les remportiez et les gardiez chez vous.

Il réfléchit un instant et se ravisa.

— Seulement, il ne faut pas que vous les remportiez comme ils sont venus... Je suis surveillé, et si on vous voit aller et venir avec une grande enveloppe, vous serez immédiatement signalé... Attendez, voici qui vaudra mieux.

Il ouvrit un grand carton vert qui se trouvait dans un coin.

— Tenez, fit-il, ce sont des cartes de géographie. Mettez les lettres entre les cartes et roulez le tout. Vous vous rappellerez où vous les avez placées et nous les retrouverons à Friedrichsruh. Cela partira avec le reste dans le déménagement. J'ai près de 300 caisses ou malles et plus de 13,000 bouteilles de vin.

Il me raconta qu'il avait beaucoup de bon sherry qu'il avait acheté quand il était riche, et me demanda si je ne pourrais pas venir à Friedrichsruh pour l'aider dans son travail des mémoires...

— J'emmènerai, me dit-il, un secrétaire pour faire le gros de l'ouvrage. J'ai en vue un jeune docteur qui écrira sous ma dictée, copiera, etc... Mais gardez-vous libre tout de même, parce que nous aurons à travailler ensemble.

Il me demanda ensuite si je ne pourrais pas lui rendre un service.

— Si vous avez encore quelque influence dans la presse, je voudrais bien que vous rectifiiez une

erreur que je vois circuler depuis plusieurs jours dans les journaux. On dit que ma démission est due à la crainte de crises politiques prochaines et graves et que j'ai laissé l'empereur dans l'embarras par peur de l'opposition au Reichstag... Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire de mon passé pour voir quel crédit on doit accorder à de pareilles insinuations. Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé en 1866, quand l'opposition était autrement plus forte et plus dangereuse qu'elle ne l'est aujourd'hui; je crois, alors comme toujours, avoir donné des preuves de ma loyauté vis-à-vis de mon souverain... Mais, d'ailleurs, et dans l'espèce, cela est complètement faux!... Je ne voulais au contraire pas m'en aller avant l'été, et j'ai offert de défendre la politique impériale au Reichstag et d'engager la lutte avec le Parlement. On n'a pas voulu me le permettre... Le jeune empereur veut faire tout lui-même et il se figure qu'il le peut.,.

Le chef a encore parlé de l'espionnage dont il avait été victime. Il m'affirma que l'empereur avait mis une sentinelle à ses trousses, qui devait signaler toutes les personnes avec lesquelles le chancelier s'entretenait.

— C'est là, dites-le bien, une des raisons qui m'ont déterminé à donner ma démission. Ma

retraite est involontaire. Il ne faut pas avoir peur de le crier partout; c'est même le meilleur service qu'on puisse me rendre. C'est un devoir patriotique de proclamer, en cette circonstance, la vérité!... Ce jeune homme voudrait bien la cacher, je le sais!... Il a été jusqu'à faire appeler Schweninger et à tâcher de lui faire dire que ma démission était due à des raisons de santé!... Ah! il y a partout un grand degré de lâcheté!... Ils courbent tous l'échine devant lui et rentrent leur tête dans leur talon pour obtenir un regard de sa part!...

C'est sur ces mots que j'ai pris congé de M. de Bismarck.

10 *juillet* 1890. — Je viens de recevoir de Friedrichsruh la lettre suivante :

Mon cher Busch,

J'ai appris avec regret que vous aviez été malade, mais je tiens à vous dire que vous n'avez rien manqué en ne pouvant venir ici et que vous ne manquerez rien en n'y venant pas d'ici quelques semaines. J'ai eu cinq ou six mille lettres à mettre en ordre chronologique. Elles contiennent

peu ou pas de politique et se rapportent vaguement aux affaires étrangères. *Il* n'a pas voulu accepter mon avis de jeter au feu les lettres de demande, les consultations médicales, les cartes de félicitations, etc... Il a voulu tout garder. Vous aurez donc un gros travail à faire, si vous devez classer toute cette correspondance.

Il me charge de vous assurer de toute sa sympathie.

Sincèrement à vous.

BÜCHER.

12 *juillet* 1890. — Les journaux publient un grand nombre de choses sur Friedrichsruh, que je ne trouve guère agréables à lire. Elles ne concordent pas avec la conception que je me suis faite de la grandeur et de la supériorité du caractère du prince ni même avec les opinions qu'il a eu maintes fois l'occasion d'exprimer devant moi.

M. de Bismarck permet à n'importe qui de l'approcher, il parle sans faire attention à qui l'écoute et pour le plus grand plaisir de la cour et de ses adversaires. Il reçoit un tas d'écouteurs et d'espions et se confie à eux, comme s'ils étaient les plus intimes de ses amis.

4 *août* 1890. — Bücher m'écrit de Berlin :

« Je vous envoie une courte contribution à vos souvenirs au jour le jour. Le comte Herbert de Bismarck a donné un dîner d'adieux aux officiels du ministère. Quatre d'entre eux, Holstein, Lindau, Kayser et Raschdau ont refusé l'invitation. Inutile de dire que tous quatre devaient leur situation au chef. Keudell n'a plus écrit un mot depuis le 20 mars, jour où il a appris la démission. Quant à Boetticher, dont la carrière est l'œuvre de Bismarck, il a été trouver l'empereur et lui a dit que son ancien chancelier était l'esclave de la morphine. Sur quoi Sa Majesté a envoyé chercher le docteur Schweninger et lui a demandé ce qu'il savait à ce sujet. Schweninger a répondu : « Votre Majesté, c'est une abominable calomnie, « et ceux qui vous l'ont rapportée ne peuvent être « que des galles. »

« Par contre, un paysan que le chef a rencontré peu avant mon départ de Friedrichsruh lui a dit devant moi : « Voilà le mauvais temps qui vient, « Votre Excellence. Dieu nous oublie tout à fait : « il ne nous donne pas d'été et il nous enlève « notre chancelier. » Quel contraste ! »

14 *octobre* 1890. — Nouvelle lettre de Bücher, dont je détache le passage suivant :

« Le chef continue à s'occuper beaucoup trop de la presse. Il a commencé à me dicter ces jours derniers, mais sans suite réelle. Il saute d'une année à l'autre. C'est encore du matériel brut. »

22 *décembre* 1890. — Bücher m'écrit de Friedrichsruh que le prince est physiquement en excellente santé, qu'il mange de bon appétit et dort toute la nuit, mais que sa mémoire s'en va par morceaux. Le chef ne peut plus concentrer ses idées, il ne se souvient pas exactement des détails et il se détourne facilement de son sujet. Il raconte un jour une histoire et la raconte le lendemain tout différemment. Poussé par Schweninger, il a décidé de dicter quelques souvenirs une heure par jour. Mais ce ne sont que des fragments sans lien et sans suite ; ils contiennent un grand nombre d'erreurs surtout en ce qui concerne les dates.

« On ne peut avoir aucune confiance dans ses récits, écrit Bücher, parce qu'il croit souvent qu'il a dit ou fait une chose, alors qu'il a eu simplement l'intention de la dire ou de la faire. Il s'arrête brusquement, quand il raconte quelque

importante histoire, comme un réservoir qui serait subitement tari, et il ne revient plus au sujet. C'est ainsi que, dernièrement, il a commencé à me faire le récit de ses relations avec Napoléon III avant 1870, puis il s'est arrêté au beau milieu, et je n'ai jamais pu l'y faire revenir. Mais, il y a un autre inconvénient. Il ne veut jamais s'arrêter au passé et pense sans cesse à l'histoire, au futur, et veut à toute force continuer à influer sur le présent. Il continue à vouloir donner des avertissements et des leçons, et il choisit des sujets qui n'ont rien à faire avec sa propre vie et que parfois il ne connaît même pas du tout. Seulement, il y voit matière à faire connaître sa propre opinion. Pour l'instant, il a peur que l'empereur ne soit pas suffisamment prudent et réfléchi dans ses conversations avec Vienne et Saint-Pétersbourg, qu'il s'oublie et qu'il se rapproche trop de l'Autriche et pas assez de la Russie. Il paraîtrait qu'il ne pourrait pas souffrir le monsieur de Saint-Pétersbourg, parce que ce dernier l'a traité de haut en bas!... »

27 *décembre* 1890. — Bücher, que j'ai rencontré, m'a dit avec tristesse que le chef devenait de moins en moins prudent dans ses confidences aux

journaux. Son attitude vis-à-vis de la cour n'est pas assez digne et il laisse trop percer son mécontentement.

Il passe tout son temps à lire les journaux, m'a dit Bücher. A part cela, il ne prend plus d'intérêt à la politique, il n'en prend même plus à la gestion de sa propriété. Il est devenu apathique, indifférent, comme rassasié de tout.

21 *février* 1891. — Bücher m'écrit de Friedrichsruh qu'on va incessamment me prier de m'y rendre.

« Veuillez, en attendant, ajoute-t-il, faire publier la lettre incluse. Le chef vous prie de faire observer qu'elle a été lue en public, à ses hôtes, le 28 juillet 1872, et que quelques-uns d'entre eux en ont pris copie. »

La lettre incluse est une lettre de l'empereur Guillaume Ier, dont voici le texte :

Coblentz, 26 juillet 1872.

Vous allez, le 28 courant, célébrer, paraît-il, une fête de famille. Je ne veux pas laisser passer cette circonstance sans vous assurer, vous et la princesse, de toute ma sympathie et sans vous envoyer

de tout cœur mes plus chaleureuses félicitations. Puisse votre bonheur domestique occuper toujours la première place parmi les bonheurs que la Providence vous accordera à tous deux! C'est à cela que doivent tendre vos prières, mais les miennes tendent à remercier Dieu de vous avoir placé à mes côtés à une heure décisive et d'avoir ainsi tracé à mon gouvernement un chemin qu'aucune imagination n'aurait pu rêver. Remercions donc le ciel qu'il vous ait permis d'accomplir d'aussi grandes choses. Pendant et après tous vos labeurs, vous avez trouvé le repos et la paix près de votre foyer. C'est cela qui vous a soutenu au milieu de toutes les difficultés.

Comme souvenir pour vos noces d'argent, vous allez recevoir un vase dont chaque morceau, quelque fragile qu'il puisse être, vous redira tout ce que la Prusse vous doit pour l'avoir élevée au pinacle où elle se trouve maintenant.

Votre fidèle, dévoué et reconnaissant roi,

GUILLAUME.

CHAPITRE XIII

LES DERNIÈRES ANNÉES

23 *février* 1891. — Je viens de recevoir un mot de Friedrichsruh.

« Le prince désire vous revoir, m'écrit-on. Cela lui ferait plaisir si vous veniez. Choisissez le moment qui vous conviendra le mieux et prévenez seulement deux jours à l'avance. »

J'ai répondu que je ne pouvais m'absenter d'ici à quelques jours et que je serais le 18 mars à Friedrichsruh.

Mercredi 18 *mars* 1891. — Arrivé à Friedrichsruh à trois heures de l'après-midi. Le prince était sorti avec Buhl, un membre du Parlement.

Ma première visite a été pour Bücher, dont la chambre fait face à la mienne. Il m'a dit que le travail des *Souvenirs* n'avançait pas beaucoup et en était toujours au même point. Lorsqu'il dicte, le prince passe sans transition d'un sujet à un autre, raconte la même histoire plusieurs fois et chaque fois différemment. Une soixantaine de feuilles ont été imprimées, paraît-il, mais elles auraient impérieusement besoin d'être corrigées.

Le soir, avant de se mettre à table pour dîner, j'ai fait la connaissance de Buhl, le membre du Parlement, et du docteur Chrysander. Le prince a fait son apparition au moment où l'on annonçait que le dîner était servi. Il m'a salué de l'habituel : « Bonjour, Büschlein » et a exprimé le désir que je m'asseye à côté de lui à table. Il s'est montré gai et enjoué pendant tout le repas.

Au fumoir, on a causé politique. M. de Bismarck a dit qu'il désapprouvait complètement la politique suivie par son successeur, le chancelier de Caprivi, dans les affaires africaines.

— Il n'aurait jamais fallu, a dit le chef, laisser Zanzibar aux Anglais. Nous devions tout simplement rester comme nous étions. Puis, lorsque

l'Angleterre aurait eu besoin de nos bons offices contre la France ou contre la Russie, nous aurions pris ce que nous aurions voulu. Dans l'intervalle, nos marchands, qui sont adroits, et qui, comme les juifs, se contentent de petits profits, auraient eu la haute main sur les affaires là-bas... Mais faire ce qu'a fait Caprivi et prendre Héligoland comme équivalent montre plus d'imagination que de raisonnement.

Le prince a ensuite déclaré que, selon lui, il était préférable de construire deux petits vaisseaux de guerre plutôt qu'un seul grand.

— La mer du Nord et la Baltique, a-t-il dit, doublent notre force navale à nous autres.

Vendredi 20 *mars.* — Bücher m'a donné quelques extraits des souvenirs du prince à lire. Les pages que j'ai parcourues remontent assez loin dans le passé. Il y est question de Frédéric le Grand, de la révolution de 1848, de la guerre d'Italie. Il y est aussi question de la campagne d'Autriche. Après Sadowa, le roi veut à toutes forces annexer une province de l'Autriche; M. de Bismarck fait valoir les raisons qu'il y a de se modérer et de conclure rapidement la paix; le *kronprinz*, qui n'a pu faire triompher son sys-

tème à lui, se range à l'avis de M. de Bismarck. Le roi est contraint de céder, mais il déclare que c'est là une « paix ignominieuse ».

Samedi 21 *mars*. — Le chef m'a fait demander si je ne voudrais pas faire une promenade avec lui.

J'ai accepté, naturellement, et nous sommes sortis ensemble. Je lui ai demandé où il en était de la dictée de ses souvenirs.

— Cela ne va pas vite, m'a t-il répondu, et j'ai peur que cela n'aboutisse à rien. Je n'ai pas de documents, et, si je me rappelle bien les points principaux, je n'ai plus dans la tête les détails de tout ce qui s'est passé depuis trente ans.... Depuis 1847, j'ai toujours représenté le principe monarchique et j'en ai tenu haut et ferme la bannière. J'ai vu trois rois, pour ainsi dire nus, et je dois dire que ces trois messieurs ne m'ont pas montré toujours quelque chose de bien beau!... Cependant je ne puis le crier à la face du monde; je cesserais d'être conséquent avec moi-même et serais en opposition avec mon principe. Je ne puis pas non plus dire le contraire de ce qui est vrai. Me voilà donc bien embarrassé!... Je suis sûr qu'après ma mort, si on publie quelque chose de moi, tout

le monde va s'écrier : « Le voilà bien ! Même de son tombeau ! L'abominable vieille canaille !...

A déjeuner, le chef a reparlé de l'histoire de la morphine que Bücher m'avait racontée dans une lettre. Il paraît que ce n'est pas Bœtticher qui avait accusé M. de Bismarck de morphinomanie, mais le grand-duc de Bade. Tout le reste de l'histoire, interrogatoire de Schweninger par l'empereur et réponse du docteur, est exact.

— Je n'ai que rarement pris de la morphine, nous a dit le prince, et je n'en ai jamais abusé, quoique Bœtticher ait soutenu que j'étais moralement détraqué et qu'il ne fallait pas me rendre responsable de mes actions !...

Après le dîner, au moment où il dépouillait les journaux, le chef s'arrêta brusquement de lire et, sans préambule, dit à haute voix :

— Un jour, après ma mort, Büschlein écrira l'histoire secrète de notre temps, d'après les meilleures sources d'information.

Je répondis :

— Oui, mon prince ; mais ce ne sera pas une histoire à proprement parler, parce que je ne suis pas capable de l'écrire, et cela ne sera pas non plus longtemps après votre mort, qui, nous l'espérons, arrivera le plus tard possible. Ce sera, au contraire, tout de suite après, sans aucun retard,

car, en ces temps de corruption, la vérité ne saurait être connue trop tôt.

Il parla ensuite des journaux qui racontaient que les relations entre l'empereur et lui étaient devenues plus cordiales. Il déclara que c'étaient là de pures inventions et que tout changement dans leurs relations était impossible.

C'était pourtant lui qui avait dirigé en quelque sorte son éducation.

Quand l'empereur n'était encore que prince et qu'il habitait Potsdam, M. de Bismarck conçut le projet de le préparer au gouvernement et de lui faire donner dans ce but tout un cycle de leçons. Jusqu'alors, le prince ne possédait que peu de connaissances et ne paraissait pas désirer en acquérir davantage. Il préférait se divertir en compagnie d'officiers et de jeunes gens de cette catégorie. Il était dans le plan de M. de Bismarck de l'éloigner de Berlin et de le faire habiter dans le voisinage de Bellevue. Mais les autorités financières de la cour exprimèrent l'avis que cette mesure entraînerait des dépenses considérables. On décida que le prince recevrait son éducation politique à Potsdam, et M. de Bismarck proposa de lui donner pour maître Herrfurth, le sous-secrétaire d'État, qui passait pour un homme fort instruit, surtout en matière de statistique. Le

prince accepta et invita Herrfurth à déjeuner.

Mais, peu après, il déclarait au chancelier ne pouvoir s'habituer à la barbe hirsute de son maître, ni à la sécheresse de son enseignement, ni, surtout, à l'ennui profond que lui inspiraient ses leçons. Il demanda à M. de Bismarck un autre professeur. Le chancelier lui recommanda le conseiller de gouvernement de Brandenstein. Le prince acquiesça à ce choix et de Brandenstein fut envoyé à Potsdam. Le maître et l'élève déjeunèrent quelquefois ensemble. Mais le prince prêtait si peu d'attention aux paroles de M. de Brandenstein que celui-ci perdit patience et demanda à être pourvu d'un autre emploi.

C'est du moins ce que vient de me raconter M. de Bismarck et que m'a, d'ailleurs, confirmé Bücher.

Au moment où j'allais me retirer dans ma chambre, le chef m'a prévenu qu'il aurait d'ici peu quelques papiers intéressants à me confier. Je pourrais les copier, si je le désirais, et m'en servir plus tard.

J'ai remercié le chef de sa confiance et lui ai dit que je me considérais entre ses mains comme un petit archer, qui enverrait sa flèche jusque dans le soleil, s'il m'en donnait l'ordre.

Il a souri et m'a répondu :

— Merci, l'occasion s'en présentera peut-être.

Lundi 23 *mars.* — J'ai vainement attendu toute la journée d'hier et la matinée d'aujourd'hui les papiers que m'avait promis le chef.

Après le déjeuner, j'ai pris la liberté d'aller le trouver moi-même et je lui ai rappelé sa promesse. Je lui ai, en même temps, annoncé que j'avais l'intention de partir demain.

— Pourquoi voulez-vous vous en aller si tôt? m'a-t-il demandé.

— Mais, ai-je fait, j'ai peur d'être à charge à Votre Altesse.

— Jamais de la vie, s'est-il écrié. Je suis enchanté, au contraire, de sentir près de moi un bon vieux camarade des temps jadis. Et puis, vous êtes si tranquille que vous ne dérangez jamais personne.

Nous avons convenu que je resterais encore quelques jours et qu'il me remettrait incessamment les papiers.

Mardi 24 *mars.* — Le chef m'a fait appeler et m'a remis les documents promis. Ce sont deux

lettres, une longue et une courte. La première est la démission de M. de Bismarck; la seconde une réponse à l'acceptation de sa démission.

Voici d'abord la lettre de démission :

LETTRE DE DÉMISSION.

Berlin, 18 mars 1890.

A la suite de mon rapport du 15 courant, Votre Majesté m'a demandé de rédiger le projet d'une ordonnance destinée à révoquer l'ordonnance royale du 8 septembre 1852, qui réglait jusqu'à présent les relations entre le président du conseil des ministres et ses collègues.

Je prends la liberté de soumettre à Votre Majesté le rapport suivant sur l'origine et le sens de cette ordonnance. Sous la monarchie absolue, on n'avait pas besoin d'un président du conseil. A la diète de 1847, les libéraux préparèrent le chemin à la monarchie constitutionnelle en établissant un premier ministre, chargé de veiller au maintien d'une politique uniforme dans le ministère, et responsable de tous les résultats de la

politique du cabinet. Cet arrangement constitutionnel prévalut chez nous en 1848, et le président du conseil des ministres (successivement le comte Arnim, Camphausen, le comte Brandenbourg, le baron de Manteuffel et le prince de Hohenzollern) était responsable, non pas d'un seul département, mais de la politique générale du cabinet, et, par conséquent, de tous les départements. Du reste, la plupart de ces premiers ministres n'avaient que la présidence, sans département spécial, comme par exemple, avant moi, le prince de Hohenzollern, le ministre d'Auerswald et le prince de Hohenlohe. Ils devaient surtout maintenir dans le ministère et dans les rapports de celui-ci avec la monarchie cette unité et cette continuité de vues sans lesquelles la responsabilité ministérielle qui résulte d'un système constitutionnel ne serait qu'un vain mot. Mais les rapports du ministère et de ses membres vis-à-vis du nouveau président du conseil durent être bientôt réglés d'une manière plus conforme à la constitution. C'est ce qui fut fait, avec le concours du ministère d'Etat, dans l'ordonnance du 8 septembre 1852. Depuis lors, cette ordonnance a réglé les rapports du président du conseil vis-à-vis du ministère; elle a investi le président du conseil de l'autorité nécessaire pour assumer cette grande responsabilité de la politique

du cabinet, dont il était chargé par la diète et par l'opinion publique.

Si chaque ministre peut recevoir des ordres de son souverain, sans s'être entendu avec ses collègues, il est impossible au cabinet de conserver cette politique suivie, dont quelqu'un est responsable. Dans ce cas, il est impossible à aucun des ministres, et spécialement au président du conseil, de supporter la responsabilité constitutionnelle du cabinet. Sous la monarchie absolue, on pouvait se passer de cette clause de l'ordonnance de 1852, et on pourrait encore la supprimer aujourd'hui, si nous retournions à l'absolutisme sans responsabilité ministérielle. Mais, d'après les arrangements constitutionnels qui sont maintenant en vigueur, le contrôle du cabinet par un président, conformément à l'ordonnance de 1852, est indispensable.

Tous mes collègues sont d'accord avec moi sur ce point, comme l'a prouvé hier la séance du ministère, et aucun de mes successeurs comme président du conseil ne pourra assumer la responsabilité de sa situation, s'il n'a pas l'autorité que lui conférait l'ordonnance de 1852. Tous ceux qui me succéderont sentiront encore plus que moi cette nécessité, car ils ne seront pas soutenus par l'autorité que j'avais acquise, grâce à ma longue

possession de la présidence et grâce à la confiance que m'ont témoignée les deux derniers empereurs. Jusqu'à présent, je n'ai jamais eu besoin avec mes collègues d'avoir recours à l'ordonnance de 1852. L'existence de cette ordonnance et la certitude de posséder la confiance des empereurs Guillaume et Frédéric suffisaient pour assurer mon autorité dans le cabinet. Aujourd'hui, cette certitude n'existe plus pour mes collègues ni pour moi-même, et j'ai été obligé de me reporter à cette ordonnance afin de sauvegarder l'unité nécessaire pour le bien de Votre Majesté. Pour les raisons exposées plus haut, je ne puis pas exécuter l'ordre de Votre Majesté d'introduire et de signer moi-même la révocation de l'ordonnance de 1852, tout en gardant la présidence du conseil des ministres.

D'après les communications qui m'ont été faites hier par le lieutenant général Hahnke et par le conseiller privé de Lucanus, il est pour moi hors de doute que Votre Majesté sait et comprend que je ne puis pas révoquer l'ordonnance et rester ministre président. Malgré cela, Votre Majesté a maintenu l'ordre donné le 15 courant et a fait savoir que ma démission, rendue ainsi nécessaire, serait acceptée.

D'autres entretiens que j'avais eus avec Votre

Majesté sur ses intentions concernant ma situation m'avaient fait comprendre que Votre Majesté serait contente de me voir quitter le service de la Prusse, si je continuais à m'occuper de celui de l'Empire. Après avoir examiné à fond cette affaire, j'ai pris la liberté d'appeler l'attention de Votre Majesté sur les conséquences dangereuses qui pourraient résulter du partage de mes occupations, surtout en ce qui concerne l'action future du chancelier dans la diète impériale. Il est donc inutile que j'insiste de nouveau sur les résultats d'un divorce entre la Prusse et le chancelier impérial. Là-dessus, Votre Majesté a d'ailleurs bien voulu accepter de laisser provisoirement les choses en état.

Mais, comme j'ai eu l'honneur de l'expliquer, il m'est impossible de conserver la position de président du conseil, après que Votre Majesté a ordonné que cette position soit soumise au *capitis diminutio* qui résulte de la révocation de l'ordonnance de 1852.

A la suite de mon rapport du 15 courant, Votre Majesté m'a renfermé, pour tout ce qui concerne mon autorité officielle, dans des limites qui ne me laissent pas cette participation aux affaires d'État, cette haute main et cette liberté dans mes décisions ministérielles et dans mes rapports avec la

diète impériale, dont j'ai absolument besoin, si je dois accepter la responsabilité constitutionnelle de mes actes officiels.

Mais, même s'il était possible de poursuivre notre politique extérieure indépendamment de notre politique intérieure et notre politique impériale indépendamment de notre politique prussienne, il ne me serait pas possible de me conformer aux instructions que Votre Majesté me donne dans sa lettre confidentielle d'hier, relativement à nos affaires extérieures. Si je m'y conformais, je mettrais en danger tous les résultats importants pour l'empire allemand que, d'accord avec les deux prédécesseurs de Votre Majesté, j'ai obtenus dans nos relations avec la Russie, résultats dont l'importance dépasse toute attente, comme l'a confirmé le comte Schouwaloff à son retour de Saint-Pétersbourg.

Attaché comme je suis au service de la maison royale et de Votre Majesté, et habitué depuis si longtemps à des occupations que je croyais permanentes, il m'est bien pénible de cesser mes relations habituelles avec Votre Majesté et de renoncer à m'occuper de la politique de l'empire prussien. Mais, après avoir consciencieusement pesé les intentions de Votre Majesté, après avoir réfléchi à ce qu'il me faudrait exécuter si je res-

tais en fonctions, la seule alternative qui me reste est de prier Votre Majesté de vouloir bien me relever de mes fonctions de chancelier impérial et de président du conseil des ministres, en appliquant les règlements habituels concernant la pension.

Si j'en crois mes impressions pendant ces dernières semaines et les communications qui m'ont été faites hier par le cabinet civil et militaire de Votre Majesté, je suis persuadé que j'entre dans les vues de Votre Majesté en donnant ma démission et je puis donc compter avec certitude sur son acceptation.

Il y a déjà un an que j'aurais demandé à Votre Majesté d'être relevé de mes fonctions, si je n'avais pas cru que Votre Majesté désirait profiter encore de l'expérience et de la capacité d'un fidèle serviteur de ses prédécesseurs. Maintenant, je suis sûr que Votre Majesté n'a pas besoin de moi, et je puis me retirer de la vie politique, sans craindre que l'opinion publique ne juge ma décision trop hâtive.

BISMARCK.

Voici maintenant la réponse de M. de Bis-

marck à la lettre par laquelle l'empereur lui déclarait accepter sa démission :

TRÈS AUGUSTE EMPEREUR, ROI ET MAITRE,

Je remercie respectueusement Votre Majesté pour les paroles gracieuses avec lesquelles Elle a bien voulu accepter ma démission ; et je suis infiniment honoré par..... [1] qui restera comme un souvenir éternel du temps que Votre Majesté a bien voulu me permettre de consacrer à son service.

Votre Majesté m'a, en même temps, gratifié du titre de duc de Lauenbourg. J'avais pris la liberté d'expliquer respectueusement de vive voix au conseiller privé de Lucanus les motifs qui s'opposeraient à ce que je me serve de ce titre, et je lui avais en même temps demandé de ne pas rendre public ce deuxième acte de gracieuseté. Ma demande n'a pu être accueillie, car, au moment même où j'exprimai mes scrupules — le 17 mars dernier — la publication avait déjà eu lieu.

Je n'en prends pas moins la liberté de demander

1. Ce document est un brouillon écrit au crayon par le prince de Bismarck. Quelques mots n'ont pu en être déchiffrés.

humblement à Votre Majesté de me permettre de ne porter à l'avenir que le nom et le titre que j'ai portés jusqu'ici. Je prierai également Votre Majesté de m'autoriser à déposer moi-même à ses pieds mes remerciements les plus respectueux pour la promotion militaire dont je viens d'être l'objet, dès que mon état de santé ne s'opposera plus à ce que je le fasse.

Avec le plus profond respect, je suis de Votre Majesté l'humble et obéissant serviteur.

BISMARCK

Vendredi 27 *mars.* — Quitté Friedrichsruh. Déjeuné en conséquence de meilleure heure. La princesse a daigné honorer mon repas de sa présence. Le prince est venu me serrer la main, avant que je monte en voiture, et m'a invité à revenir promptement le voir.

23 *juin.* — Un éditeur de Stuttgard est venu me trouver et m'a demandé si je ne voudrais pas écrire une biographie du prince de Bismarck. J'ai envoyé aussitôt un mot à Bücher, à Friedrichsruh pour savoir si, dans le cas où j'accepte-

rais, je pourrais compter sur l'assistance du chef.

26 *juin*. — Reçu la réponse de Bücher :

Friedrichsruh, 26 juin 1891.

CHER AMI,

J'ai communiqué le contenu de votre lettre à qui de droit. Voici ce qu'on m'a répondu : « Je n'ai rien à redire à cela. J'ai parfois le sentiment que la mort viendra brusquement me saisir. Je voudrais avoir l'occasion de corriger bien des erreurs *viva voce* et profiter de ce que Busch a une quantité de matériaux. Les choses vont mal pour moi. Lorsque j'ai un peu poussé ma pierre le long de la montagne, elle roule de nouveau jusqu'en bas et tout est à recommencer. Je souhaite meilleure chance aux autres. »

BR.

5 *janvier* 1892. — Vu Bücher, qui est de passage à Berlin. Il m'a parlé des fameux *Souvenirs* du prince et m'a dit que le travail allait de mal en pire.

— C'est une œuvre, m'a déclaré Bücher, qui ne sera d'aucune utilité pour l'histoire. Non seulement sa mémoire lui fait défaut, mais il commence même à représenter sous des couleurs sciemment fausses certains faits ou certains événements sur lesquels aucune contestation n'est possible. Il ne veut pas admettre qu'il ait pris part à ce qui a mal tourné et lui seul veut avoir contribué à ce qui a réussi. Il ne fait d'exception que pour le vieil empereur parce qu'il pense ainsi contrarier le jeune...

13 *octobre* 1892. — Je ne verrai plus Bücher. Il est mort hier, à la suite d'une courte maladie, et après avoir passé ces derniers mois à Friedrichsruh, près du chef.

25 *avril* 1893. — Il me tarde de revoir encore une fois le prince de Bismarck. Je viens d'écrire à cet effet à Friedrichsruh et je demande si on veut bien m'autoriser à y aller faire une visite.

1er *mai*. — Me voici de nouveau à Friedrichsruh. Avant le dîner, j'ai vu le chef. Il n'a pas changé.

Il m'a fait asseoir sur le canapé près de lui et m'a appelé Büschlein comme autrefois.

Il a raconté qu'il venait de recevoir une lettre de M. Phelps, ministre des États-Unis à Berlin, qui lui demandait son opinion sur l'exposition universelle de Chicago.

— Si je lui réponds honnêtement ce que je pense, m'a déclaré M. de Bismarck, je ne lui dirai pas ce qu'il croit. Ces expositions n'ont que peu de valeur pour l'industrie et l'art et ne procurent de bénéfices qu'aux hôteliers. Elles sont bonnes pour ceux qui sont blasés de tout, qui cherchent une nouvelle sensation, de nouveaux amusements et qui ont assez d'argent pour satisfaire leurs inclinations et leurs plaisirs.

Le chef a ensuite consciencieusement démoli les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir. Il a dit du baron de Marschall qu'il était bien peu capable, mais qu'il avait été recommandé par un grand-duc.

— Il ne sait pas écrire en français, a raconté le chef, et récemment, dans un document officiel qu'il envoyait en Italie, il avait mis : « *L'empereur et l'empereuse.* »

4 *mai.* — A déjeuner, nous avons eu un profes-

seur de Giessen, que je ne désignerai que sous l'initiale de Y. Il n'a cessé de nous pomper les uns et les autres, et, à chaque instant du déjeuner, tout en mangeant son omelette ou sa côtelette, il sortait son calepin de sa poche et écrivait ce qu'il venait d'entendre.

Il a posé, sans discontinuer, des questions au chef, sur ceci ou cela. Il lui a demandé quelle avait été l'attitude générale de la France en 1866 et l'attitude du marquis de Moustier en particulier.

M. de Bismarck a obligeamment répondu à tous les interrogatoires de ce raseur.

— J'ai eu, a-t-il dit, une conversation avec M. de Moustier, au cours de laquelle il m'a rappelé la bataille d'Iéna, pour m'intimider. Je l'ai interrompu et lui ai dit : « Si vous me parlez d'Iéna, je vous parlerai de Leipzig! » J'aurais même été jusqu'à Waterloo!... Moustier se plaignit à Manteuffel, qui en référa au roi. Le roi déclara que j'avais parfaitement bien fait.

A quatre heures de l'après-midi, le professeur est venu me relancer dans ma chambre. Il m'a proposé une promenade que je n'ai pu refuser et j'ai eu naturellement à subir ses assauts renouvelés. Il m'a interrogé au sujet de Bücher, son caractère, sa vie sociale, au sujet du prince, de

la princesse, de leur fille, des petits-enfants, etc. Et, à chaque réponse, il sortait son implacable carnet et écrivait, écrivait, jusqu'à complet épuisement.

5 *mai*. — Y... s'est de nouveau accroché à moi. J'ai encore dû subir une promenade. Il m'a dit qu'il avait aperçu le prince penché sur des feuillets de papier. Seraient-ce ses mémoires qu'il serait en train d'écrire? Et ainsi de suite!...

A dîner, il a continué de plus belle son questionnaire, et le crayon était en train de fonctionner à toute vapeur, lorsque, à la suite de je ne sais plus quelle demande indiscrète, le prince s'est brusquement rebiffé :

— Vous ne devriez pas me poser de pareilles questions, professeur, s'est-il écrié d'un ton irrité. Je ne m'étais jamais imaginé qu'on pourrait me faire des demandes aussi idiotes!...

Tableau!

Y... s'est levé là-dessus et a pris congé. J'allais me retirer aussi, lorsque la comtesse de Rantzau m'a fait un signe, et je suis resté.

Nous avons causé quelques instants et j'ai fait mes adieux à M. de Bismarck, car je dois quitter demain Friedrichsruh. Pour la première fois de

ma vie, j'ai baisé la main du chef, et je ne sais pourquoi j'ai eu le pressentiment que c'était aussi la dernière.

Lui m'a dit simplement :

— Au revoir, cher vieil ami; revenez bien vite!...

Mon pauvre vieux maître! Que d'ici-là Dieu le protège de ses nouveaux amis, de ses amis d'affaires!

Ainsi soit-il!...

INDEX

POUR LES NOMS PROPRES

Les empereurs Guillaume Ier, et Frédéric III, le Prince de Bismarck, Busch, la France, l'Allemagne et les petits États Allemands sont si souvent mentionnés qu'ils ne font pas partie de cet index.

A

Abeken, 6, 7, 38, 232.
Adlerberg, 273 à 277.
Afghanistan, 162, 184.
Albrecht (archiduc), 144.
Alexandrine (princesse), 137.
Allemagne. — Impératrice Augusta, 47, 73 à 87, 111, 146, 149, 165, 178, 182, 183, 191.
— Impératrice Frédéric (Victoria), 73, 180, 187, 193, 196, 200 à 203, 228 à 232, 290.
Amérique, 119, 122, 163, 336.
Andrassy, 72, 141 à 145, 223, 244 à 283.
Angleterre, 97, 119, 122, 130, 131, 142, 146, 149, 165, 167, 171 à 205, 236, 257, 280, 318, 319.
— Reine Victoria, 79, 146, 175, 181, 186, 187, 190 à 196, 205 à 209, 239 à 241.
— Prince de Galles, 146.
— Princesse Béatrix, 171 à 205.
Arabi Pacha, 173.

Arnim, 8, 40, 48, 54 à 58, 61 à 82, 326.
Auerswald, 326.
Autriche-Hongrie, 39, 80, 86, 94, 97, 121, 127 à 154, 165, 172, 193, 199, 220, 237 à 241, 244 à 280, 313.
Autriche (empereur d'), 38 à 40, 51 à 53, 71, 138, 144, 195, 220, 254.

B

Bade (grand-duc de), 321.
Bamberger, 121.
Baratinsky, 252.
Battenberg, 187 à 190, 197 à 201, 288.
Bavière (roi de), 9, 45, 89.
— prince Charles de, 95.
— reine de, 180.
Beaconsfield (lord), 182.
Beckmann, 57, 58.
Belgique, 14, 260.
Belgique (roi de), 179.
Bergmann, 191.
Beust, 141.
Bismarck (princesse de), 10, 66, 284, 296, 314.
— (Herbert), 83, 84, 106, 109, 147, 153, 167, 175, 178, 300, 303, 305.
Bismarck-Bohlen, 7, 115, 116.
Blankenburg, 68.
Bloomfield (lady), 177.
Blowitz, 131, 158.
Bohême, 39, 165.
« Bonbonnière », 80, 81.
Borel, 29, 30.
Bötticher, 305, 311, 321.
Brandenbourg, 326.
Brandenstein, 323.
Bücher, 5 à 7, 26, 55, 56, 67 à 73, 158, 161, 166, 167, 175, 178, 183, 187, 202, 203, 299, 300, 309 à 323, 333 à 336.
Buhl, 318.
Bulgarie, 198.
Bulow, 101, 102, 134 à 137, 249, 252.
Buol, 94.

C

Cahn, 24, 25.
Calonne, 41, 43.
Camphausen, 326.
Caprivi, 305, 318, 319.
Casimir-Perier, 42, 47.
Chrysander, 318.
Cluseret, 15 à 24.
Cobourg (duc de), 112, 194, 232 à 235.
Courrier de Hanovre, 63 à 72.
Crimée (guerre de), 130, 195.

D

Daily Telegraph, 159, 161, 166, 179.
Danemark, 214, 231.
— (roi de), 93, 97.
Delbrück, 43.
Deutsche Rundschau, 206, 207, 212 à 215.
Dufferin (lord), 128.
Dupanloup (évêque), 77, 118.
Duvernois, 41.

E

Egypte, 172, 173.
Eisenhart, 45, 46.
Espagne, 150.
Eugénie (impératrice), 77.
Eulenbourg, 114.

F

Fabrice, 15 à 24.
Falk, 112.
Favre (Jules), 6, 18 à 31.
Fleury, 41 à 48.
Frédéric le Grand, 151, 319.
Frédéric-Guillaume III, 67, 151, 187.
Frédéric-Guillaume IV, 67, 218, 220, 305.
Freycinet, 174.

G

Gabriac, 25.
Gambetta, 55, 56, 167, 168, 174.
Gazette de l'Allemagne du Nord, 33, 48.
Gazette de la Croix, 77, 234, 235.
Gazette de Cologne, 201.
Gazette nationale, 5.
Gazette de Silésie, 68.
Geffcken, 242, 243, 296.
Gerlach, 222.
Giers, 177, 184, 185, 198, 258, 273, 275, 279.
Gladstone, 149, 162, 172, 178, 183.
Golos, 129, 132.
Goltz, 80, 159, 161.
Gortschakoff, 25, 44, 49, 50, 72, 128 à 133, 269, 272, 273.
Goulard, 27.
Granville (lord), 178.

Grenzboten, 66, 72, 73, 76, 114, 128, 147, 156, 177, 306.
Grüner, 80.

H

Hahnke, 328.
Hanovre (roi de), 243.
Hatzfeldt (comte), 26, 152, 161.
Haussmann, 18.
Haye (de la), 22.
Herrfurth, 322, 323.
Hesse-Darmstadt, 95.
Hohenlohe (prince), 58, 152, 321.
Hohenzollern (prince de), 326.
Holstein (baron), 16, 85, 98, 109, 175, 311.

I

Ignatieff, 246.
Italie, 71, 75, 115, 138, 149, 165, 199, 264, 336.
Italie (roi d'), 10, 17, 89.

J

Jomini, 129, 246.

K

Kayser, 311.
Keudell, 71, 72, 311.
Kreuzzeitung, 81, 82.

L

Ledochowski, 81.
Le Flô (général), 49, 50.
Leverström, 76.
Lindau, 57, 58, 311.
Linstedt, 3.
Lobanoff, 132.
Lonyay, 71.
Lucanus, 328.

M

Mac-Mahon (maréchal), 29.
Manteuffel, 86, 219 à 222, 249, 251, 281, 326, 337.
Marschall, 336.
Matin (*le*), 205, 206.
Mermillod, 77.
Milioutine, 140, 246, 257, 273 à 279.

Moltke, 28, 117, 240, 259, 260.
Moustier, 337.
Muffling, 129.
Munster, 185, 240.

N

Napoléon III, 30, 33, 41, 46, 52, 199, 214.
— Jérôme (prince), 3.
National Zeitung, 58.
Nemours (duc de), 214.
Nesselrode, 80.

O

Obroutcheff, 140.
Olerick, 81.
Orloff, 46 à 48.

P

Palmerston (lord), 193.
Pape (Le), 150.
Pathusius, 81.
Phelps, 336.
Pietri, 17.
Pobedonostseff, 184.
Pologne, 14, 130, 186, 214.
Pouyer-Quertier, 27, 31.

R

Raczinski, 294.
Radolinski, 293, 294.
Radowitz, 98, 134, 159, 161.
Radziwill (prince), 73, 75, 81.
Rantzau (comte), 103, 114, 175, 338.
Raschdau, 311.
Rechberg (comte), 110.
Reichsglocke, 80.
Reuss, 51, 53, 261.
Revue de l'Amérique du Nord, 158.
Rice, 157, 158.
Richter, 121.
Roland, 4.
Rossel, 25.
Rottenbourg, 207, 215 à 217, 303.
Roumanie, 133, 272.
Roumélie, 198, 271
Russie, 25, 37 à 60, 85, 86, 121, 128 à 150, 165, 172 à 177, 183 à 200, 214 à 216, 241 à 283, 313, 330.
— grand-duc Nicolas de, 53.
— prince Alexandre de, 25, 53, 190.
— prince Wladimir de, 53.
— le Tsar, 41, 44, 51 à 54, 129,

184, 191, 197, 198, 221, 244 à 283.

S

Saburoff, 257 à 263.
Salisbury (lord), 183.
Schleinitz, 73, 79, 86.
Schleswig-Holstein, 96, 97, 100.
Schlotheim, 29, 31.
Schouvaloff, 52, 133, 330.
Schweninger, 311, 312, 321.
Stillfried, 80, 81.
Stolberg (comte), 144, 253, 264, 265, 293.
Suisse, 73, 75, 165, 194, 260.

T

Temps (*le*) 58.
The Times, 131, 158, 196. 228.
Thiers, 15, 21 à 23, 31 à 34, 42 à 49, 54 à 56.
Thile, 7, 10, 71, 72, 168.
Torre (de la), 47.
Turquie, 129, 142, 162, 172, 173.

W

Waldersee (comte), 31, 32.
Wartensleben (comte), 26.
Werther, 44, 45.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

CHAPITRE PREMIER

La maison du chancelier à Berlin 1

CHAPITRE II

La Commune et le traité de Francfort 13

CHAPITRE III

Quelques documents historiques. — La France et la Russie en 1871 et 1872. 37

CHAPITRE IV

Quelques articles de journaux. — L'affaire d'Arnim. 61

CHAPITRE V

Varzin et Friedrichsruh. 83

CHAPITRE VI

M. de Bismarck et mon livre 105

Pages

CHAPITRE VII

M. de Bismarck et la Russie. — L'alliance austro-allemande 127

CHAPITRE VIII

Les luttes politiques du chancelier. 155

CHAPITRE IX

M. de Bismarck, l'Angleterre et les princesses anglaises 171

CHAPITRE X

Le journal de l'empereur Frédéric. 205

CHAPITRE XI

Les papiers du chancelier. 219

CHAPITRE XII

La chute. 299

CHAPITRE XIII

Les dernières années. 317

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette. — 14099.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

NOV 1 1 1968
MAR 2 3 1969
MAR 0 2 '82
FEB 1 3 1971
FEB 2 7 1971
APR - 6 1971
MAR 1 4 1987
MAR 0 1 1987
27 MARS 1993
14 MARS 1993
24 NOV. 1994
14 NOV.
11 DEC. 1996
DEC 0 2 1996
NOV 2 9 2006
UONOV 2 2 2008

CE

a39003 002171337b

CE DD 0218
.B984 1898 V002
COO BUSCH, MORIT MEMOIRES DE
ACC# 1072967

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 03 02 08 11 7